



Rapport d'activité

2014



L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens des informations diverses qui vont de la présentation de statistiques et d'indicateurs à la réalisation d'études et d'analyses approfondies dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en oeuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

CRÉATION GRAPHIQUE | Expansion Partners SA, Namur

MISE EN PAGE | Imprimerie Havaux

ÉDITEUR RESPONSABLE | Sébastien BRUNET

DÉPÔT LÉGAL | D/2015/10158/2

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.



Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique

Route de Louvain-la-Neuve 2 - 5001 BELGRADE (NAMUR)

Tél. 32 (0)81 46 84 11 | Fax 32 (0)81 46 84 12

<http://www.iweps.be>

info@iweps.be

Table des matières

Préface	7
1. L'institution	9
1.1. Missions	10
1.2. Le plan opérationnel	11
1.3. Projet d'interfédéralisation de la statistique et des Comptes Nationaux	12
1.4. Organigramme et rapport social au 31 décembre 2014	13
1.5. Rapport financier 2014	15
1.5.1. Les recettes	15
1.5.2. Les dépenses	15
1.6. Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique ...	16
1.7. Bourses IPRA (IWEPS PhD Research Activity)	18
1.8. Partenariats et collaborations	22
2. Faits marquants de 2014	23
2.1 Direction Données et Indicateurs	24
2.1.1. WalStat	24
2.1.2. Statistiques transfrontalières	24
2.2 Direction Recherche et Evaluation	25
2.2.1. Indicateurs complémentaires au PIB	25
2.2.2 Evaluation globale du PM2.Vert	26
2.3 Direction Anticipation de Phénomènes socio-économiques	27
2.3.1 Un premier certificat interuniversitaire belge en prospective	27
2.3.2. Workshop IWEPS/EQUIPPE, Outils d'évaluation ex ante des effets des politiques publiques	27
3. Activités scientifiques par domaine	29
3.1. Population	30
3.1.1. Monitoring de la population	30
3.1.2. Bases de données démographiques issues du Registre national	30
3.1.3. Base de données « Cytise » et développement de WalStat	30
3.1.4. Perspectives de population et de ménage au niveau communal	31
3.1.5. Enjeux et gestion du vieillissement en Wallonie	31

3.2.	Migration.....	32
3.3.	Enseignement et Formation	32
3.4.	Emploi et Travail.....	34
3.4.1.	Observatoire wallon de l'emploi	34
3.4.2.	Comptes de l'emploi	35
3.4.3.	Le cadre européen des politiques de l'emploi	35
3.5.	Santé	36
3.6.	Logement	37
3.6.1.	Les Relais sociaux de Wallonie	37
3.6.2.	Etat des lieux quantitatif et qualitatif des expulsions domiciliaires en Wallonie	37
3.6.3.	Suivi de recherches extérieures	37
3.6.4.	Divers	38
3.7.	Pauvreté, Précarité et Cohésion sociale	38
3.7.1.	Prospective en cohésion sociale	38
3.7.2.	Recherche « Jeunes-Acteurs »	39
3.7.3.	Le plan de cohésion sociale (PCS)	39
3.7.4.	Bien-être collectif et progrès au niveau local et régional	40
3.7.5.	Divers	40
3.8.	Mobilité et Transports	40
3.9.	Energie	42
3.10.	Développement territorial	43
3.11.	Economie	44
3.11.1.	Analyse de la compétitivité de l'économie wallonne	44
3.11.2.	Analyses conjoncturelles	44
3.11.3.	Modélisation de l'économie régionale : HERMREG	44
3.11.4.	Comptabilité régionale.....	45
3.11.5.	Les pôles de compétitivité	45
3.11.6.	Le financement des jeunes entreprises innovantes	46
3.11.7.	Démographie des entreprises.....	46
3.11.8.	Prospective : transmission d'entreprises	47
3.11.9.	FEDER	48
3.12.	Finances et Budget	48
3.13.	Fonction publique	48
3.13.1.	L'emploi dans la fonction publique.....	48
3.13.2.	Prospective de la fonction publique	48
3.14.	Gouvernance	49

3.15. Enquête ISSP Modules 2012 – 2013	49
4. Synergies et partenariats	51
4.1. Collaborations transfrontalières avec la Direction du Développement durable, de la Prospective et de l'Evaluation du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais	52
4.2. Synergies statistiques Fédération Wallonie-Bruxelles	52
4.2.1. Données infrarégionales : disponibilités, besoins et réflexion méthodologique	52
4.2.2. Statistiques « Naissances-décès »	53
4.2.3. Tableaux de bord de la santé.....	53
4.2.4. Statistiques sur l'éducation et la formation des adultes	53
4.2.5. Parcours études, formations, emplois : cadastre des sortants de l'enseignement	53
4.2.6. Parcours professionnels des enseignants du secondaire en début de carrière	53
4.2.7. Comptabilité régionale : impact socio-économique du secteur culturel en Fédération Wallonie-Bruxelles	53
4.2.8. Les chiffres-clés de la Fédération Wallonie-Bruxelles.....	54
4.2.9. Autres activités	54
4.3. Participation au projet « Samba»	55
4.4. Autres partenariats	55
5. Publications, activités éditoriales, colloques et groupes de travail.....	57
5.1. Publications	58
5.1.1. Ouvrages	58
5.1.2. Chapitres d'ouvrages	58
5.1.3. Articles scientifiques dans des revues internationales	58
5.1.4. Articles scientifiques dans des revues nationales	58
5.1.5. Working Papers de l'IWEPS	59
5.1.6. Publications récurrentes de l'IWEPS.....	59
5.1.7. Rapports de recherche	60
5.1.8. Notes de travail	60
5.2. Activités éditoriales (comités scientifiques de revues, direction de collections scientifiques, conseil éditorial...)	61
5.3. Colloques	61
5.3.1. Organisation de conférences, colloques et séminaires	61
5.3.2. Contribution à des conférences, colloques et séminaires et activités de vulgarisation	62

5.4. Participation à des réseaux et groupes de travail	64
5.4.1 Réseaux et groupes de travail scientifiques	64
5.4.2 Réseaux et groupes de travail mixtes (scientifiques, administratifs, société civile)	64
6. Activités d'enseignement et d'encadrement académique	69
7. Gestion administrative	71
7.1. Gestion des ressources humaines	72
7.2. Marchés publics	72
7.3. Bibliothèque	73
7.4. Informatique	73
7.5. Communication	73
7.5.1 Les publications	73
7.5.2 Les événements	74
7.5.3 Le site internet	75
7.5.4 La presse	75
Annexe 1 : Domaines d'activité des chargés de recherche occupés à l'IWEPS en 2014	76
Annexe 2 : Liste des abréviations	78

Préface

En 2014, la mission principale de l'Institut dans le domaine de l'aide à la prise de décision a été particulièrement nourrie par les différents projets en cours au sein des trois directions nouvellement créées. On peut citer, à titre illustratif, le développement continu du portail d'information statistique baptisé « WalStat », la publication des premiers indicateurs complémentaires au PIB pour la Wallonie, l'évaluation globale du PM2.Vert ou encore la participation active de l'IWEPS dans le déploiement d'une culture de l'anticipation au travers de la mise en œuvre d'un certificat interuniversitaire en prospective ou encore dans le développement d'outils de modélisation macro-économétriques.

Mener à bien ces projets serait mission impossible sans les collaborations et partenariats fructueux que l'Institut noue tant avec les administrations et le monde académique qu'avec les interlocuteurs sociaux et les acteurs socio-économiques. L'établissement de synergies, de rapports collaboratifs et non-concurrentiels entre institutions est une condition essentielle pour la construction de futurs possibles au cœur desquels le progrès sociétal est érigé en objectif commun.

Confrontés à un monde de plus en plus complexe, éclairer la décision dans cette perspective est un véritable défi qui ne peut être relevé qu'en exigeant rigueur et passion dans la réalisation des études, des diagnostics, des évaluations de politiques publiques, des indicateurs ou encore des études de prospective que nous réalisons soit à la demande des autorités, soit d'initiative.

Ce rapport d'activité 2014 a pour objectif de présenter l'ensemble des travaux dont se sont saisis les chercheurs de l'institution. Travaux qui, loin d'être déconnectés des questions fondamentales qui traversent nos sociétés, plongent profondément leurs racines dans la réalité de terrain et les défis auxquels les décideurs sont confrontés.



Sébastien BRUNET
ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL

The background image shows a person in a grey suit jacket, with their hand visible holding a glowing, metallic gear. The gear has a bright light source at its center, creating a lens flare effect. To the left, there are several other gears of different sizes, some of which are rendered in a wireframe style. A large, semi-transparent red circle is positioned in the center of the image, partially obscuring the person's hand and the gear they are holding. Inside this red circle, the chapter title is written in white text.

Chapitre 1

L'INSTITUTION

1.1. MISSIONS

L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 (MB du 31-12-2003, p. 62412) a fixé au 1^{er} janvier 2004 la date d'entrée en vigueur du décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS). L'IWEPS est un organisme d'intérêt public de catégorie A dont les missions principales sont décrites aux articles 9 et 10 du décret fondateur.

Art. 9. *L'Institut a une mission générale d'aide à la décision, qu'il exerce à la fois par une mission scientifique transversale et par une mission de conseil stratégique (...).*

Art. 10. *La mission scientifique transversale consiste dans la centralisation, la publication et le traitement des statistiques régionales, l'élaboration de plans pluriannuels de développement des statistiques régionales et la formulation de propositions en la matière, ainsi que dans la réalisation de recherches fondamentales et appliquées, principalement dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement.*

L'Institut est chargé de la collecte, du stockage et de l'exploitation des données indispensables à la conduite de la politique régionale. Le Gouvernement établit les règles de coordination entre l'Institut et les autres services administratifs chargés de la récolte des données et du trai-

tement de celles-ci. Ces règles de coordination peuvent être concrétisées par des conventions et doivent prévoir l'accès de l'Institut aux données validées de l'ensemble des services administratifs de la Région et aux études scientifiques commandées par ces services.

L'Institut constitue l'interlocuteur régional unique des instances statistiques fédérales et européennes.

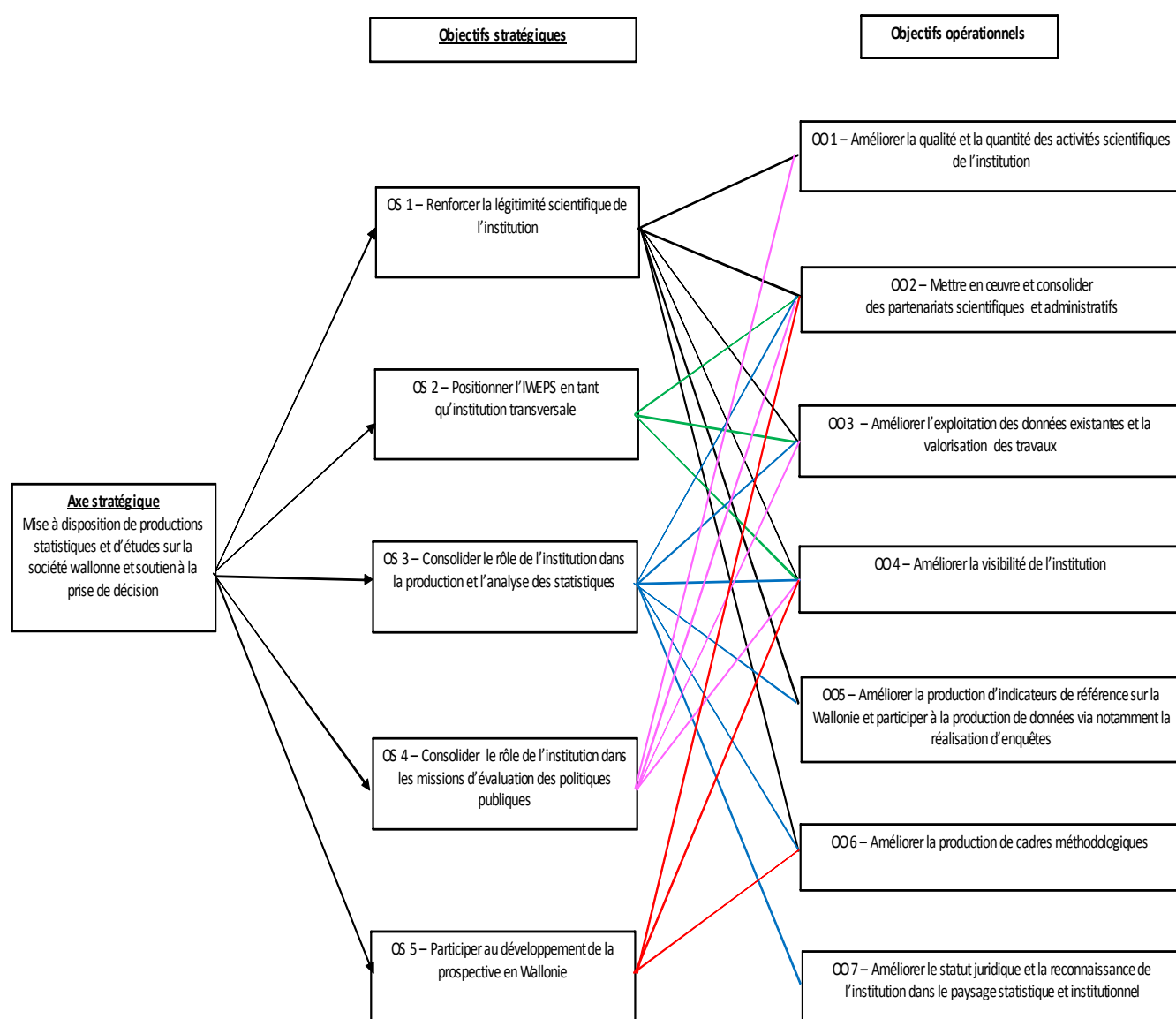
La mission de conseil stratégique consiste à réaliser des exercices d'évaluation, confiés par le Gouvernement dans les matières qui relèvent de sa compétence. Elle comprend également la réalisation d'études prospectives.

En d'autres termes, l'IWEPS est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens des informations diverses qui vont de la présentation de statistiques et d'indicateurs à la réalisation d'études et d'analyses approfondies dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

1.2. LE PLAN OPÉRATIONNEL

Le plan opérationnel, rédigé en juin 2011 selon une démarche participative, donne à l'IWEPS une orientation claire et structurée pour le déploiement de ses activités et projets. Celui-ci se décline en un axe stratégique, un axe transversal, cinq objectifs stratégiques et sept objectifs

opérationnels. Le plan opérationnel permet d'articuler de manière cohérente l'ensemble des projets poursuivis au sein de l'institution et de répondre ainsi aux attentes du monde politique en termes d'aide à la prise de décision.



1.3. PROJET D'INTERFÉDÉRALISATION DE LA STATISTIQUE ET DES COMPTES NATIONAUX

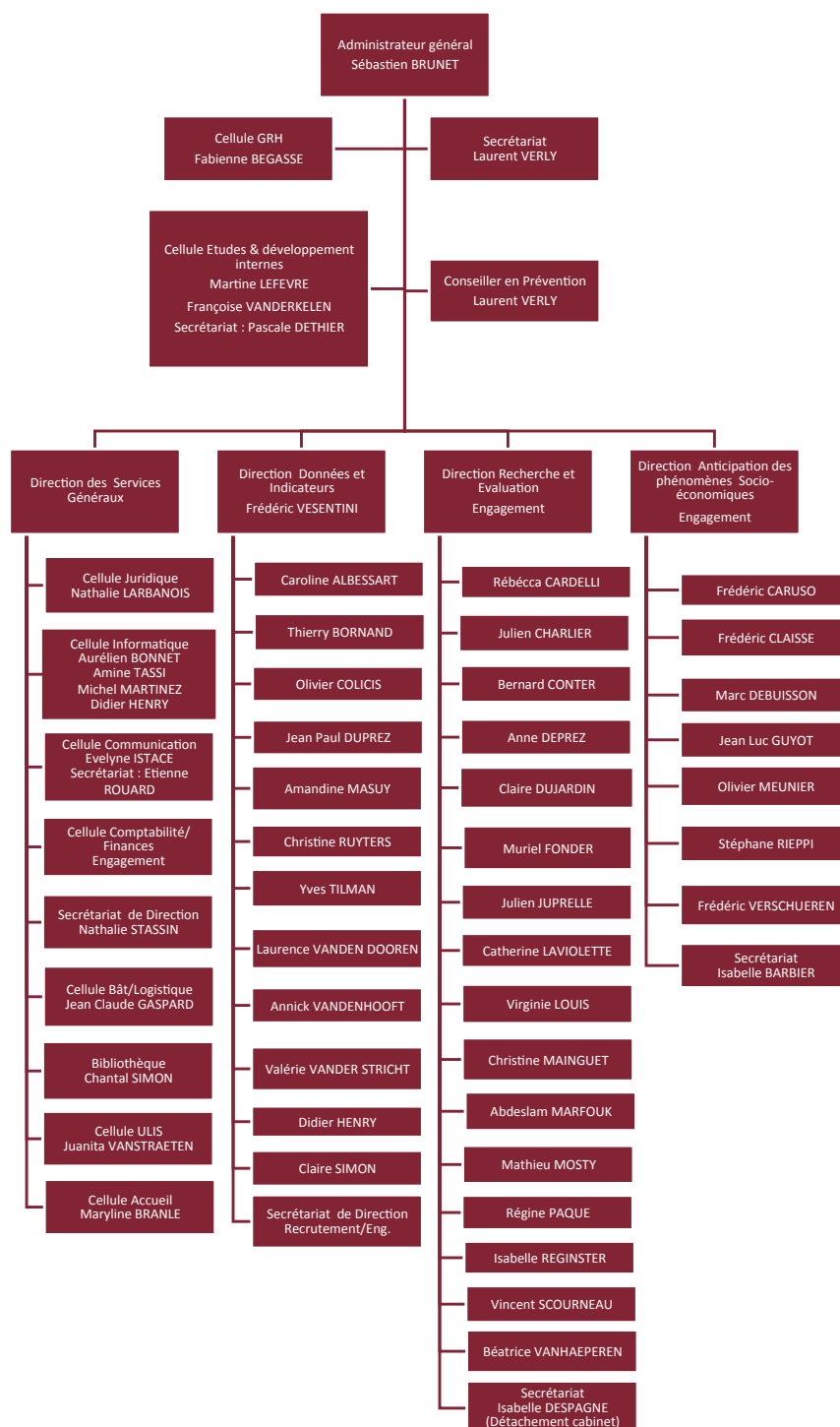
En 2014, s'est mise en place la préparation de la mise en œuvre du projet d'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission Communautaire Commune de Bruxelles-Capitale et la Commission Communautaire française, concernant l'interfédéralisation de l'INS (Institut National de Statistique) et l'intégration des Communautés et Régions à l'ICN (Institut des Comptes Nationaux).

L'accord de coopération, qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2016, comporte deux grands volets :

- l'interfédéralisation de l'INS, mise en œuvre par le biais de la création d'une plate-forme interministérielle de statistique ;
- l'intégration dans l'ICN des Communautés et Régions.

1.4. ORGANIGRAMME ET RAPPORT SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2014

Au 31 décembre 2014, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique bénéficiait du concours de 55 personnes (53,1 équivalents temps plein) dont 36 personnes affectées directement à la recherche.



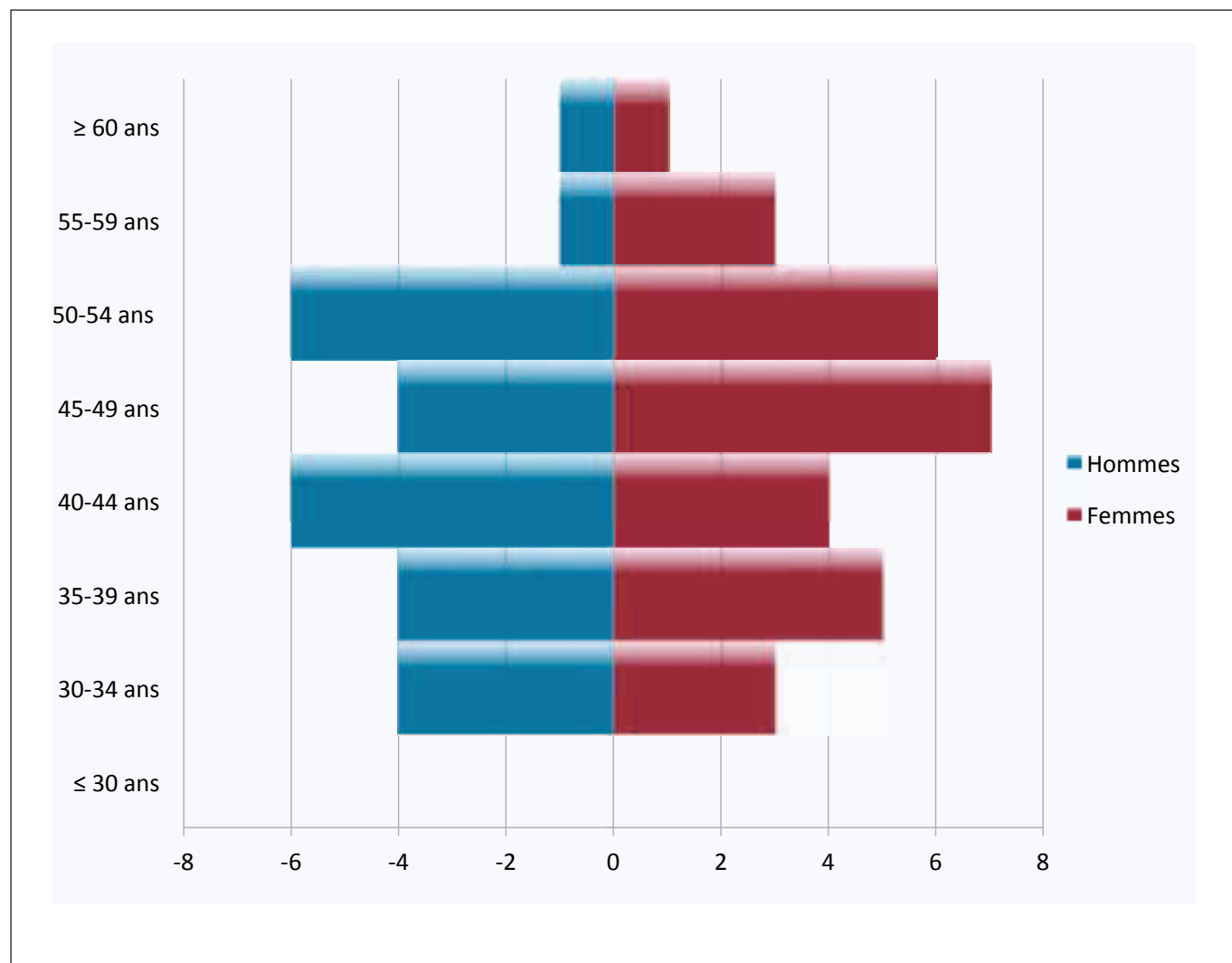
En 2014, l'IWEPS a accueilli son premier directeur scientifique, un expert juriste et un expert informaticien ainsi que trois nouvelles personnes affectées à la recherche dont un

CDD et cinq CDI. Un scientifique est de retour dans l'Institution après une interruption volontaire.

L'évolution du personnel, depuis 2010, se présente comme suit :

Situation au 31 décembre	2010		2011		2012		2013		2014	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Cadre organique 31/03/2013	69		69		69		69		69	
Personnel en place	22	26	21	25	22	28	23	30	26	29
Equivalent temps plein	21,60	24	20,60	23,5	21,60	26,5	22,60	28,2	25,6	27,5
Par catégorie										
Statutaires	5	10	5	11	6	11	6	10	6	8
Contractuels CDI	17	16	15	14	15	17	15	19	19	21
Contractuels CDD	0	0	1	0	1	0	2	1	1	0
Par niveau										
Niveau 1	16	20	16	17	17	20	18	22	21	21
Niveau 2+	3	1	3	2	3	2	3	2	3	2
Niveau 2	2	4	2	4	2	4	2	4	2	4
Niveau 3	0	2	0	2	0	2	0	2	0	2

Répartition du personnel par classe d'âge, en chiffres absolus, au 31 décembre 2014



1.5. RAPPORT FINANCIER 2014

RESSOURCES	Réalisé : recettes 2014 (en euros)
TOTAL DES DOTATIONS, SUBSIDES ET RECETTES	6 722 763
UTILISATIONS	Réalisé : dépenses 2014 (en euros)
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
PERSONNEL	4 342 749
SERVICES ET BIENS DIVERS NON REPRIS A L'INVENTAIRE	853 111
BIENS REPRIS A L'INVENTAIRE	113 599
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	5 309 459
DEPENSES POUR LES MISSIONS DECRETALES	1 480 038
TOTAL DES DEPENSES POUR LES MISSIONS DECRETALES	1 480 038
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	6 789 497

1.5.1. Les recettes

La dotation de fonctionnement de 4 925 milliers d'euros couvre essentiellement les frais de personnel à concurrence de 86%.

Le Fond social européen octroie un remboursement de salaire à concurrence de 162 milliers d'euros.

Une exonération de précompte professionnel de 722 milliers est rétrocédée par l'Etat et affectée à la recherche scientifique conformément à la Loi. Elle représente 80% des montants de précompte du personnel affecté à la recherche scientifique de l'Institut.

D'autres subventions spécifiques à des missions et négociées au niveau d'entités ministérielles régionales sont allouées pour un montant de 900 milliers d'euros. A titre d'exemple : l'évaluation du PM2.Vert ; l'Observatoire wallon de la Santé ou encore l'Observatoire wallon de l'Emploi.

L'ensemble des recettes allouées pour un montant de 6 723 milliers d'euros permettent à l'IWEPS de mener l'ensemble de ses missions décrétales.

On notera que par rapport à 2013, soit 6 136 milliers d'euros, les recettes ont été rehaussées de 588 milliers d'euros en 2014. En effet, un montant important de régularisation d'exonération de précompte pour personnel scientifique a été récupéré : « 722 milliers d'euros en 2014 contre 145 en 2013 ».

1.5.2. Les dépenses

Le personnel représente un coût direct de 4 237 milliers d'euros en y ajoutant les formations, séminaires, colloques et formations, nous atteignons une dépense globale de 4 343 milliers d'euros.

En 2013, le coût était de 4 143 milliers d'euros, soit une augmentation en 2014 de 5%.

Les dépenses de fonctionnement en biens et services divers portent sur un montant globalisé de 853 milliers d'euros, soit une augmentation de 11% par rapport à 2013. L'augmentation est due essentiellement à l'acquisition de licences informatiques spéciales.

Le montant des investissements de 113 milliers d'euros est en forte diminution, soit 52% par rapport à 2013. En effet, en 2013 la bibliothèque a été pourvue de nombreux livres, documentations en renouvellement et d'abonnements nouveaux, pour un total de 95 milliers d'euros contre 29 seulement en 2014. De plus, et de manière significative également, les bases de données informatiques ont été achetées pour 59 milliers d'euros en 2013 contre 48 en 2014.

Les dépenses décrétales se portent à un coût de 1 480 milliers d'euros contre 1 790 milliers d'euros en 2013, soit une diminution de 21%.

L'ensemble des dépenses se portent à 6 789 milliers d'euros contre 6 916 milliers d'euros en 2013, soit une diminution de 2%.

On notera qu'une part significative des dépenses a été financée par des récupérations des années antérieures d'exonération de précompte pour l'occupation de chercheurs.

1.6. CONSEIL WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE

Le décret du 14 décembre 2003 portant création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique a également instauré le Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, dont les missions sont les suivantes :

Art. 4. *Le Conseil rend au Gouvernement un avis sur le programme pluriannuel des travaux de l'Institut et sur le rapport annuel d'activité de celui-ci.*

Le Conseil fait au Gouvernement, d'initiative ou sur demande, toute recommandation en matière de statistique, d'évaluation, de conseil stratégique ou de prospective.

Le Conseil assure un rôle d'avis et d'assistance scientifique vis-à-vis de l'Institut.

Le Conseil est composé des recteurs des universités francophones, de quatre membres proposés par le Conseil économique et social de Wallonie, d'un membre proposé par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et de cinq membres maximum émanant des corps scientifique, académique ou assimilé des institutions d'enseignement universitaire ou supérieur.

La composition du Conseil, arrêtée en décembre 2014, est la suivante (selon la décision du Gouvernement wallon du 10 décembre 2009) :

INSTITUTIONS	EFFECTIFS	SUPPLÉANTS
Recteurs d'universités		
Facultés agronomiques de Gembloux	HAUBRUGE Eric, Vice-Recteur	PORTETELLE Daniel, Chef de Service
Facultés universitaires Saint-Louis	LAMBERT Jean-Paul, Recteur	VERDONCK Magali, Professeur
Facultés universitaires catholiques de Mons	DE WINNE Rudy, Vice- Recteur	GILSON Natacha, Professeur
Facultés universitaires Notre Dame de la Paix de Namur	POULLET Yves, Recteur	MIGNOLET Michel, Professeur
Université catholique de Louvain	DELVAUX Bruno, Recteur	GIANELLO Pierre, Vice-Recteur
Université Libre de Bruxelles	VIVIERS Didier, Recteur	DEHON Catherine, Professeur
Université de Liège	RENTIER Bernard, Recteur	HEUCHENNE Cédric,
Président du CWEPS		
Université de Mons	CONTI Calogero, Recteur	MAHY Benoît, Professeur
Sur proposition du Conseil économique et social de la Wallonie		
FGTB wallonne	INFANTI Gianni, Vice-Président du CWEPS	ROBERT Anne-Marie
UCM	LOULTCHEFF Tania	TCHNIDA TAMETSA Charlie Wesley
UWE	PAQUOT Didier	DEHALU Jean-Christophe
CSC	RUOL Muriel	
Sur proposition du Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable		
CWEDD	ROUXHET Frédéric	FOURNY Michèle
Sur proposition de l'IWEPS		
Corps scientifique ou académique	MERCY Jean-Louis, Eurostat	
	MERENNE Bernadette, Professeur émérite ULg	
Membre de droit à titre consultatif		
IWEPS	BRUNET Sébastien, Administrateur général	

En 2014, à l'occasion de ses deux réunions, le CWEPS a été mobilisé sur différents dossiers importants pour le développement des activités de recherche et de collaboration de l'IWEPS. Il s'agit notamment de la présentation du rapport d'activité 2013.

Suite à la présentation du rapport d'activité 2013 par l'Administrateur général, lors de la réunion du 26 mai 2014, et aux explications apportées, le Conseil formule l'avis suivant :

« Le CWEPS souligne la grande qualité des projets d'envergure comme par exemple la centralisation des données, l'évaluation du PM2.Vert ou encore le Baromètre Social de la Wallonie qui ont été conduits par l'IWEPS au cours de l'année 2013. L'aboutissement de ces projets ainsi que la qualité scientifique qui les caractérise démontrent que l'IWEPS a très largement rempli les missions fondamentales qui lui sont confiées dans les domaines de la statistique, de l'évaluation et de la prospective.

Fort de l'expérience acquise au cours de l'évaluation du PM2.Vert, le CWEPS invite l'IWEPS à conforter ses dispositifs d'évaluation mis en place tels que le Comité Transversal d'Encadrement où interlocuteurs sociaux et membres académiques sont réunis.

Afin de développer des programmes d'évaluation de qualité, le CWEPS insiste également sur l'intérêt d'associer l'IWEPS le plus en amont possible dans l'élaboration des politiques publiques.

Les membres du CWEPS encouragent l'IWEPS à poursuivre les fructueuses collaborations scientifiques nouées avec les universités ainsi que les collaborations internationales telles que développées notamment dans le cadre des séjours de recherche sur base volontaire.

Fort de ces constats, le CWEPS remet donc un avis très favorable sur le rapport d'activité 2013 et marque sa grande satisfaction quant à la teneur et la qualité des travaux réalisés par l'IWEPS. »

1.7 BOURSES IPRA (IWEPS PHD RESEARCH ACTIVITY)

En 2012, a été lancé un appel à projets visant à financer trois bourses de doctorat à destination de jeunes diplômés ou chercheurs. L'initiative poursuivait deux objectifs distincts mais complémentaires. D'une part, renforcer le travail de recherche fondamentale en lien avec les thématiques étudiées à l'IWEPS, d'autre part, resserrer les liens entre l'IWEPS et le monde universitaire afin de favoriser l'ancrage de l'institution au sein de la communauté scientifique en Communauté française de Belgique tout en participant à son rayonnement international. Les thématiques de recherche dans lesquelles devaient s'inscrire les propositions ont été fixées en collaboration avec le CWEPS (l'ancrage wallon y était privilégié). Les doctorants ont débuté leur thèse de doctorat en septembre 2012 ; ils ont quatre années pour mener à bien leurs recherches, en alternance sur le site de l'IWEPS et sur celui de leur université d'accueil. Sont repris ci-dessous un bref résumé des trois thèses en cours et les activités (publications et colloques) de ceux-ci.

Zoé Lejeune, sur le thème : « Les inégalités environnementales en Wallonie : une approche politologique et territoriale », thèse dirigée par le Professeur Q. Michel (ULG).

La thèse porte sur les inégalités environnementales et plus précisément sur l'action publique environnementale à l'échelle locale, en posant la question centrale suivante: « Comment comprendre les variations dans la gestion politique des inégalités environnementales? Ou pourquoi les inégalités environnementales sont-elles sous-politisées dans les politiques urbaines contemporaines? ». Tout d'abord un cadrage quantitatif de la question en Wallonie est posé sur base d'une analyse des données issues du Baromètre social de Wallonie 2012, ainsi que le développement d'une démarche qualitative (sur base d'entretiens semi-directifs et d'une analyse de documents), centrée sur deux études de cas : l'agglomération liégeoise en Belgique et la ville de Sheffield en Angleterre. La méthode qualitative vise à mettre en lumière un modèle explicatif de la gestion publique locale des inégalités environnementales dans les deux contextes, mettant l'accent sur la nature des autorités politiques locales, l'état de la recherche scientifique, le

rôle du secteur associatif et de la société civile, la dimension spatiale, la transformation de la bureaucratie locale et le cadrage des politiques publiques environnementales et urbaines.

Publications :

- Lejeune Zoé, Xhignesse Guillaume, Kryvobokov Marko and Teller Jacques, (2014), Milieugelijkheid: een onderzoek naar de woonomstandigheden in Wallonië, in Dierckx Danielle, Coene Jill and Raeymaeckers Peter (Eds.) Armoede en Sociale Uitsluiting, Jaarboek 2014, Acco, Leuven-Den Haag, p. 250-266.
- Lejeune Zoé, Xhignesse Guillaume, Kryvobokov Marko and Teller Jacques, Housing Quality as Environmental Inequality : The Case of Wallonia, Belgium, in Journal of Housing and the Built Environment (accepté, en cours de révision).

Présentations à des colloques, séminaires, etc. :

- 11 avril 2014: « La justice environnementale, entre activisme, recherche et action publique: une approche comparative », Colloque ABSP (association belge de science politique), ST2: Crise de la démocratie et nouveau management public. Discours, pratiques, instruments; Liège.
- 6 mai 2014: « Justice environnementale et mobilisations environnementales locales », présenté dans le cadre d'un MICH (Midi intime de la Chaire Hoover) organisé par Philippe Van Parijs, Louvain-la-Neuve.
- 21 juillet 2014: « Explaining Environmental Mobilization in Deprived Urban Neighborhoods and City Policy Change: Toward Success for Regeneration Policies from the Ground-Up? », au Congrès mondial de l'AISP (association internationale de science politique), Workshop « Social Movements and Policy Change: Theoretical Approaches and Empirical Findings », Montréal, du 19 au 24 juillet 2014.
- 3 décembre 2014: « Les ménages isolés face aux inégalités environnementales : le rôle des conditions de logement », séminaire C.E.H.D. « Innovations de la

recherche en habitat durable », C.E.H.D., Charleroi. Présentation des résultats d'une analyse des inégalités environnementales de logement sur base de l'enquête qualité de l'habitat 2012-2013, issus d'une collaboration avec le C.E.H.D.

- Séminaire des doctorants en développement territorial, Lepur, ULg, sous la direction du prof. Jacques Teller, périodicité : mensuel.

Interventions dans un cadre d'enseignement :

- « Le SDER comme outil d'action publique », Cours « Science politique et environnement », Master complémentaire en urbanisme et aménagement du territoire, Catherine Fallon, ULg, mars 2014.

Séjour de recherche 2014 :

- Chaire Hoover d'éthique économique et sociale, UCL, supervision: Pr. Axel Gosseries, mars à juin 2014.

Maxime Petit Jean, sur le thème : « La démarche prospective dans l'action publique wallonne : étude des facteurs d'institutionnalisation de la prospective dans différents contextes politico-administratifs », thèse codirigée par les Professeurs C. De Visscher (UCL) et C. Fallon (ULG)

Maxime Petit Jean s'intéresse à la thématique de l'institutionnalisation de la prospective au sein de l'action publique. Plus spécifiquement, partant du constat d'un faible développement de la pratique prospective en Région wallonne, cette recherche vise à identifier et expliquer les raisons de cette situation. Pour ce faire, il est d'une part question d'étudier socio-historiquement, par des entretiens et une analyse documentaire, les processus d'institutionnalisation de la prospective dans deux pays ayant montré un haut degré d'activité en prospective (le Royaume-Uni et les Pays-Bas) au sein de deux secteurs de politiques publiques (l'énergie et la santé). L'objectif est d'identifier les facteurs d'institutionnalisation de la prospective au sein d'un contexte politico-administratif particulier. D'autre part, la recherche se concentre également sur l'étude de l'institutionnalisation en cours de la prospective au niveau de la Région wal-

lonne, au travers d'entretiens, d'analyse documentaire et d'observation participante des travaux de l'IWEPS en matière de prospective. Le but de cet aspect de la recherche, également centré sur les politiques énergétiques et de santé, est l'explication de la présence ou de l'absence des facteurs d'institutionnalisation préalablement identifiés.

Chapitres d'ouvrage :

- 1/ Guyot, J.-L. & Petit Jean, M. (2014). "Un espace de pertinence de la prospective pour l'action publique : le développement durable". In Brunet, S. & Guyot, J.-L. (2014). Construire les futurs : contributions épistémologiques à la démarche prospective. Namur: Presses Universitaires de Namur.
- 2/ De Visscher, C., Hondeghem, A., Petit Jean, M. & Ruebens, S. (2014). "Belgium", In Van Wart, M., Hondeghem, M. & Schwella, E. (2014). Leadership and Culture. Comparative Models of Top Civil Servants Training. New York: Palgrave Macmillan.

Participation active à des conférences :

- Petit Jean, M. (2014). "Institutionalization of foresight in public governance. Preliminary results on the cases of France and the Netherlands". Présentation à la 9e International Conference in Interpretive Policy, Wageningen, 4 juillet 2014.
- Petit Jean, M. (2014). "Institutionalization of futures studies and administrative reforms: the case of France and the United States". Présentation au 23e congrès de l'association internationale de science politique, Montréal, 23 juillet 2014.
- Petit Jean, M. (2014). "The institutionalization of foresight studies in the Walloon Region (BE) : from a research problem to the presentation of findings". Présentation à l'ECPR Summer school in Methods and Techniques, Ljubljana, 8 août 2014.
- Petit Jean, M. (2014). "The wake of new foresight practices in the Walloon Region. The case of the "Energy transition" project". Présentation au 1er ETEPS Meeting,

Prague, 17 octobre 2014.

- Petit Jean, M. (2014). "Foresight in Wallonia - a landscape". Présentation à la journée d'étude "Next steps towards institutionalized TA and foresight practices: mutual learning from Belgian and Czech case studies", Liège, 12 décembre 2014.
- Petit Jean, M. (2014). "The institutionalisation of foresight in the Walloon Region (BE). Présentation au séminaire interne du Manchester Institute of Innovation Research, University of Manchester, Manchester, 17 décembre 2014.

Interventions dans un cadre d'enseignement :

- Petit Jean, M. (2014). "Les réformes administratives en Région wallonne". Cours de Théories contemporaines de l'administration publique, Catherine Fallon, Université de Liège, 25 septembre 2014.
- Petit Jean M. (2014). "La prospective : quelques éléments de comparaison internationale". Certificat inter-universitaire en analyse prospective, Université Catholique de Louvain & Université de Liège, 7 novembre 2014.
- Petit Jean, M. (2014). "La prospective - un outil d'analyse du long terme". Cours de gestion des ressources naturelles, Vincent Legrand, Université Catholique de Louvain, 9 décembre 2014.

Séjour de recherche :

Un séjour de recherche a été réalisé au Manchester Institute of Innovation Research (MIoIR), au sein de l'Université de Manchester, sous la supervision du Dr. Rafael Popper. L'objectif de ce séjour de six mois, qui a débuté le 1er octobre 2014 pour se terminer le 30 mars 2015, avait deux objectifs. D'abord, il permettait l'intégration à un centre de recherche mondialement reconnu en termes de prospective et participant à de nombreux travaux européens sur la question. Ensuite, la présence au Royaume-Uni permettait la collecte de données pour les aspects liés à ce pays. Au final, 38 entretiens semi-directifs ont été conduits et de nombreux documents liés à la

prospective britannique ont été collectés.

Guillaume Vermeylen, sur le thème : « L'effet du mismatch éducatif sur la productivité et les salaires des firmes wallonnes dans différents environnements de travail », thèse codirigée par les Professeurs F. Rycx (ULB) et B. Mahy (UMONS).

Cette thèse a pour objectif d'étudier l'impact du mismatch éducatif (de la sur- et de la sous-éducation) sur la productivité, les salaires, et l'écart entre productivité et salaires des entreprises belges et wallonnes dans différents environnements de travail.

Publications référencées :

- Mahy Benoît, Rycx François, Vermeylen Guillaume, "Educational Mismatch and Firm Productivity: A Review", in Dynamiques régionales.
- Giuliano Romina, Vermeylen Guillaume, "Educational Mismatch and Employment Contracts: A Labour Productivity Analysis" in International Atlantic Economic Society.
- Mahy Benoît, Rycx François, Vermeylen Guillaume, "Educational Mismatch and Firm Productivity: Do Skills, Technology and Uncertainty Matter?" in De Economist (CNRS 3 – Accepté)

Articles soumis – en attente de réponse :

- Giuliano Romina, Mahy Benoît, Rycx François, Vermeylen Guillaume, "Does Corporate Social Responsibility Make Workers More Productive?" in Journal of Business Ethics (CNRS2)
- Cultrera Loredana, Vermeylen Guillaume, "Predicting bankruptcy of Belgian SMEs: Statistical modelling" in European Financial Management Journal (CNRS 3) Travaux en cours
- Mahy Benoît, Rycx François, Vermeylen Guillaume, "Wages Effects of Educational Mismatch in Belgium" – En relecture pour soumission CNRS4
- Mahy Benoît, Rycx François, Vermeylen Guillaume, "Educational Mismatch and Firm Profits in different wor-

king environments" – En relecture pour soumission CNRS2

- Cultrera Loredana, Giuliano Romina, Vermeylen Guillaume, "De la performance des PME Belges en Environnement Risqué" – Modifications en cours avant soumission CNRS3
- Cultrera Loredana, Vermeylen Guillaume, "The determinants of over-education in Europe" – En cours

Présentations colloques :

- Mahy Benoît, Rycx François, Vermeylen Guillaume, "Mismatch Educatif et Productivité: influence de l'environnement de travail" in "Forum innovation VI", Paris La défense (France), Octobre 2014.
- Mahy Benoît, Rycx François, Vermeylen Guillaume, "Educational Mismatch and Firm Productivity: Do Skills, Technology and Uncertainty Matter?" in "Workshop on Firm-Level Analysis of Labour issues", Louvain-la-Neuve (Belgique), mai 2014.
- Mahy Benoît, Rycx François, Vermeylen Guillaume, "Educational Mismatch and Firm Productivity: Does the Working Environment Matter?" in "Society of Labor Economists (SOLE) - Annual Conference", Arlington (Etats-Unis), mai 2014.

- Mahy Benoît, Rycx François, Vermeylen Guillaume, "Educational Mismatch and Firm Productivity: Do Skills, Technology and Uncertainty Matter?" in "ZEW Workshop on Skill Mismatch: Microeconomic Evidence and Macroeconomic Relevance", Mannheim (Allemagne), Avril 2014.

Intervention dans les médias :

- Allart Maxim, Cultrera Loredana, Godfroid Cécile, Vermeylen Guillaume, "Rationalisme et empirisme dans la vie de tous les jours", La Libre Belgique.

Activité de referee :

- Referee dans International Journal of Manpower (CNRS3)

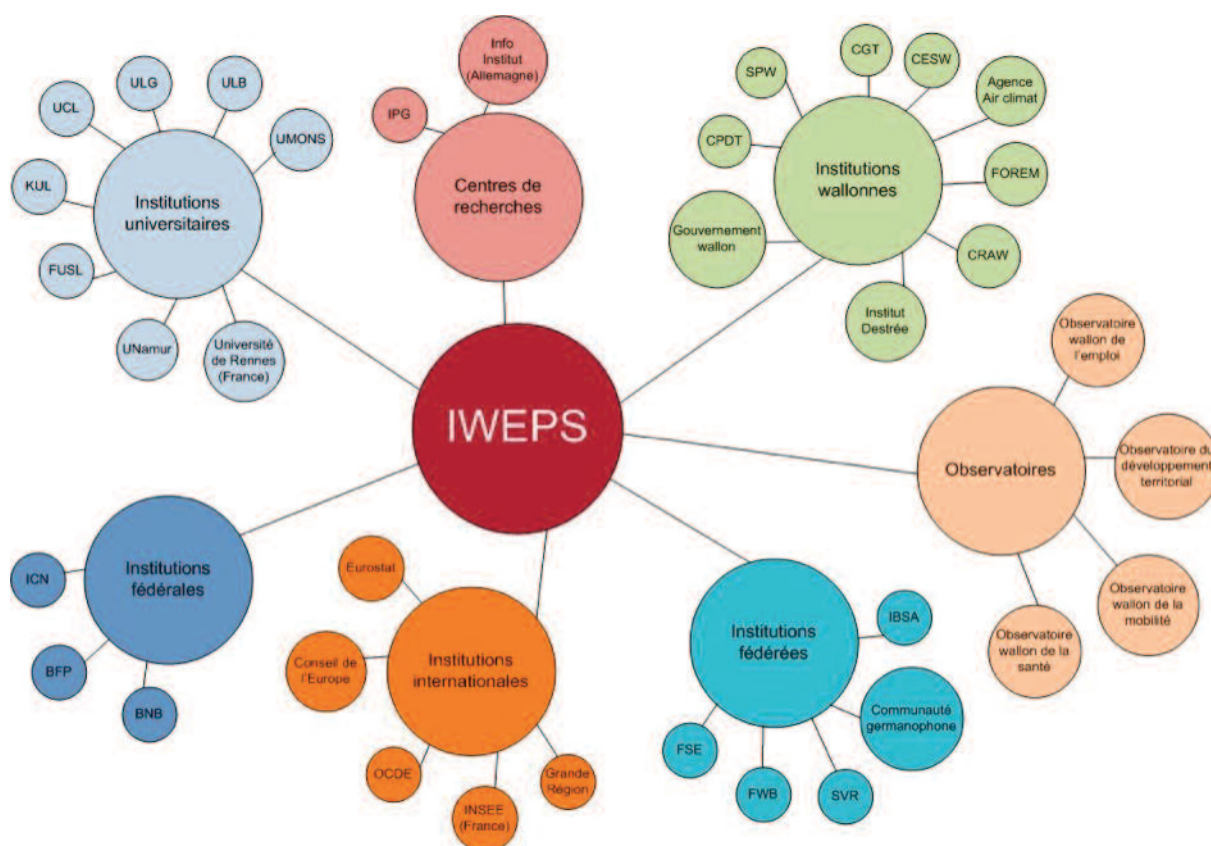
Séjour de recherche :

- Du 22 juin au 29 juin 2014 : Prof. Badi. H. Baltagi : « 2nd Short Course in Panel Data Analysis » - University of Macedonia (Grèce).

1.8. PARTENARIATS ET COLLABORATIONS

Pour la réalisation de ses objectifs et missions, l'IWEPS réaffirme aujourd'hui sa volonté de tisser soigneusement des partenariats et collaborations solides. Partage d'expérience et complémentarité sont sans doute les mots-clés qui caractérisent les institutions et organisations qui envisagent leur développement selon un mode non

concurrentiel et collaboratif. C'est dans cette philosophie que s'inscrit l'IWEPS et c'est la raison pour laquelle un des objectifs nouvellement définis dans le plan opérationnel est celui du développement de partenariats tant scientifiques qu'administratifs.



The background image shows a person in a grey suit jacket, with their hand holding a glowing, metallic gear. The gear has a bright light source at its center, creating a lens flare effect. Overlaid on the image is a large, semi-transparent red circle. Inside this circle, the text 'Chapitre 2' is written in a large, white, sans-serif font. Below it, the words 'FAITS MARQUANTS' and 'EN 2014' are written in a smaller, white, sans-serif font, stacked on two lines. The overall composition suggests a theme of industry, technology, or business.

Chapitre 2

FAITS MARQUANTS
EN 2014

2.1 DIRECTION DONNÉES ET INDICATEURS

2.1.1. WalStat

‘WalStat’ (Wallonie Statistique) s’inscrit dans la mission scientifique transversale de l’IWEPS qui est de centraliser, stocker, élaborer, traiter et diffuser les statistiques sur la Wallonie.

Le but du projet est de mettre à disposition, de tout un chacun, des indicateurs statistiques simples et parlants sur les différents aspects de la vie en Wallonie (matières régionales et communautaires). Pour cela, l’IWEPS a développé un portail dynamique (walstat.iweeps.be).

L’objectif poursuivi par ce projet est de rassembler, au même endroit, des indicateurs clés au niveau local sur la Wallonie. Démarré mi-2013, les premiers résultats ont été mis en ligne sur le site de l’IWEPS en décembre de cette année-là. Cette première version du portail comportait une cinquantaine d’indicateurs sélectionnés par les chercheurs de l’IWEPS et diffusés sous forme de cartes statiques et de tableaux de données Excel.

En 2014, l’équipe s’est renforcée par l’arrivée d’un informaticien spécialisé en architecture de données. Ce fut également l’année de collecte des premières données en provenance des administrations tant au niveau de la Région que de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette étape n’a été possible qu’avec le soutien fort des administrations impliquées et plus particulièrement grâce à la DGO5 pouvoirs locaux pour la Région wallonne et à l’accord de coopération « synergies statistiques » pour la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Mi-2014, la version 2 est mise en ligne sur un portail indépendant (walstat.iweeps.be) réalisé en interne et utilisant exclusivement des logiciels libres et/ou open source. Le portail inclut de nouvelles thématiques et indicateurs, une carte cliquable et un menu de sélection dynamique.

Fin 2014, la version 3 est en ligne avec un graphique d’évolution dans le temps, un onglet « catalogue » qui liste tous les indicateurs disponibles, des fiches métadonnées pour chaque indicateur, un graphique de distribution qui permet, d’un coup d’œil, de comparer au reste de la Wallonie et la possibilité de comparer sa commune à n’importe quelle autre commune wallonne. Ces évolutions sont principalement dues aux retours des utilisateurs du portail et partenaires du projet, car il s’agit avant tout d’un projet collaboratif et visant à répondre aux besoins d’in-

formations statiques de nos divers publics cibles (administrations, politiques, chercheurs, étudiants, citoyens, médias...).

2.1.2. Statistiques transfrontalières

L’IWEPS représente la Wallonie dans trois groupes de travail produisant des statistiques transfrontalières :

D’une part, dans le groupe de travail en charge de la rédaction de l’atlas transfrontalier (rédigé en collaboration avec la Direction régionale de l’INSEE Nord-Pas-de-Calais et le STATEC), traitant des thématiques de l’emploi et des activités économiques. Le deuxième tome a été publié en juin 2014 et une conférence de presse a été organisée à Lille pour l’occasion. L’élaboration du troisième tome traitant les thématiques de l’environnement, de la mobilité et du tourisme a débuté en 2014.

D’autre part, dans le Groupe de travail des offices statistiques de la Grande Région. Celui-ci a entamé l’élaboration d’un nouveau portail au départ d’un schéma PC-Axis. Le passage au nouveau portail est l’occasion pour le GT Statistiques d’une « remise à plat » de l’ensemble des données et des méta-données.

Enfin, le dernier groupe de travail concerne l’Observatoire interrégional du marché de l’emploi de la Grande Région (OIE). L’OIE a rédigé son « rapport sur la situation du marché de l’emploi de la Grande Région », à destination du Sommet de la Grande Région qui s’est tenu en Rhénanie-Palatinat le 4 décembre 2014. Le neuvième rapport se compose de cinq cahiers : la situation du marché de l’emploi, la mobilité des frontaliers, l’évolution démographique, la situation des jeunes et les formes atypiques de travail et d’emploi.

L’IWEPS a également participé aux travaux coordonnés par le CGET (Commissariat général à l’égalité des territoires) et la MOT (Mission opérationnelle transfrontalière) sur la réalisabilité d’une base de données transfrontalières couvrant l’ensemble des territoires limitrophes de la France.

2.2 DIRECTION RECHERCHE ET EVALUATION

2.2.1. Indicateurs complémentaires au PIB

Sous la législature 2009-2014, le Gouvernement wallon a inscrit dans sa Déclaration de Politique régionale et dans son plan d'actions prioritaires, le Plan Marshall 2.Vert, une action spécifique relative au développement d'indicateurs complémentaires au PIB. Cette action a fait l'objet d'une décision prise le 8 novembre 2012, par laquelle le Gouvernement wallon adopte «un set de cinq indicateurs phares, afin de guider et d'évaluer l'action politique en complément du PIB, et charge l'IWEPS de les calculer :

- Un indice de situation sociale (ISS) qui s'appuie sur deux indicateurs : un indicateur d'état de la société (capital social et humain) et un indicateur d'état des déséquilibres et des inégalités socio-économiques ;
- Un indice de bien-être (IBE), qui s'appuie sur le cadre méthodologique développé par l'IWEPS ;
- L'empreinte écologique et la bio-capacité (EE), qui seront calculées suivant les standardisations reconnues au niveau international, mais utilisant des données nationales ou régionales plus précises ;
- Un indice de situation environnementale (ISE) qui s'appuie sur deux indicateurs : un indicateur d'état des composantes de l'environnement et un indicateur de l'impact sur la santé humaine de l'état des composantes de l'environnement ;
- Un indicateur sur le capital économique.

Par ailleurs, le Gouvernement invite l'IWEPS à mettre en œuvre un système intégré d'indicateurs synthétiques composites reprenant les cinq indicateurs phares mentionnés ci-avant, un indicateur relatif à la gouvernance et un indicateur relatif aux pressions sociales et économiques sur l'environnement » (Gouvernement wallon, 2012).

Conformément à la mission qui lui a été confiée, l'IWEPS a présenté en mai 2014 les développements et les résultats de trois premiers exercices d'indicateurs complémentaires au PIB : l'Indice de Situation sociale de la Wallonie (ISS) (Reginster *et al*, 2014), l'Indice des conditions de Bien-être (ICBE) en Wallonie (Ruyters *et al*, 2014), l'empreinte écologique et la bio-capacité de la Wallonie (Caruso *et al*, 2014).

L'ISS permet, d'une part, l'évaluation des performances de l'état de la situation sociale et des déséquilibres et inégalités socio-économiques en Wallonie ; d'autre part, sa comparaison dans le temps, de 2002 à 2012. L'évolution annuelle de l'indice fournit un signal propre à attirer l'attention du grand public et des utilisateurs tandis que les évolutions de ses composantes permettent d'identifier les éléments qui expliquent la tendance générale.

L'ICBE propose une mesure de la qualité de l'environnement de vie, au sens large, dans lequel évoluent les individus, générateur de conditions plus ou moins favorables à l'émergence d'un état de bien-être individuel et collectif. Il est calculé pour la Wallonie et pour chacune des 262 communes wallonnes sur la base des données disponibles en 2014.

L'empreinte écologique informe de façon synthétique sur certaines pressions exercées sur le capital naturel par un individu ou un groupe en fonction de son mode de consommation et de production. Le premier exercice de calcul de cet indicateur a porté sur les années de 2002 à 2012 et a cherché à introduire les données les plus précises pour la Wallonie. Dans un souci d'actualité, ce sont les derniers standards du Global Footprint Network disponibles, ceux de 2012, qui ont été retenus dans cet exercice.

Les premiers exercices de calcul de l'ISS et de l'ICBE, présentés en mai 2014, sont les premières étapes d'un processus de construction pas-à-pas échelonné sur une période de 4 à 5 ans, nécessaire pour assurer aux indicateurs un niveau de maturité satisfaisant. Les résultats ont été présentés dans plusieurs assemblées et notamment au Comité consultatif des utilisateurs mis en place conformément aux consignes données par le Gouvernement wallon, afin de favoriser les interactions avec les parties prenantes de manière à garantir la pertinence de la mission et une implication constructive des acteurs concernés.

Depuis la publication de ce premier exercice en mai 2014, l'IWEPS a renforcé la communication autour de ces indicateurs en consacrant, notamment, sa sixième conférence méthodologique sur le thème des « Indicateurs complémentaires au PIB: outils de connaissance et d'action pour le progrès sociétal ». Cet événement a été organisé en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan.

2.2.2 Evaluation globale du PM2.Vert

Pour rappel, le programme d'évaluation du Plan, entamé dès 2011, s'est poursuivi tout au long des années 2012, 2013 et s'est terminé en mars 2014 avec, au total, la publication de dix rapports d'évaluation thématique.¹ Tout début 2014, les rapports d'évaluation relatifs aux pôles de compétitivité, à la formation qualifiante dans les métiers en demande, au soutien à l'investissement dans les zones franches urbaines et rurales, au soutien financier aux spin-offs et autres entreprises innovantes et à l'Alliance emploi-environnement ont été remis au Gouvernement wallon.

Conformément au programme de travail établi par l'IWEPS en juillet 2011, l'évaluation globale du PM2.Vert s'est terminée en mars 2014. Cette évaluation a été prise en charge par les chercheurs de l'IWEPS en se fondant sur l'ensemble des résultats des évaluations thématiques réalisées. S'agissant d'évaluer un programme d'action publique complexe, l'approche holistique s'appuyant sur les méthodes de la recherche synthétique a été privilégiée.

Pour produire de véritables conclusions synthétiques, partant de la logique d'intervention du Plan, l'équipe a procédé à une évaluation de la contribution des différentes mesures « thématiques » aux objectifs spécifiques² dans un premier temps et une analyse de la contribution de ces objectifs spécifiques à l'objectif global ensuite³.

Pour réaliser cette évaluation, l'outil d'analyse SWOT s'est avéré être le plus pertinent et le plus opérationnel car il permet d'intégrer dans la réflexion sur un programme, les caractéristiques intrinsèques du territoire concerné, mais aussi les facteurs déterminants de l'environnement dans lequel celui-ci prend place.

Pour chacun des 5 objectifs spécifiques identifiés dans la logique d'intervention du PM2.Vert, au départ des rapports d'évaluation thématiques, une liste d'effets et de facteurs de succès de la politique évaluée a été extraite des conclusions et une liste des freins et de risques pour la politique a été tirée des recommandations. L'exercice a abouti à l'élaboration de 5 tableaux, un par objectif spéci-

fique, reprenant les résultats atteints et les freins des mesures évaluées du Plan Marshall. Les tableaux récapitulatifs ont été soumis à la critique et amendés par les remarques des partenaires sociaux, de la Délégation spéciale, et d'académiques, via le Comité transversal d'encadrement de l'évaluation du PM2.Vert, dans un premier temps et par les chefs de projets des évaluations thématiques dans un deuxième temps. Ces associations à la démarche évaluative renforcent l'analyse en diminuant le facteur de subjectivité. Ensuite, une matrice SWOT a été réalisée au départ de chaque évaluation thématique sur la base de l'analyse, des conclusions et recommandations de l'évaluation.

L'exercice a abouti à l'élaboration de huit matrices SWOT correspondant aux évaluations thématiques mobilisables pour cet exercice, les évaluations « financement des entreprises innovantes » et « identité » ne se prêtant pas à cet exercice en raison de leurs spécificités.

Une matrice SWOT par objectif spécifique a ensuite été construite sur la base des huit matrices SWOT thématiques, en classant les forces/faiblesses/opportunités/menaces recensés dans les évaluations thématiques selon leurs contributions aux différents objectifs spécifiques.

L'analyse SWOT au niveau de l'objectif global a été réalisée quant à elle par construction synthétique des éléments de l'analyse par objectif spécifique selon leur pertinence et leur contribution à l'objectif global. L'exercice a abouti à l'élaboration de la matrice SWOT relative à l'objectif global du Plan :

- les forces reprennent les « impacts » du Plan liés directement à son action ;
 - les faiblesses recensent les freins et les risques inhérents au Plan;
 - les opportunités identifient les facteurs externes de succès du Plan ;
 - les menaces recensent les risques extérieurs au Plan pouvant nuire à son efficacité à atteindre l'objectif global.
- Le rapport est disponible dans son intégralité sur le site Internet de l'Institution⁴.

¹ <http://www.iweps.be/evaluation-du-plan-marshall-2vert>

² Les 5 objectifs spécifiques du Plan identifiés dans la logique d'intervention sont les suivants : amplifier la création d'activités à haute valeur ajoutée, favoriser le développement des entreprises à tous les stades de leur cycle de vie (de la création à la transmission), faciliter l'insertion des Wallons sur le marché du travail et accroître ainsi leur qualité de vie, favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie et améliorer ainsi la qualité de l'environnement, faire du renouvellement et de la préservation des ressources naturelles une source d'opportunités économiques et sociales.

³ L'objectif global était formulé comme suit : « favoriser une croissance intelligente et soutenable ».

⁴ http://www.iweps.be/sites/default/files/pm2.v._rapport_evaluation_globale.pdf

2.3 DIRECTION ANTICIPATION DE PHÉNOMÈNES SOCIO-ÉCONOMIQUES

2.3.1 Un premier certificat interuniversitaire belge en prospective

Dans le cadre de sa mission de développement de la prospective en Wallonie, l'IWEPS a été à l'initiative, en 2014, de l'organisation, dès octobre, de la première édition du certificat interuniversitaire en analyse prospective. Ce programme de 75 heures a été développé par l'UCL et l'ULg en partenariat avec l'IWEPS et la SWEP. Il s'est déroulé d'octobre 2014 à avril 2015 à raison d'un ou deux vendredis par mois.

Ce certificat s'adresse à toute personne titulaire d'un diplôme universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long se destinant à occuper des fonctions dans le cadre de la préparation, de la commande, de l'organisation, du suivi et de la réalisation d'une démarche prospective, tant dans le cadre d'une politique publique, que dans celui d'un secteur économique, d'un programme social et du non marchand. Il convient à des acteurs investis dans les domaines de la coopération, l'emploi, la formation, l'éducation, la recherche, l'économie, la gestion, l'environnement, la santé, le transport, l'énergie, la culture, l'aménagement de l'espace, etc. En l'absence du titre requis, une admission par Valorisation des Acquis de l'Expérience (VAE) est envisagée.

Le certificat présente plusieurs atouts : un partenariat interuniversitaire, une collaboration entre le monde universitaire, les pouvoirs publics, le secteur privé et le monde associatif, une participation d'experts nationaux et internationaux, des méthodes pédagogiques participatives et un séminaire intégratif mettant la prospective en action. S'articulant autour de trois modules de cours et se concluant par un séminaire d'intégration des acquis, il conjugue apports théoriques et études de cas. L'équipe enseignante est composée d'académiques spécialistes de la prospective et d'experts de terrain chevronnés; ce qui permet de renforcer le lien entre la théorie et la pratique.

Le premier module du certificat, « Définitions et concepts de la prospective », vise les fondements conceptuels et épistémologiques de la démarche prospective, notamment en lien avec les théories de la décision et du changement. Le champ de la prospective étant particulier, puisqu'il se situe entre démarche scientifique et prise de décision, ce module a pour objectif, à partir des représen-

tations des participants, l'exploration des différentes approches qui fondent la prospective ainsi que les concepts proches ou apparentés. Le module permet également de positionner la démarche prospective en termes d'outil d'aide à la prise de décision en insistant sur ses dimensions systémique, participative et interdisciplinaire.

Le deuxième module vise, à partir d'exposés théoriques, de présentations d'exemples et d'exercices collectifs, l'initiation des participants aux approches et aux méthodes de la prospective stratégique. Plusieurs points sont traités : les spécificités des différentes approches et méthodes de la prospective, l'adéquation et la pertinence d'une démarche prospective par rapport à des situations concrètes et les différentes étapes d'une démarche de travail prospectif (évaluation des ressources et des objectifs, délimitation du sujet, identification de la posture prospective, mise en œuvre des méthodes et techniques les plus adaptées, conception des dispositifs opérationnels, utilisation des résultats).

A partir d'analyse détaillée d'exercices de prospective réalisés en Belgique et à l'étranger, en interaction avec des experts qui y ont été associés, le module 3 vise à développer une approche critique de la prospective stratégique. Les participants sont amenés à évaluer les potentiels des exercices de prospective, à mettre en évidence les méthodes de valorisation des résultats, à identifier les forces et faiblesses de différentes démarches, à comprendre les limites pratiques de la mise en œuvre des principes présentés dans d'autres modules et à proposer une analyse critique d'exercices de prospective réels.

Enfin, un séminaire final intègre les connaissances théoriques développées dans les trois premiers modules de cours et la construction d'un projet pour le travail de fin de formation. L'obtention du certificat est subordonnée à la réussite de l'épreuve d'évaluation basée sur la qualité de ce travail.

2.3.2. Workshop IWEPS/EQUIPPE, Outils d'évaluation ex ante des effets des politiques publiques

L'IWEPS et le laboratoire de recherche EQUIPPE de Lille ont organisé le 24 juin 2014 un workshop sur le thème de l'évaluation *ex ante* des effets des politiques publiques.

Plus spécifiquement, la journée a été l'occasion de montrer l'utilité de disposer d'outils et de modèles mathématiques lorsqu'une nouvelle politique ou une modification de politique en place est mise à l'agenda.

La première partie du workshop a abordé des aspects davantage micro-économiques ou liés au développement urbain. Les orateurs ont ainsi présenté des méthodologies, et des illustrations de celles-ci, destinées à évaluer (1) la politique de la concurrence et des prix, (2) l'impact de la tarification des transports sur la forme urbaine et (3) les raisons et les effets du choix de l'infécondité dans certaines familles. Les travaux abordés dans la seconde partie de la journée étaient associés à des projets à connotation macroéconomique. Ils concernaient (1) la for-

malisation du mécanisme de transmission des politiques dans le court et le long terme, (2) l'élaboration d'un modèle de croissance à long terme pour la région Île-de-France et (3) la construction d'un modèle d'évaluation de moyen terme cherchant à mesurer l'impact, sur l'économie wallonne, de variantes dans la politique régionale.

Chaque intervention a fait l'objet d'une discussion de la part d'un membre de l'IWEPS qui a proposé un recadrage de la recherche dans le contexte wallon. Fort de ces expériences croisées entre chercheurs de l'IWEPS et du laboratoire EQUIPPE, le workshop s'est clairement inscrit dans une dynamique cherchant à instaurer une véritable culture de l'évaluation en Wallonie.

The background image shows a person in a grey suit jacket, with their hand holding a glowing, metallic gear. The gear has a bright light source at its center, creating a lens flare effect. Overlaid on the image is a large, semi-transparent red circle. Inside this circle, the text 'Chapitre 3' is written in a large, bold, white sans-serif font. Below it, the words 'ACTIVITÉS', 'SCIENTIFIQUES', and 'PAR DOMAINES' are stacked in a smaller, white sans-serif font.

Chapitre 3

ACTIVITÉS
SCIENTIFIQUES
PAR DOMAINES

3.1. POPULATION

3.1.1. Monitoring de la population

L'objectif global de ce monitoring est d'assurer une veille sur la démographie de la Wallonie, afin de faire face aux principales demandes en la matière (émanant de l'administration, du gouvernement ou des citoyens), de représenter l'IWEPS dans la sphère scientifique de la démographie belge et de développer une compétence en matière de démographie au sein de l'IWEPS, notamment dans le domaine des perspectives de population.

L'année 2014 a été notamment consacrée à l'alimentation du volet statistique du site de l'IWEPS. Un rapport sur l'état de la démographie wallonne : « Evolutions démographiques récentes de la Wallonie et perspectives » est également élaboré comme chaque année. Il est repris dans le chapitre « Population » des Chiffres clés de la Wallonie qui sera publié en 2015.

Un membre de l'IWEPS a également assuré la vice-présidence de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB). La Société réunit tous les universitaires et experts des services publics qui s'occupent de démographie en Belgique francophone. Dans ce cadre, deux colloques ont été organisés. Le premier à la Fondation universitaire de Bruxelles le 27 mars sur le thème de « Guerre et démographie ». De plus, le prix Verhulst 2013 récompensant un mémoire belge de haute qualité dans le domaine de l'étude scientifique des populations y a été décerné pour la troisième fois en six ans en collaboration avec la Vereniging voor Demografie (VVD). Un deuxième colloque s'est tenu au Palais des Académies à Bruxelles le 28 novembre sur le thème *Demographic Dynamics in Brussels. Particularities, challenges and international comparison*, co-organisé avec la VVD, l'IBSA et le BSI (Brussels Studies Institute).

L'IWEPS a participé en 2014 aux réunions fédérales du Bureau fédéral du Plan pour l'élaboration des perspectives de populations (établissements des hypothèses) et aux réunions auprès de la DG Statistique pour harmoniser les définitions en matière de ménages.

3.1.2. Bases de données démographiques issues du Registre national

Suite au contrat-cadre de confidentialité entre l'IWEPS et la DG Statistique, une copie anonymisée des données individuelles, issues du Registre national, a été transmise à l'IWEPS en 2014.

En 2014, cette base de données s'est enrichie de tous les « états annuels » du 1^{er} janvier 1991 au 1^{er} janvier 2014, ainsi que les différents mouvements migratoires enregistrés depuis 2006.

En interne à l'IWEPS, et en collaboration avec le Centre de recherche en démographie et sociétés de l'UCL, il a été procédé à une série de tests de cohérence et de conformité des données aux statistiques publiées par ailleurs.

Cette base de données constitue un apport important pour un ensemble de projets développés à l'IWEPS : perspectives de population des individus et des ménages par commune, base de données Cytise, projet « Bassins » et plus particulièrement les bassins résidentiels, séries statistiques chronologiques de l'IWEPS, Chiffres clés de la Wallonie, etc. L'objectif est d'obtenir l'historique complet de 1991 à 2014. Les principaux travaux réalisés en 2014 ont été :

- l'intégration et standardisation des stocks (1989 à 2014) et des mouvements de 2010 à 2013 ;
- la génération des « Tableaux standards » que produisait jusqu'à présent l'INS ;
- la génération des tableaux et des cartes présentés dans les « Chiffres clés de la Wallonie » ;
- le lancement du projet « Mutations résidentielles » de 1991 à 2013.

3.1.3. Base de données « Cytise » et développement de WalStat

La base de données « Cytise », mise au point par une équipe de chercheurs du département de démographie de l'UCL met à disposition, via un site internet (www.cytise.be) un ensemble d'informations communales (« Cytise Communes »), mais également par secteur statistique

(« Cytise Quartiers »), obtenues principalement au départ des informations contenues dans le Registre national. La « convention Cytise » initialement financée par la DGO4 du SPW a été reprise depuis 2011 par l'IWEPS. En 2014, le site de Cytise a été remis à jour avec les données du Registre national. Ces données ont été intégrées à leur tour dans le site de données communales de l'IWEPS WalStat.

Les objectifs sont principalement :

- l'actualisation des séries de données démographiques de l'IWEPS, rendue possible grâce à la convention d'accès aux données du Registre national par l'IWEPS ;
- le développement d'indicateurs démographiques complexes (population étrangère et allochtone, espérance de vie, taux de fécondité, etc.).

L'intégralité de la base de données Cytise, financée par l'IWEPS et mise au point par le département de démographie de l'UCL, a été rapatriée à l'IWEPS (en format plat).

3.1.4. Perspectives de population et de ménage au niveau communal

L'objectif général de ce projet est de produire simultanément des projections de population et de ménages au niveau des communes. Une convention avait été passée en 2010 avec le Centre de recherche en démographie et sociétés de l'UCL pour mener à bien ce projet. Il s'agissait d'une démarche scientifique inédite qui prend en considération non seulement les spécificités locales des phénomènes de fécondité, de mortalité et de migration, mais aussi la transformation des ménages.

Les résultats complets de ces perspectives ont été obtenus en 2012. Une nouvelle convention, dont l'appel d'offres a été lancé en 2014, a permis une remise à jour des chiffres de population pour chaque commune par classe d'âge quinquennale, par sexe, et des chiffres de ménages, par nombre et type de ménage en 2019, 2024 et 2029. Les résultats sont attendus pour février 2016.

3.1.5. Enjeux et gestion du vieillissement en Wallonie

Intitulé « Enjeux et gestion du vieillissement en Wallonie », un projet de recherche prospective s'est poursuivi en 2014. Ce projet a pour objet l'analyse, au niveau régional et dans une optique prospective :

- des modalités de « gestion » sociale et politique du vieillissement de la population wallonne, notamment suivant l'axe public-privé ;
- des conséquences de ce vieillissement en matière de santé et de finances publiques ;
- de l'évolution des secteurs de la santé, d'une part, et de l'accueil et de l'accompagnement des personnes âgées, d'autre part, et ce, aux horizons 2025 et 2045.

Une attention particulière est portée sur l'articulation entre les modalités d'accueil et d'accompagnement, d'une part, et le lien social entre les générations, d'autre part. Dans ce cadre, l'attention est également dirigée sur des dispositifs moins répandus et certaines expériences pilotes, potentiellement porteuses de nouveaux modèles de gestion du vieillissement.

Ce projet associe le SPW, plus particulièrement la DGO5 et l'Observatoire wallon de la Santé qui participent au comité d'accompagnement et au comité technique du projet. Tout comme le premier projet, sa réalisation a fait l'objet d'un marché public. C'est une équipe pluridisciplinaire de l'UCL, associant des démographes, des économistes et des sociologues, qui s'est vue confier la réalisation de cette étude. Débuté en octobre 2013, ce projet sera clôturé en octobre 2015.

3.2. MIGRATION

Dans le processus de globalisation de l'économie mondiale, le phénomène des migrations internationales suscite l'intérêt croissant des décideurs publics, des médias et des chercheurs. Selon les données statistiques des Nations unies, le nombre de migrants internationaux est passé de 154 millions en 1990 à environ 232 millions en 2013, soit une augmentation de 51%. La même source de données indique qu'un peu plus qu'un migrant international sur cinq (22%) réside au sein de l'Union européenne.

Comme acteurs majeurs au niveau des migrations internationales, les pays européens et la Belgique en particulier doivent se préparer à relever l'ensemble des défis liés aux migrations internationales. Dans ce contexte, mener des analyses qui permettent d'améliorer notre connaissance est essentiel. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'axe du programme de travail de l'IWEPS centré sur la thématique des migrations.

C'est ainsi que deux questions principales sur les migrations ont été au centre des travaux de recherche menés à l'IWEPS en 2014 :

- La première traite de la situation des immigrés sur le marché du travail. De nombreux indicateurs convergent pour mettre en évidence que les travailleurs immigrés sont davantage exposés au chômage que les non-immigrés. Certains groupes de migrants se trouvent dans une situation beaucoup plus désavantageuse sur le marché de travail en Belgique et en Wallonie. Dans ce cadre, l'IWEPS a mené des analyses sur l'insertion des populations immigrées sur le marché de l'emploi et les obstacles qui se posent, notamment le phénomène de

discrimination.

- La seconde porte sur l'analyse de l'opinion publique wallonne à l'égard des immigrés et de l'immigration. De nombreux indicateurs mettent en évidence un grand rejet des immigrés par une proportion significative des citoyens belges. Les réponses à différents sondages révèlent que de nombreux Belges jugent que l'immigration est une vraie source de problèmes. A titre d'exemple, selon la dernière vague de l'enquête sur les valeurs européennes (*European Values Study*, EVS), plus d'un Belge sur deux juge qu'il y a trop d'immigrés dans le pays (57%), qu'ils représentent une charge pour les comptes de la sécurité sociale du pays (59%) et accentuent les problèmes de criminalité dans le pays (55%). Cette même source révèle également que quatre répondants sur dix (40%) considèrent que les immigrés prennent le travail des gens nés en Belgique.

Les résultats de l'enquête Baromètre social de la Wallonie confortent ces résultats. Cette enquête a mis en évidence que l'immigration et les immigrés constituent des sources d'inquiétude pour de nombreux Wallons. En effet, 41% des Wallons interrogés estiment que les immigrés prennent le travail des gens nés dans le pays. Ils sont plus nombreux à penser que les immigrés accentuent les problèmes de criminalité dans le pays (59%) et que ces derniers représentent une charge pour les comptes de la sécurité sociale belge (68%). Et, sans surprise plus d'un Wallon sur deux (55%) estime que les immigrés ne contribuent pas à la prospérité économique du pays.

3.3. ENSEIGNEMENT ET FORMATION

Plusieurs des projets qui portent sur l'éducation ou la formation s'intègrent aux travaux menés dans le cadre de l'accord de coopération sur les synergies statistiques avec le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (MFWB) et l'ETNIC (voir 4.2. Synergies statistiques Fédération Wallonie-Bruxelles).

L'IWEPS participe aux travaux du Comité de pilotage alphabétisation (<http://www.alpha-fle.be/>) dont l'accord de coopération date de 2005. L'IWEPS a plus particulièrement contribué à la préparation du 7^e État des lieux de l'alphabétisation (à paraître en 2015) en analysant, avec

Lire et Écrire, des données recueillies par enquête en 2013 auprès des opérateurs du secteur non formel qui proposent des formations en alphabétisation, et dans les bases de données administratives de l'enseignement de promotion sociale.

En 2014, le Comité de pilotage a poursuivi, en collaboration avec l'ETNIC, la mise en place d'une nouvelle collecte de données (formulaire électronique) auprès des opérateurs d'alphabétisation dont la mise en œuvre sera réalisée en 2015.

Une analyse rétrospective des politiques d'alphabétisation, menée en collaboration avec Lire et Ecrire, a débouché sur une présentation lors du Sixième congrès de l'Association belge francophone de science politique (ABSP): « Politiques de crise, crises du politique », section Crises et réinstitutionnalisation des politiques sociales en avril 2014.

L'IWEPS est partie prenante du projet sur les Parcours études, formations, emplois : cadastre des sortants de l'enseignement, devenu cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs, piloté par le secrétariat général du MFWB. Un accord de coopération a été signé en mars 2014. L'objectif est la mise en place d'une base de données pérenne mettant en relation des données de l'enseignement obligatoire, de l'enseignement supérieur et du *datawarehouse* de la BCSS. L'enseignement et la formation financés par la Communauté germanophone, l'enseignement de promotion sociale et les dispositifs de formation professionnelle wallons et bruxellois seront progressivement intégrés au dispositif. Un tel système d'informations devrait permettre une analyse approfondie des trajectoires à l'intérieur du système éducatif puis dans l'emploi et la formation professionnelle continue sur la base d'un suivi de cohortes successives.

En collaboration avec l'AGERS (Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, FWB), l'Observatoire du Développement territorial de l'IWEPS a travaillé sur la déclinaison d'indicateurs de l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au niveau local des dix zones de l'enseignement. Ce travail vise à montrer la nécessité de mesures adaptées à des situations particulières à chaque entité, zone ou bassin. Il permet de dresser certains constats et quelques premiers commentaires utiles au développement d'un « instantané » du secteur de l'enseignement sous un angle local, en vue de favoriser des décisions éclairées et de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Ce travail a notamment alimenté les débats sur la délimitation des bassins de l'Emploi-Enseignement-Formation et a été diffusé en partie dans plusieurs publications, notamment le *Working Paper* n°15 de janvier 2014.

En 2014, l'IWEPS a également finalisé sa recherche sur la formation qualifiante dans les métiers en demande. Le point de départ de cette recherche est le paradoxe auquel font

face les pouvoirs publics wallons : l'existence de nombreuses offres d'emploi insatisfaites et un nombre important de chômeurs. Les causes des difficultés d'appariement sur le marché du travail sont multiples. Afin d'agir sur trois causes majeures, l'inadéquation entre les compétences demandées par les entreprises et les compétences portées par les demandeurs d'emploi, la « mauvaise » image de certains secteurs et métiers auprès des demandeurs d'emploi, et l'absence de projet clair et robuste des demandeurs d'emploi, le gouvernement wallon a mis en place une série d'actions qui s'inscrivent dans le Plan Marshall 2.Vert et qui relayent des mesures déjà à l'œuvre ou initiées dans le cadre du Plan Marshall 1.0. Outre des actions transversales (par exemple : l'adressage individualisé d'offres d'emplois, l'analyse des compétences des demandeurs d'emploi), le dispositif recouvre des activités qui visent spécifiquement les métiers en demande. Parmi ces activités, la recherche IWEPS a visé particulièrement l'évaluation des formations qualifiantes. Les résultats ont été publiés sur le site internet de l'IWEPS en mars 2014.

Suite à l'accord de coopération signé en 2014, l'IWEPS a piloté, en collaboration avec l'IBSA, un groupe de travail technique regroupant les opérateurs de l'enseignement et de la formation, les services publics de l'emploi, les partenaires sociaux, les administrations et les cabinets ministériels (RW, RB, Cocof, FWB). Ce groupe s'est chargé du relevé et de l'analyse des ressources existantes et a préparé un canevas de rapport analytique et prospectif à proposer aux Instances bassins Enseignement qualifiant – Formation – Emploi (EFE) qui seront mises en place en 2015. L'objectif est de faire en sorte que les Instances bassin puissent mettre à disposition des opérateurs de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant et d'insertion un socle commun d'informations qui, pour le bassin, présente la situation démographique, les tendances de l'emploi, les chiffres des embauches et les métiers en tension ou en pénurie, les métiers émergents, la tendance du chômage et les besoins en matière d'offre de formation professionnelle et d'enseignement qualifiant et de fréquentation des différentes filières d'enseignement et de formation. Ce projet a fait l'objet de 9 réunions en 2014. Les résultats partiels ont été présentés au cabinet du Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles le 19 décembre 2014.

Des indicateurs sur l'éducation et la formation sont publiés sur le site internet de l'IWEPS et dans l'édition 2014 des Chiffres clés de la Wallonie. La thématique de la formation

professionnelle a également été abordée dans l'évaluation du Plan Marshall 2. vert et dans les travaux menés pour l'Agence FSE.

3.4. EMPLOI ET TRAVAIL

3.4.1. Observatoire wallon de l'emploi

L'Observatoire wallon de l'emploi a été créé par arrêté du Gouvernement wallon en 1998 et est constitué d'un partenariat des institutions suivantes: le Forem (Office Communautaire pour l'Emploi et la Formation), la DGEE (Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région Wallonne), les CSEF (Comités Subrégionaux de l'Emploi et de la Formation), les secteurs professionnels et l'IWEPS.

L'Observatoire a pour mission d'établir et tenir à jour un ensemble d'indicateurs qui caractérisent le fonctionnement du marché de l'emploi, de mener une analyse prévisionnelle permettant d'anticiper les besoins en main-d'œuvre et types de qualifications, d'assurer une diffusion permanente de l'information traitée et d'organiser et réaliser (ou faire réaliser) l'évaluation des différentes mesures ayant un impact sur le développement de l'emploi et la réduction du chômage.

Ces missions sont concrétisées dans un programme pluriannuel des tâches, dont l'exécution est assurée par l'IWEPS, qui œuvre à cette fin à titre scientifique et en collaboration avec les partenaires.

En 2014, l'OWE a fonctionné sur la base d'un partenariat entre le Forem, la DGEE et l'IWEPS. Cinq projets ont fait l'objet de travaux et de réunions:

- Le suivi des jeunes qui suivent une formation qualifiante
- Les données sur les besoins de main-d'œuvre
- L'alimentation par la Wallonie de la base de données *Labour Market Policy*
- La coordination des réponses aux demandes internationales (OCDE...) concernant le marché du travail wallon
- Les comptes de l'emploi wallon.

Le projet de suivi des jeunes qui suivent une formation qualifiante a fait l'objet de plusieurs réunions en 2014 durant lesquelles les différents partenaires ont proposé des

pistes concrètes (données, études, méthodologies...) de manière à répondre aux questions suivantes : Parmi les jeunes sortants de l'école: qui va s'inscrire au chômage ? Qui va directement à l'emploi ? Qui passe par une formation (FOREM, IFAPME, EFT, OISP) ? Dans quel délai s'inscrivent-ils à une formation ? Quel parcours dans la formation ? Passage d'un type de formation à l'autre ? Quel est le profil des jeunes qui entreprennent une formation qualifiante (formation initiale, âge...)? Corrélation entre type de formation et type de parcours ? Quid des abandons ? Délais d'insertion à l'emploi ? Dans quel emploi (CDI, intérim, degré de flexibilité, durée...) ? Retour au chômage ? Y a-t-il des parcours cycliques par ex. formation emploi chômage formation emploi chômage formation... ou chômage formation chômage formation chômage...? Est-ce que l'insertion est meilleure si la formation a débouché sur une certification ou pas ?

Les données sur les besoins de main-d'œuvre ont également fait l'objet de l'attention de l'OWE. En effet, ces données sont essentielles pour anticiper les difficultés de recrutement, améliorer l'orientation des demandeurs d'emploi vers des formations ou des métiers en adéquation avec les besoins du marché du travail, informer les demandeurs d'emploi sur l'évolution de leur marché du travail et les métiers porteurs. Les pistes explorées ont été les suivantes : collaboration entre l'IWEPS et la DG Statistique visant l'ajout d'un module à leur enquête trimestrielle sur les emplois vacants, l'enquête Besoins en main d'œuvre (BMO) mise en place par Pôle emploi, les données récoltées par le Forem dans le cadre de ses missions et les démarches à entreprendre pour rassembler l'information.

L'OWE s'est également réuni pour systématiser l'information mutuelle des demandes reçues des organismes internationaux. La DGO6, le Forem et l'IWEPS font en effet face, parfois simultanément, à des demandes d'information d'organismes internationaux : rapport Pékin (Confé-

rence des Nations unies sur les femmes), collecte de données LMP (collecte EUROSTAT⁵), aides d'Etat, rapport pour le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (ONU), collecte de données FSE (participants, cadrage...) ou participent à des projets internationaux où des informations pour la Wallonie sont demandées : réseau Refernet (pilote par le CEDEFOP⁶), UE 2020, Stratégie Education formation 2020 (Conseil européen), EU Skills Panorama (Commission européenne DG Emploi et DG Education)⁷, réseau européen des services publics de l'emploi...

L'alimentation de la base de données LMP et les comptes de l'emploi ont également fait l'objet de réunions de l'OWE et font l'objet des points développés ci-dessous.

3.4.2. Comptes de l'emploi

A l'instar des comptes nationaux et régionaux au niveau économique, les comptes de l'emploi constituent un système de statistiques intégrées et cohérentes dans le domaine du marché du travail. Les données de base sont saisies à un niveau territorial fin, à savoir le niveau communal. La méthodologie d'estimation détaillée a fait l'objet du *Working Paper* de l'IWEPS n°13. Les comptes de l'emploi comprennent deux volets : un volet offre de travail (des travailleurs) et un volet demande de travail (des entreprises). Ils sont estimés en moyenne annuelle.

Ce travail se fonde sur les données de l'ONSS, de l'INASTI, de l'ONSS-APL, du *Datawarehouse* de la BCSS, de la DGSIE, de l'ONEM, de l'INAMI et de l'IGSS.

En 2014, le CUNIC a approfondi l'analyse des indicateurs communaux calculés dans le cadre des Comptes de l'emploi wallon portant sur la situation en 2010 et l'évolution entre 2008 et 2010. Cette étude comprend une analyse descriptive des indicateurs et de leurs corrélations entre eux. Elle est destinée à être publiée ultérieurement dans un *Working Paper* de l'IWEPS. Le marché public avec le CUNIC (maintenant Université Ouverte) s'est terminé le 31 août 2014.

3.4.3. Le cadre européen des politiques de l'emploi

Dans le courant de 2014, l'IWEPS a continué à suivre de près l'évolution des politiques de l'emploi en Europe et en Wallonie. Dans le cadre de sa recherche doctorale, Bernard Conter a notamment réalisé au cours de cette année une analyse des stratégies des acteurs associés à la SEE et des transformations des dispositifs de politique publique en Wallonie.

L'IWEPS a aussi poursuivi en 2014 sa collaboration structurée avec l'agence du Fonds Social Européen. Cette assistance méthodologique et technique porte essentiellement sur l'analyse de la cohérence des politiques régionales et européennes, le suivi et les indicateurs relatifs aux interventions du Fonds Social Européen et l'accompagnement de l'évaluation de ces programmes.

Dans le cadre de l'OWE, en collaboration étroite et à la demande de la DGO6, l'IWEPS s'est impliqué dans l'application de la nouvelle méthodologie de collecte de données Politiques du Marché du Travail (PMT) d'Eurostat aux dispositifs de formation wallons gérés par le SPW qui correspondent au champ de cette enquête : EFT/COISP (CISP), primes à l'alternance, PMTIC, Mire, chèques formation à la création d'entreprises, entreprises d'insertion, SAACE...

Le projet a été l'occasion de travailler avec les gestionnaires de bases de données. La structure actuelle des bases de données administratives ne permet pas de répondre à l'ensemble des spécifications de la collecte. Certains dispositifs n'ont pas pu être pris en compte. Les échanges ont également porté sur l'optimisation des bases de données dans le cadre de la simplification administrative, en y intégrant la possibilité d'analyses statistiques, dont la possibilité de répondre aux prescrits d'EUROSTAT.

Par la suite, il est envisagé de prendre appui sur le cadre de collecte européen pour harmoniser le reporting sur d'autres dispositifs de formation.

Enfin, en 2014 a débuté la valorisation de l'évaluation relative aux aides à la promotion de l'emploi dans le secteur

⁵ Voir par exemple http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Labour_market_policy_interventions/fr

⁶ Voir <http://www.refernet.be/>

⁷ Voir <http://euskillspanorama.ec.europa.eu/>

de l'enfance que l'IWEPS avait réalisée dans le cadre de son évaluation du Plan Marshall². Vert. Un article scientifique intitulé *Impact of a child care availability policy on female labor market participation* analyse le lien entre la disponibilité de places d'accueil pour les enfants de moins

de 3 ans et l'emploi de leurs parents. La question est abordée via des données longitudinales infrarégionales en prenant appui sur des variations dans le temps et infrarégionales du taux de disponibilité de places d'accueil résultant de l'application d'une politique.

3.5. SANTÉ

Dans le cadre de sa collaboration avec la DGO5 et l'Observatoire wallon de la Santé, l'IWEPS a continué la collection de bases de données qui lui permettent l'élaboration d'indicateurs pertinents pour couvrir différents axes de la santé. Les bases de données ont été intégrées avec les autres bases de données disponibles à l'IWEPS sous la forme d'un applicatif à l'usage, jusqu'ici, exclusif des membres de l'OWS. De nombreux indicateurs de mortalité, de périnatalité et de consommation de médicaments ont pu être calculés grâce à ces bases de données ainsi que les analyses y afférentes.

En plus de ce travail sur les indicateurs, l'IWEPS a continué à mettre à disposition des données de santé aux autres membres de l'OWS et des observatoires provinciaux de la santé sous forme de bases de données agrégées, de tableaux et de graphiques.

L'IWEPS, toujours dans le cadre de l'OWS et en collaboration avec la DGO5, a coordonné le travail autour de la publication « Cahier 2. Bien vieillir, Préserver l'autonomie ». Cette publication a été réalisée par le Panel démographie familiale de l'Université de Liège et l'Observatoire Liégeois Solidaris de la Santé (OLiSSa). Elle traite, en 12 axes thématiques, de la santé des personnes vieillissantes, de leurs habitudes et modes de vie ainsi que de l'aide formelle ou informelle que notre société peut leur apporter. Cette publication est la deuxième de la série « Synergie en santé » qui est le fruit de la collaboration entre la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'ETNIC, l'IWEPS et la DGO5

dans le cadre des synergies statistiques.

Différents projets sont toujours en cours à la fin 2014. Le travail du prochain Tableau de bord de la Santé de l'OWS a été initié. Au-delà de la collecte des informations (bases de données) nécessaires à la réalisation du contenu, une analyse de faisabilité d'un mini-site santé en marge du site IWEPS est en cours.

Les résultats préliminaires d'une analyse de l'enquête SHARE ont été présentés à la DGO5. Le travail de rédaction est toujours en cours. Il s'agit d'une description de la santé et de la qualité de vie des personnes âgées en Wallonie afin d'offrir une photographie statistique de la situation de la population âgée de 50 ans et plus en Belgique francophone à partir des données de 2011 et 2013. L'attention est plus particulièrement portée sur les questions relatives à la perception de l'état de santé des individus. L'objectif sous-jacent de ce travail est de parvenir à définir des profils de vieillissement et d'identifier les déterminants de la qualité de vie des personnes aux âges avancés.

En marge de l'OWS, l'IWEPS assure également la gestion informatique du Registre Hainaut-Namur du réseau européen EUROCAT (*European surveillance of congenital anomalies*), dont l'objectif est de réaliser une surveillance épidémiologique des anomalies congénitales en Europe. Le rapport annuel, présenté à la DGO5 par l'Institut de Physiologie et de Génétique (IPG) en juillet 2014, est établi au départ de ce répertoire et intègre les tableaux mis au point et produits par l'IWEPS.

3.6. LOGEMENT

3.6.1. Les Relais sociaux de Wallonie

En partenariat avec la DGO5 et les Relais sociaux, une collecte de données harmonisées au niveau wallon a été initiée en 2012 afin d'avoir une vue d'ensemble tant de l'offre et de l'utilisation des services coordonnés par les Relais sociaux que des profils des utilisateurs de ces services. L'analyse apporte un éclairage sur la grande précarité en milieu urbain ainsi que sur l'application des mesures de « lutte » contre la précarité et le développement des partenariats publics/privés au sein des grandes villes wallonnes. Le projet contribue non seulement à harmoniser les variables reprises dans les rapports d'activité produits par chacun des Relais sociaux et destinés à l'administration wallonne, mais aussi à développer la mission d'observatoire de la précarité dévolue par décret aux Relais sociaux. Une analyse par pôle d'activité a été réalisée : 1) hébergement d'urgence ; 2) travail de rue ; 3) dispositif d'urgence sociale ; 4) accueil en journée, pôle subdivisé à la demande des Relais sociaux en quatre secteurs : l'aide alimentaire, l'accueil de bas seuil, l'accompagnement dans le logement et la santé (accueil des personnes avec des problèmes de santé physique et/ou mentale). Les chiffres sont établis par Relais social et pour l'ensemble des Relais.

Le premier exercice relatif aux données 2012 a été utilisé notamment lors de l'audition parlementaire du 23/01/2014 (voir 3.6.4.). En 2014, les données 2013 ont été récoltées, assemblées et analysées. L'analyse a été établie par Relais social et au niveau de l'ensemble des Relais sociaux. Les résultats de cette recherche seront publiés en 2015.

3.6.2. Etat des lieux quantitatif et qualitatif des expulsions domiciliaires en Wallonie

L'IWEPS a également finalisé une recherche sur les expulsions domiciliaires en Wallonie. Après une première étape exploratoire entamée en 2012, cette recherche a officiellement démarré en janvier 2013 et un comité d'accompagnement a été constitué au sein du Conseil Supérieur du Logement (CSL). Au cours de la première année de recherche, un état des lieux quantitatif des expulsions judiciaires (dans le cadre d'un conflit locatif) et des expul-

sions administratives (suite à la prise d'arrêtés d'inhabitabilité, de surpeuplement, d'insalubrité) a été dressé grâce à l'exploitation de différentes sources de données récoltées aux niveaux fédéral, régional et local. Un volet qualitatif croisant les regards des principaux acteurs impliqués dans les expulsions domiciliaires (locataires, propriétaires privés et publics (SLSP, AIS), syndicat de propriétaires, syndicat de locataires, CPAS, juges de paix et huissiers) a été effectué en 2014 afin de saisir les processus en œuvre, les pratiques locales et les représentations sociales des acteurs concernés. Un rapport intermédiaire a été remis au CSL en février 2014. Après consolidation des deux volets, quantitatif et qualitatif, de cette recherche, le rapport final a été publié début 2015.

Enfin, une troisième recherche a été clôturée en 2014. Elle a visé à une meilleure compréhension des parcours des personnes vivant de manière permanente dans les équipements à vocation touristique situés ou non dans les communes qui mettent en œuvre le Plan Habitat permanent (HP) du Gouvernement wallon. Les déménagements et problèmes de logements, les autres problèmes rencontrés par ces personnes, leurs ressources, leurs stratégies « d'adaptation », leurs réactions aux services sociaux proposés, leurs projets de vie et d'habitat ont constitué l'objet de cette recherche. Les résultats de cette recherche qualitative complètent les données quantitatives et qualitatives recueillies par la Direction interdépartementale de la cohésion sociale (DICS) et permettent d'améliorer ou de mieux cibler les mesures destinées à ces personnes. Les résultats ont été publiés en octobre 2014 dans le Rapport de Recherche n°13 de l'IWEPS.

3.6.3. Suivi de recherches extérieures

Par ailleurs, l'IWEPS a assuré le suivi de différents projets relatifs au logement via sa participation au sein de comités d'accompagnement, celui de l'enquête exploratoire – Observatoire des loyers dans les arrondissements de Charleroi et de Nivelles (CEHD) et celui de l'Enquête exploratoire sur la vacance immobilière à Charleroi (partenariat CEHD et Relais social de Charleroi).

Des demandes fréquentes sont adressées à l'IWEPS dans le domaine du logement au niveau local, provincial ou régional.

3.6.4. Divers

Enfin, le 23/01/2014, 3 membres de l'IWEPS ont été auditionnés au Parlement wallon dans le cadre d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement wallon à lancer un programme exceptionnel de création et d'entretien de logements. La présentation de l'IWEPS mettait no-

tamment l'accent sur trois aspects du logement : 1) les besoins futurs en matière quantitative de logements et terrains pour l'habitat suite aux travaux sur les perspectives de ménages à l'horizon 2026 ; 2) la dimension économique et fiscale du logement ; 3) le sans-abrisme et l'hébergement d'urgence en Wallonie en 2012.

3.7. PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ ET COHÉSION SOCIALE

3.7.1. Prospective en cohésion sociale

Les prospectivistes de l'IWEPS ont développé, lors de cette année 2014, un cadre de réflexion sur l'évolution de la cohésion sociale en Wallonie. Ce travail a donné lieu à un appel à marchés pour la réalisation d'une étude prospective sur le sujet à l'horizon 2030-2040.

Cet appel envisageait le concept de cohésion sociale de manière élargie et en considérait l'acception non seulement :

- politique : cohésion sociale assurée par des mécanismes institutionnels formels, mais également,
- fonctionnelle ou organique, pour reprendre la terminologie de Durkheim : cohésion sociale résultant de l'interdépendance et de la collaboration interindividuelle résultant de la nécessité ou de l'intérêt de l'échange de biens et services entre acteurs spécialisés, et
- communautaire ou mécanique, toujours en référence à cet auteur : cohésion sociale fondée sur les similitudes entre acteurs, générée par l'adhésion à un référentiel commun et caractérisée par une conscience collective forte.

La recherche visait à identifier et détailler les divers scénarios d'évolution possible, des plus intégrateurs aux plus conflictuels, des plus démocratiques aux plus totalitaires, des plus discriminatoires aux plus égalitaires. Elle devrait mettre également en évidence les mécanismes susceptibles de faciliter ou de freiner l'émergence et la concrétisation des différents scénarios identifiables.

L'appel d'offres pour la réalisation a été lancé, mais n'a ré-

colté aucune réponse. Il a, dès lors, été décidé de réorienter la réflexion et de la recentrer sur la pauvreté.

Ce faisant, un nouvel appel a été conçu pour l'analyse prospective de l'évolution de la pauvreté en Wallonie à l'horizon 2030-2040. Pour rappel, la pauvreté peut être définie comme étant la « condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé de manière durable ou chronique des ressources, des moyens, des choix, de la sécurité et du pouvoir nécessaires pour jouir d'un niveau de vie suffisant et d'autres droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux » (Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU (E/C.12/2001/10, par. 8).

L'analyse prospective attendue devra intégrer les spécificités de la Wallonie et devra prendre en compte les dynamiques de nature :

- démographique, telles que, par exemple, le vieillissement de la population et les phénomènes migratoires ;
- sociologique, comme, notamment, l'évolution des institutions familiale et éducative et du rapport effectif et culturel des Wallons à celles-ci, du système de valeurs dominantes, de la mobilité sociale intra et intergénérationnelle (intégrant également la notion de « cohorte »), de la perception de la pauvreté et de la stratification sociale ;
- géographique, issues de l'histoire locale et se traduisant par des particularismes infrarégionaux ;
- économique, telles que, entre autres, les modes de régulation ; l'exacerbation de la mise en concurrence, d'une part, des individus sur un marché du travail en contraction, et, d'autre part, des régions et des pays dans le cadre de la mondialisation du système de pro-

duction ; les processus de surendettement ; l'accès à la consommation de biens et services et la disparité des revenus et des patrimoines ;

- technologique et énergétique, comme, par exemple, celles mises en évidence par les travaux de l'IWEPS en matière de prospective de la transition énergétique et d'accès à l'énergie ;
- juridique, portant sur l'accès effectif aux droits fondamentaux : en effet, la pauvreté n'est pas seulement un problème économique, c'est un phénomène multidimensionnel qui englobe à la fois l'absence de revenus et l'inexistence des capacités de base nécessaires pour vivre dans la dignité. La pauvreté est à la fois une des causes et une des conséquences de violations des droits de l'homme et crée une situation favorable à d'autres violations. Les personnes vivant dans la pauvreté doivent faire face à d'énormes difficultés sur les plans économique, culturel et social lorsqu'elles essaient d'accéder à leurs droits. Par conséquent, elles subissent de nombreux préjudices qui sont étroitement liés et produisent des effets synergiques, notamment : conditions de travail dangereuses, logement insalubre, manque d'aliments nutritifs, accès inégal à la justice, absence de pouvoir politique et accès limité aux soins de santé – effets qui les empêchent de réaliser leurs droits et perpétuent leur pauvreté ;
- politique, comme, par exemple, la reconfiguration des paradigmes de l'action publique, l'évolution des moyens d'action de celle-ci, la recomposition de ses référentiels idéologiques, et l'évolution du paysage institutionnel et des droits en vigueur. La prise en compte de la dynamique politique dans le projet suppose l'intégration dans l'analyse prospective des modalités concrètes de mise en œuvre, d'opérationnalisation et d'organisation des orientations politiques adoptées ;
- ainsi que les conséquences de ces différentes dynamiques.

La recherche visera ainsi l'élaboration de scénarios détaillés d'évolutions possibles de la pauvreté en Wallonie.

In fine, la recherche devra mettre en évidence des pistes d'action et expliciter des recommandations opérationnelles.

L'appel relatif à ce projet sera lancé dans le courant du premier trimestre de l'année 2015.

3.7.2. Recherche « Jeunes-Acteurs »

En 2014, l'IWEPS a également poursuivi sa recherche qualitative « Jeunes-Acteurs » auprès des 12 communes pilotes du projet « Indicateurs de bien-être en Wallonie » (Braine-L'Alleud, Charleroi, Comblain-au-Pont, Durbuy, Herstal, Marche-en-Famenne, Marchin, Mons, Nivelles, Seneffe, St Hubert, Sprimont). Il s'agit d'une enquête qualitative, auprès de groupes de jeunes (18-29 ans) afin de mieux comprendre comment les jeunes de ce groupe d'âge perçoivent leur place en tant qu'acteurs dans la société. L'analyse s'intéresse à leurs parcours, trajectoires de vie, situations familiale et socio-économique, et leurs logiques d'action par rapport au vécu de la précarité et de la désaffiliation. Cela permettra d'apporter des éléments de compréhension de la manière dont ils conçoivent leur place dans la société, de leur capacité à se prendre en charge, de leur avenir et enfin, de leur insertion sociale, professionnelle et citoyenne.

3.7.3. Le plan de cohésion sociale (PCS)

L'IWEPS entretient un partenariat privilégié avec la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale (DiCS) du Service public de Wallonie dans le cadre de sa mission de soutien méthodologique à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques, en particulier le Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie (PCS). Ce dispositif, adopté fin 2008 par le Gouvernement wallon, vise à encourager les communes wallonnes à élaborer et mettre en œuvre un plan d'actions orienté vers la promotion de l'accès de tous aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel afin de permettre à chacun de participer activement à la société.

Durant l'année 2014, l'IWEPS a collaboré à la publication des résultats de l'évaluation du PCS 2009-2013 : « Évaluation du Plan de cohésion sociale 2009-2013 – Regards croisés et perspectives d'avenir », Namur, SPW Editions, 2014.

3.7.4. Bien-être collectif et progrès au niveau local et régional

Depuis 2009, l'IWEPS s'est engagé dans un projet pilote d'élaboration concertée d'indicateurs de bien-être et de progrès sociétal au niveau local et régional, en partenariat avec le Conseil de l'Europe, la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Service public de Wallonie et une quinzaine de villes et communes représentatives de la diversité territoriale wallonne, qui se sont portées volontaires pour participer à cette expérience.

Au cours de l'année 2014, l'IWEPS a élaboré le premier exercice de calcul de l'indice des conditions de bien-être (ICBE) pour la Wallonie et ses 262 communes, qui mobilise un ensemble d'indicateurs calculés à partir de sources diverses (sources administratives et techniques, enquêtes statistiques, calculs de l'IWEPS) et qui tentent de couvrir les multiples facettes du bien-être tel que défini par les citoyens. Plus précisément, à défaut de pouvoir couvrir, dans ce premier exercice, l'ensemble des composantes qui interagissent dans la composition du bien-être, la mesure de l'ICBE s'apparente davantage à une mesure de la qualité de l'environnement de vie, au sens large, dans lequel évoluent les individus, générateur de conditions plus ou moins favorables à l'émergence d'un état de bien-être individuel et collectif.

Ce premier exercice de mesure du bien-être a permis d'identifier les limites et lacunes des sources exploitées et

n'a pu couvrir l'ensemble de ses composantes, notamment les composantes individuelles et subjectives qui seront abordées dans les exercices ultérieurs.

Durant cette même année, l'IWEPS a développé son réseau de partenariat, au niveau international, avec différentes institutions, en particulier avec le *Working Party on Territorial Indicators* de l'OCDE impliqué dans le développement d'une mesure du bien-être à l'échelle régionale et locale.

3.7.5. Divers

L'IWEPS participe au réseau de référents cohésion sociale des administrations wallonnes mis en place par la DiCs. Il est en charge du volet statistique du rapport (à publier en 2016) ; celui-ci s'articule au recueil d'informations et à l'analyse des politiques menées. La cohésion sociale est définie dans ce cadre comme « le processus qui contribue à assurer à tous l'égalité des chances et des conditions et l'accès effectif aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social, culturel afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu ». L'IWEPS est par ailleurs intégré dans le dispositif de suivi du Plan d'actions FWB / W relatif aux Droits de l'Enfant (PADE) (approuvé en 2011), pour produire des indicateurs statistiques de contexte, et collaborer à la construction des indicateurs de réalisation (100 projets en Wallonie) et d'impact du PADE 2011-2014. Ce projet est piloté par l'OEJAJ en collaboration avec la DiCs.

3.8. MOBILITÉ ET TRANSPORTS

En 2014, l'IWEPS et l'Observatoire wallon de la mobilité qu'il héberge ont poursuivi le travail d'élaboration et d'actualisation des bases de données relatives à la mobilité afin de permettre la publication d'un diagnostic de la mobilité qui soit à jour et valorisé à travers divers réseaux d'échanges, groupes de travail et comités d'accompagnement. Ces données et indicateurs, également disponibles via le site internet de l'Institut et l'outil WalStat, ont notamment nourri les réflexions menées dans le cadre du projet SDER et du « Plan régional de mobilité durable ». L'Observatoire wallon de la mobilité (OWM) a collaboré avec les différents services de l'administration régionale qui réalisent des études traitant de la mobilité ou du trans-

port ; citons à titre d'exemple quelques collaborations :

- la collaboration à la confection du tableau de bord de l'état de l'environnement réalisé par la DGO3 (SPW-Direction générale opérationnelle agriculture, ressources naturelles et environnement) ;
- la collaboration avec l'AWAC au niveau des statistiques utiles aux « inventaires transports », des divers polluants émis par le secteur du transport ;
- la participation active au groupe de travail transversal sur la thématique du transport, rassemblant les différentes administrations régionales intéressées ou impliquées dans ladite matière ;

- l'appui dans le cadre des études menées par la DGO2 (SPW-Direction générale opérationnelle mobilité et voies navigables) et notamment celle en lien avec la définition d'un Plan régional de Mobilité durable (PMRD) pour la Wallonie ;
- la participation à l'accompagnement des « Bilans énergétiques de Wallonie » commandités par la DGO4 (SPW-Direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement et du patrimoine) ;
- la participation aux travaux menés dans le cadre de la CPDT.

Complémentairement et afin de répondre à sa mission de prédiction, l'OWM investit le développement d'un outil de mesure de l'accessibilité, en synergie avec l'ODT, vu la forte interaction entre le système de mobilité et l'aménagement du territoire. Cet outil vise la mesure de l'accessibilité géographique de tous lieux du territoire par tout individu et selon différents moyens de transport. Il permettra la définition de zones d'accessibilité qui pourraient ensuite être caractérisées par divers éléments tels que, par exemple, la population et les services et équipements, ce qui ouvre le champ d'analyse avec notamment la comparaison entre l'offre et la demande territorialisée.

L'IWEPS (OWM) se propose aussi d'analyser la problématique du covoiturage et ses logiques, en vue de résoudre en partie les problèmes de mobilité. Ce projet s'articule autour de 4 points principaux: la réalisation d'un état des lieux, la détermination des critères de pertinence pour la mise en place de mesures (via une approche intégrante et participative avec les acteurs concernés), la formulation de recommandations, l'accompagnement de l'IWEPS dans le cadre de l'évaluation et du monitoring des actions. Une attention particulière portera sur l'identification et la mesure des freins comportementaux au développement du covoiturage et leur évolution. Les bases de ce projet ont été posées en 2014.

Dans le cadre du suivi des indicateurs de mobilité et en lien avec la précédente déclaration de politique régionale, l'IWEPS a, en 2014, accordé une attention particulière à l'étude des déplacements quotidiens à vélo, dans le prolongement de la collaboration passée avec les services ré-

gionaux compétents chargés des projets « Wallonie cyclable », « Communes cyclables » ainsi que dans le cadre des réflexions de la « Commission régionale vélo ». La participation de l'IWEPS a pour rôle de fournir un appui méthodologique, un soutien en matière de suivi et d'évaluation des actions menées dans les différents projets cyclables communaux et dans le Plan Wallonie Cyclable, en accord avec les acteurs concernés. Une évaluation globale de la politique régionale cyclable a d'ailleurs été finalisée en mai 2014 par un soumissionnaire à la demande de l'administration. L'IWEPS avait nourri ce travail d'indicateurs de résultats calculés sur la base des données d'enquêtes de mobilité. Un projet en cours est celui d'analyser l'usage du vélo dans les « communes pilotes cyclables » ayant reçu un financement particulier pour promouvoir l'usage du vélo et d'en extraire des leçons pour la Wallonie dans son ensemble.

Les travaux de l'OWM se réalisent en étroite relation avec les projets menés au sein de l'IWEPS en matière de développement territorial (ODT, voir ci-après), de démographie (vu la réinvestigation du projet « perspectives de population et ménage au niveau communal ») et d'autres thématiques comme la synergie développée dans le cadre de l'Enquête « Baromètre social », avec une analyse intéressante et originale traitant de la vulnérabilité des individus dans leurs relations sociales et les questions relatives à la mobilité ; le chapitre « l'accès à la mobilité des Wallons » de l'ouvrage « Le baromètre social de Wallonie: engagement, confiance, représentation et identité » (2014) est consacré à cette thématique.

Les ressources en mobilité et transport ont aussi été investies dans d'autres projets transversaux de l'IWEPS tels que dans le cadre des travaux de l'IWEPS en matière d'indicateurs complémentaires au PIB et dans l'analyse et la collecte des éléments belges nécessaires à la rédaction du volet transport du projet « actualisation des Atlas transfrontaliers » dans le cadre de la coopération transfrontalière entre le Nord-Pas-de-Calais et la Wallonie et plus particulièrement dans la publication (à venir) du troisième tome.

3.9. ENERGIE

Dans le cadre de ses activités de prospective, l'IWEPS a poursuivi un projet de recherche relatif à la transition énergétique en Wallonie et ayant pour objet l'analyse, au niveau régional et dans une optique prospective, des risques et des opportunités engendrés, à l'horizon 2050, par cette transition, en particulier via l'examen des aspects liés à l'activité économique de la Wallonie et des perspectives en matière d'emploi et de formation.

Les objectifs de ce projet étaient :

évaluer prospectivement les impacts pour la Wallonie de la fin du pétrole bon marché tel que nous le connaissons actuellement ; cette évaluation a mis en évidence non seulement les risques possibles encourus par la Wallonie à ces différents niveaux, mais également les opportunités qui peuvent y être saisies et exploitées ;

de proposer des pistes pour une nouvelle organisation des activités humaines, notamment sur le plan de l'acheminement, de la production et de la consommation de biens et de services.

Ce projet a associé le SPW, plus particulièrement la DGO4 et la DGO6, dont des représentants ont participé au comité d'accompagnement et au comité technique du projet. Sa réalisation a fait l'objet d'un marché public. C'est à un consortium pluridisciplinaire composé de Climact, l'ICEDD, le département CORE de l'UCL, l'IDD et le centre de recherche LENTIC de l'ULg que la réalisation de ce marché a été confiée. Débuté en octobre 2012, ce projet s'est terminé en octobre 2014.

Le système énergétique a été analysé comme un système dynamique, dont l'état évolue au cours du temps, sous l'influence de pressions exogènes au système et de leviers de contrôle. Les travaux ont permis d'identifier vingt-sept variables liées au système énergétique wallon et ont étudié les interactions directes et indirectes entre les variables.

L'approche exploratoire par la méthode des scénarios a permis de construire différents futurs possibles en partant d'une analyse de l'existant et en imaginant différentes évolutions possibles des facteurs d'influence. Elle a permis d'élaborer 4 scénarios prospectifs contrastés auxquels

s'est ajouté un 5^e scénario, normatif celui-là, construit par la Task Force Développement durable (TFDD) avec une méthodologie de *backcasting* basée sur des objectifs de développement durable à atteindre en 2050.

Les 5 scénarios ont été caractérisés comme suit :

- scénario A. Une Wallonie décentralisée dans un monde Kyoto + ;
- scénario B. Une Wallonie autonomiste, atypique dans un monde « pétro optimiste » ;
- scénario C. Une Wallonie technologique et duale ;
- scénario D. Une Wallonie suiveuse dans un monde conscientisé ;
- scénario E. Un développement durable (TFDD).

Les scénarios ont été présentés et discutés au cours d'un séminaire regroupant plusieurs personnalités actives dans les sphères syndicale, associative, patronale, administrative et académique dont les expertises, jointes à celles du comité d'accompagnement, ont permis de cerner les opportunités, les risques et les conséquences possibles des scénarios pour la Wallonie.

L'analyse des atouts, forces, opportunités et menaces des 5 scénarios centrée sur la cohésion sociale, la sécurité d'approvisionnement en ce compris l'indépendance énergétique de la Wallonie, la protection environnementale, la participation démocratique et la viabilité économique a permis de formuler différentes recommandations à l'adresse des pouvoirs publics.

Si les scénarios ne peuvent prétendre donner une vision exhaustive des futurs possibles que ces évolutions conjointes sont susceptibles d'engendrer pour la Wallonie et son système énergétique, ils permettent néanmoins de mettre en évidence certains risques ou évolutions jugés indésirables à la lumière du système de valeur actuel - qui peut lui aussi évoluer - et à la compréhension et donc à la prévention desquels on peut dès à présent s'attacher. Les scénarios permettent d'identifier que la Wallonie peut tirer profit d'opportunités économiques créatrices d'emploi et de prospérité si elle pose les choix judicieux des technologies et des filières à développer.

3.10. DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Les travaux menés par l'Observatoire du développement territorial (ODT) sont réalisés dans le cadre des missions de l'IWEPS, et notamment en collaboration avec le SPW-DGO4 et la Conférence permanente du développement territorial (CPDT).

En 2014, l'ODT a poursuivi la collecte de données relatives au développement territorial, ainsi que la mise à jour des indicateurs précédemment construits (disponibilités foncières, superficies urbanisées...). Le set d'indicateurs a notamment été enrichi dans un souci de meilleure compréhension des dynamiques en cours sur le territoire (nouveaux logements en rénovation). Certains de ces indicateurs permettront d'alimenter la réflexion liée à l'actualisation du Schéma de développement de l'espace régional (SDER). Des fiches synthétiques publiées sur le site de l'IWEPS et régulièrement mises à jour font état de différentes facettes du développement territorial wallon en reprenant des résultats d'observations statistiques et spatiales concernant des états du territoire wallon (structure spatiale, utilisation du sol), mais aussi des dynamiques territoriales (mouvements résidentiels...). A côté des chiffres, ces fiches présentent également des analyses alimentées à partir de différents travaux menés par l'ODT et l'IWEPS, mais aussi par d'autres acteurs du développement territorial wallon (administrations, universités..., <http://www.iweeps.be/le-developpement-territorial-wallon-en-fiches>).

Plus particulièrement, une étude s'est basée sur les statistiques mensuelles du SPF Economie-DG Statistique relatives à l'octroi des permis de bâtir compilées à partir de formulaires transmis par les communes belges. Ces statistiques permettent d'analyser l'évolution des créations et suppressions de logements, des types de construction résidentielle et des types de création de logements en Wallonie. L'analyse a abouti à une meilleure caractérisation du phénomène de recyclage urbain ou de «reconstruction de la ville sur la ville», c'est-à-dire la réutilisation

de sol-support qui a déjà connu une occupation urbanisée plutôt que l'utilisation de sol-support vierge. Cette étude a été publiée sous forme d'un *Working Paper* (WP n°18 : Estimation des processus de reconstruction de la ville sur la ville en Wallonie - Quels apports de la statistique «permis de bâtir»?).

En 2014, l'ODT a finalisé la méthodologie relative à la cartographie des noyaux d'habitat (territoires centraux-péri-mètres U) en Wallonie en réponse à une note verte du cabinet du ministre Henry. Cette note avait pour objectif de préparer l'arrêté d'exécution définissant les périmètres U dans le Code du Développement territorial. L'ensemble des données et la méthodologie ont été transmis à la Cellule du Développement territorial (CDT) du SPW. Suite aux modifications gouvernementales consécutives aux élections régionales de 2014, les travaux à destination du Ministre Henry ont été suspendus. Cependant, les différentes analyses ont été, sont et seront valorisées dans des études connexes (notamment la construction de l'ICBE par commune - Indice des conditions de bien-être). Par ailleurs, l'ODT a initié un travail d'analyse des mouvements résidentiels intercommunaux sur la base des données « Mouvements » du Registre national afin de mettre en évidence les dynamiques récentes entre les villes et leur périphérie. Les résultats de cette étude sont attendus en 2015.

Mise au point de « Fiches communales » détaillées

Les fiches communales développées en 2013 ont été régulièrement actualisées en 2014. Ces fiches ont été enrichies de graphiques, de cartes et de nouvelles données, notamment au niveau des quartiers. Trois versions des fiches communales sont disponibles via le site WalStat : les informations communales sont référées aux mêmes informations au niveau régional, au niveau des arrondissements et au niveau des communes limitrophes.

3.11. ECONOMIE

3.11.1 Analyse de la compétitivité de l'économie wallonne

Afin de renforcer l'assise de son modèle social, en particulier dans le contexte de la récente réforme de l'Etat, il est vital pour la Wallonie de viser un renforcement continu de sa base productive génératrice d'emplois et de ressources budgétaires. A cette fin, étant donné la taille modeste de son économie et sa démographie relativement peu dynamique, le renforcement des capacités exportatrices constitue un élément crucial. Dans ce contexte, il est primordial de pouvoir mesurer correctement l'évolution des performances de l'économie wallonne selon cette dimension et d'analyser en profondeur les mécanismes sous-jacents à cette évolution. Un projet de recherche lancé en 2014 à l'IWEPS vise précisément à atteindre cet objectif. La première phase du projet consistant en une revue de la littérature belge et internationale sur le sujet a permis d'identifier les applications les plus prometteuses à réaliser au niveau régional. Notons qu'en fonction des résultats obtenus à l'avenir, ceux-ci pourraient nourrir d'autres travaux de recherche menés au sein de l'Institut, notamment dans le domaine de la modélisation macroéconomique (modèles Hermreg/Preview) et de la construction d'indicateurs complémentaires au PIB.

3.11.2 Analyses conjoncturelles

Depuis 1991, l'IWEPS effectue semestriellement des exercices de prévisions économiques à court terme de l'économie wallonne.

Deux numéros de « Tendances économiques » ont été publiés en 2014 : le numéro 46 en mars et le numéro 47 en octobre. Ces travaux ont été réalisés en collaboration avec le service « conjoncture » de l'IRES (UCL). L'IWEPS publie, en outre, une note mensuelle de conjoncture, qui reprend une trentaine d'indicateurs sur la conjoncture belge et wallonne. Ces publications sont un outil de veille conjoncturelle qui permet de mettre en évidence tout changement dans les principales séries statistiques de l'économie wallonne.

3.11.3. Modélisation de l'économie régionale : HERMREG

Dans le cadre de la convention entre l'IWEPS, les services d'étude des deux autres Régions (SVR et IBSA) et le Bureau fédéral du Plan (BfP), deux attachés scientifiques collaborent au projet HERMREG. L'objectif de ce projet est le développement d'un modèle multisectoriel régional de l'économie belge, via une désagrégation régionale des perspectives économiques nationales à moyen terme réalisées par le Bureau fédéral du Plan, la mise à disposition d'une base de données des principaux agrégats économiques régionaux et une analyse de différentes variantes. Pour l'exercice de 2014, l'IWEPS a donc contribué à la réalisation de la projection 2014-2019 publiée au mois de juillet.

En parallèle, l'équipe de recherche a poursuivi les travaux de développement qui visent à rendre le modèle plus apte à rendre compte de l'impact de chocs économiques régionaux. Avec une modélisation progressivement *bottom-up*, les résultats du modèle ne constitueront plus une désagrégation des résultats nationaux, mais répondront à une dynamique régionale propre. La troisième phase de ces développements, achevée en 2012, consistait principalement à estimer des fonctions de production régionales sectorielles. Le modèle « hybride » qui a résulté de cette phase demeurerait toutefois incomplet tant que la demande adressée aux différents secteurs de chaque région n'était ni connue ni modélisée. En parallèle avec les développements statistiques menés avec la Banque Nationale de Belgique (BNB), une quatrième phase de développement, démarrée en 2013, s'est donc attelée à estimer cette demande, en commençant par les investissements. En 2014, les travaux se sont poursuivis (ils le seront encore en 2015), portant principalement sur la consommation des ménages et la consommation intermédiaire des entreprises. Certains développements complémentaires relatifs au marché du travail ont également été menés en 2014, estimations destinées à catégoriser l'emploi salarié en fonction de l'âge et du salaire et mesures de la sensibilité régionale des salaires aux prix, au chômage et à la productivité.

3.11.4. Comptabilité régionale

Si l'IWEPS n'établit pas lui-même de comptabilité régionale officielle, cette statistique est une source d'informations économiques essentielles. Aussi, l'IWEPS participe-t-il, en qualité d'observateur, à l'examen des comptes et de leur méthodologie par le Comité scientifique de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN).

L'IWEPS prend également part aux travaux réalisés dans le cadre de la « convention d'extension des statistiques économiques régionales » établie en 2009 entre la Banque Nationale de Belgique et les trois Régions et reconduite en 2013. L'objectif poursuivi est de développer substantiellement l'arsenal de statistiques régionales dans un cadre comptable harmonisé. Trois groupes de travail ont ainsi été mis en place en partenariat entre la BNB et les Instituts régionaux (IBSA, SVR, IWEPS) pour améliorer la production de nouvelles statistiques économiques régionales. Le premier de ces groupes vise à produire un PIB régional trimestriel, de façon à répondre notamment à la demande de disposer plus rapidement de statistiques économiques. Le deuxième aborde la décomposition du PIB selon l'optique des dépenses et le troisième vise à ventiler par communauté et région les comptes, aujourd'hui globaux, des entités fédérées et des administrations publiques locales.

C'est essentiellement au sein du groupe de travail sur l'optique dépenses que l'IWEPS a pris la part la plus active en 2014, un chercheur de l'IWEPS restant affecté à ces travaux, en particulier ceux portant sur la régionalisation des dépenses de consommation finale des ménages, celle des dépenses de consommation finale des administrations publiques et celle des institutions sans but lucratif au service des ménages.

Au-delà de ces collaborations, la comptabilité nationale offre un cadre de référence à plusieurs projets de l'IWEPS, pour lesquels l'Institut a poursuivi ses propres estimations en 2014. Ainsi, une version simplifiée des composantes de l'optique dépenses du PIB selon une fréquence trimestrielle sert de base aux prévisions conjoncturelles publiées dans Tendances économiques (cf. 3.11.2). De même, pour les besoins du modèle HERMREG (cf. 3.11.3), des séries rétrospectives des agrégats de la comptabilité régionale de l'ICN sont établies pour une douzaine de sec-

teurs d'activité. Enfin, plusieurs indicateurs issus de la comptabilité régionale sont présentés sur le site internet de l'Institut et examinés dans plusieurs de ses publications (les Chiffres clés de la Wallonie par exemple).

L'optique des revenus continue notamment à faire l'objet de ces analyses. Toutefois, les revenus des ménages sont proposés jusqu'au niveau des arrondissements dans les comptes. La répartition géographique fine de ces revenus, ainsi que leur dispersion, ne sont pas disponibles selon cette source. Afin d'approfondir l'analyse des revenus, les statistiques publiées par la DGSIE, issues des déclarations fiscales à l'IPP, une des sources principales de la comptabilité, continuent d'être collectées, examinées, cartographiées.

3.11.5. Les pôles de compétitivité

En janvier 2014, l'IWEPS a remis au Gouvernement wallon six rapports d'évaluations individuelles des pôles de compétitivité (rapports à destination unique du Gouvernement et des pôles eux-mêmes), ainsi qu'un rapport sur l'évaluation de l'efficacité et de l'efficience du dispositif global des pôles de compétitivité, au regard des objectifs initiaux de la politique (rapport publié et disponible sur le site de l'IWEPS). Dans la foulée, chaque pôle a bénéficié d'une séance particulière de présentation du rapport qui lui était consacré. Entre février et avril 2014, afin d'assurer une diffusion des conclusions et recommandations auprès des forces vives de l'économie wallonne, des séances de présentation des travaux ont été assurées par l'IWEPS à l'attention du Jury international des pôles, du Conseil économique et social de Wallonie (Commission de l'économie, des investissements, des politiques industrielles et sectorielles, du tourisme et du commerce extérieur), ainsi que du Conseil wallon de la Politique scientifique.

En outre, notamment sur la base d'une analyse détaillée du rapport global et des rapports individuels, le Jury international des pôles a rédigé une synthèse opérationnelle des éléments qu'il jugeait prioritaires pour le futur de la politique des pôles. Le Gouvernement wallon en a pris acte en octobre 2014, indiquant en l'occurrence sa volonté d'impliquer l'IWEPS dans un processus d'évaluation continu de la politique des pôles de compétitivité. Faisant suite à cette décision, fin de l'année 2014, le ministre en charge de la coordination de la politique des pôles a confié

à l'IWEPS la mission de concevoir et d'opérationnaliser, en étroite collaboration avec les principales parties prenantes de la politique, un « système d'information » ; soit un ensemble intégré de ressources (notamment des données), susceptible de supporter l'orientation stratégique, le suivi et l'évaluation de la politique wallonne des pôles de compétitivité.

Parallèlement, en 2014, l'IWEPS a poursuivi ses travaux sur l'évaluation des pôles de compétitivité, par la réalisation d'une évaluation quantitative de l'évolution des performances économiques des entreprises ayant bénéficié de subventions dans le cadre des pôles de compétitivité, en ce compris les performances à l'exportation. Sur la base d'un accord-cadre, l'IWEPS bénéficie d'un accès aux microdonnées d'entreprises de la Direction générale Statistique du SPF Economie (données BNB relatives aux bilans et aux exportations, déclarations TVA, données ONSS et données de la Banque Carrefour des Entreprises). Grâce aux données extraites de ces registres, un ensemble d'indicateurs relatifs aux performances des entreprises subventionnées dans le cadre des pôles de compétitivité ainsi qu'à un ensemble d'entreprises comparables, constituant un groupe de contrôle, ont été construits. Une analyse microéconométrique a ensuite permis, au moyen d'une méthode en doubles différences, d'évaluer l'impact des pôles de compétitivité sur l'évolution des performances des entreprises subventionnées. Ces travaux ont été menés conjointement avec le professeur Maynéris (IRES-UCL) dans le cadre d'une convention d'accompagnement scientifique et méthodologique. Un article scientifique présentant les résultats est programmé en 2015.

3.11.6. Le financement des jeunes entreprises innovantes

Toujours dans le cadre du programme d'évaluation du Plan Marshall 2.Vert, une étude a été réalisée afin de mettre à disposition des autorités régionales des recommandations susceptibles d'inspirer ou d'orienter les futures actions destinées à faciliter l'accès des jeunes entreprises innovantes aux sources de financement adéquates pour soutenir leur développement.

Le rapport final a été remis au Gouvernement wallon en février 2014 et a été publié, dans la foulée, sur le site in-

ternet de l'IWEPS. La revue internationale *Global Government Venturing*, dans l'éditorial de son édition de mai 2014 intitulé *What are Governments good for ?*, fait référence à ce travail de recherche mené en Wallonie. Précisément, elle se réjouit de l'origine gouvernementale de la démarche et s'accorde avec les conclusions de l'étude sur un impact positif de l'action de l'Etat comme investisseur en capital à risque sous certaines conditions (segments de marché initiaux et co-investissement avec le secteur privé, notamment). Elle souligne, enfin, l'intérêt de proposer un cadre de réflexion ne se focalisant pas uniquement sur l'investissement public en capital à risque, mais ouvrant des pistes en lien avec le cadre institutionnel général (réglementations en vigueur, politique macroéconomique menée et culture dominante, en l'occurrence).

3.11.7. Démographie des entreprises

Les travaux relatifs à la démographie des entreprises, au départ des données mensuelles produites par la société EURODB, ont alimenté le site internet et les publications de l'IWEPS. Des comparaisons interrégionales ont été réalisées pour répondre à différentes demandes particulières. La méthodologie intègre en flux continu les différents mouvements démographiques de chaque entreprise. Des comptages sont également effectués selon les secteurs d'activité et à un niveau infrarégional. Les comptages des mouvements démographiques et des taux de survie sont désormais disponibles mensuellement. Des comptages spécifiques ont été réalisés dans le cadre des projets FEDER et FSE.

Le « répertoire des établissements de l'ONSS » a également été régulièrement utilisé pour préciser la structure, en termes d'activité et de taille, du tissu industriel wallon. Il nous a permis, également, de mesurer le degré d'autonomie des établissements wallons.

Un des objectifs principaux des travaux de la cellule « Répertoires d'entreprises » est de croiser entre eux les différents répertoires disponibles à l'IWEPS (EURODB, Répertoire des employeurs et des établissements ONSS et Centrale des bilans), ainsi que d'associer ces fichiers à la Banque Carrefour des entreprises, accessible à l'IWEPS⁸.

⁸ www.iweeps.be/les-industries-culturelles-et-creatives-wallonie-bruxelles

Enfin, l'IWEPS contribue aux travaux menés par la DGO6 et visant à la réalisation d'un *Small Business Act* (SBA) décliné au niveau wallon. Dans ce cadre, l'IWEPS propose et discute un ensemble d'indicateurs statistiques relatifs à six des axes du SBA : « Entrepreneuriat », « Seconde Chance », « Financement », « Qualifications et innovation », « Financement » et « Internationalisation ».

A la suite d'une demande du Gouvernement Wallon et du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de disposer d'indicateurs du poids économique du secteur des Industries Culturelles et Créatives (ICC) sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'IWEPS a fait un appel à marchés publics afin de s'assurer de l'appui d'une équipe universitaire pour la réalisation du premier exercice de l'analyse. Ce marché a été attribué à une équipe de recherche de l'Université Libre de Bruxelles (Prof. E. Lazzaro et M. J.-G. Lowies). Il a démarré le 2 décembre 2013 et s'est terminé en décembre 2014. Les résultats de cette recherche sont disponibles sur le site de l'IWEPS.

3.11.8. Prospective : transmission d'entreprises

Sur le plan de la prospective, 2014 a vu la mise au point d'un projet relatif à la transmission d'entreprises en Wallonie.

Partant du constat du vieillissement de la population des chefs d'entreprises, d'un risque de déficience de repreneurs et des conséquences possibles quant à la survie de nombreuses entreprises et à l'emploi qui dépend, directement ou indirectement, de l'activité de celles-ci, l'IWEPS a développé, depuis près de 4 ans, un programme de recherche sur l'évolution du entrepreneuriat en Wallonie et sur les effets de ces processus sur le système économique et social wallon.

Dans ce cadre, trois interrogations initiales ont été posées comme point de départ de ce programme :

- la transmission d'entreprise est-elle, ou va-t-elle constituer un problème de nature macro-économique et sociale en Wallonie ?
- le cas échéant, est-il possible d'identifier l'ampleur et les origines de ce problème ?
- quelles sont ou quelles seraient les conséquences de ce problème sur l'économie et la société wallonne ?

Ce sont ces questions qui ont conduit l'IWEPS à élaborer un projet de recherche prospective et à soumettre ce projet à un marché public.

Cette recherche poursuit les objectifs suivants :

- sur la base des données disponibles, une présentation synthétique des initiatives existantes en Wallonie et dans l'Union européenne en matière de entrepreneuriat, de leurs résultats et d'éléments d'évaluation éventuels ;
- une description synthétique de la situation relative à la transmission d'entreprises en Wallonie et de l'évolution des populations concernées par la problématique, principalement celle des chefs d'entreprise et celle des repreneurs, en tenant compte des variables structurelles telles que le secteur d'activités, la localisation et la taille des entreprises ;
- sur la base de la description mentionnée aux points (a et b), l'identification des évolutions possibles et plausibles, et ce en intégrant à cet exercice prospectif les divers phénomènes et dynamiques pertinents ;
- l'évaluation prospective des impacts de ces évolutions pour la Wallonie et ce, en identifiant et en caractérisant à la fois les pratiques et les « espaces » critiques (secteurs, formes juridiques, aires géographiques...) et les fenêtres d'opportunité exploitables ;
- des propositions de pistes d'action politique et la mise en évidence des différentes initiatives à promouvoir pour minimiser les risques et maximiser les opportunités identifiées ;
- l'explicitation détaillée des données et méthodes adoptées pour mener à bien la recherche ainsi que la description des dispositifs mis en œuvre pour associer l'administration régionale et la SOWACCESS à la recherche.

Le marché a été attribué en cette fin d'année 2014 et commencera dès janvier 2015. Il durera 6 mois. Le comité d'accompagnement de ce projet est composé d'un représentant de la SOWACCESS, d'un représentant de la DGO6 et de membres de l'IWEPS. La réalisation de la recherche est assurée par l'Institut Destrée, aidé par la SO-NECOM.

3.11.9. FEDER

En 2014, l'IWEPS a apporté sa réponse annuelle à la demande du Service Public de Wallonie d'actualiser le tableau de bord des indicateurs et de proposer une analyse de contexte pour le rapportage à effectuer par la Région dans le cadre des programmes FEDER « Convergence » (Hainaut) et « Compétitivité et emploi » (reste de la Wallonie) sous la Programmation 2007-2013. En outre, dans le

cadre de la préparation de la Programmation 2014-2020, l'Institut a participé à la consultation partenariale de début d'année avant d'apporter son soutien méthodologique à la définition de nouveaux indicateurs et de nouvelles cibles, puis de proposer un certain nombre de réponses après un premier retour des services de la Commission européenne.

3.12. FINANCES ET BUDGET

Comme chaque année, l'IWEPS a rédigé le Rapport économique figurant dans l'Exposé général du budget initial de la Région wallonne. Celui-ci présentait les perspectives macro-économiques de la Wallonie pour la période 2014-2015, ainsi qu'une analyse structurelle et conjoncturelle du marché du travail. Les perspectives macro-écono-

miques et l'analyse conjoncturelle du marché du travail sont extraites de Tendances économiques n°47.

Afin de faire face aux principales demandes en matière budgétaire, les décisions gouvernementales relatives au budget ont fait l'objet d'une veille et ont été analysées.

3.13. FONCTION PUBLIQUE

3.13.1. L'emploi dans la fonction publique

Par décision du gouvernement wallon du 12 décembre 2008, l'IWEPS s'est vu confier une mission de production d'informations sur l'emploi dans la fonction publique wallonne. En 2012, dans la perspective de disposer d'une vue intégrée de la fonction publique de la Région wallonne et de la Communauté française, le ministre de la Fonction publique a chargé l'IWEPS d'étendre la collecte annuelle de données à la Fédération Wallonie-Bruxelles. La collecte de données a porté sur les années 2011 et 2012. Ces données ont été traitées en 2013 et 2014. Un tableau de bord commun Région wallonne – Fédération Wallonie-Bruxelles a été réalisé. L'objectif poursuivi par ce tableau de bord est de donner un aperçu des caractéristiques structurantes de l'emploi et du travail dans les institutions publiques. L'accent est mis sur certains aspects structurels de l'emploi public tels que la contractualisation, la qualification, la féminisation, la flexibilité. Ces thématiques et d'autres encore sont développées sur la base de faisceaux d'indicateurs sélectionnés pour leur capacité à éta-

blir et étayer des diagnostics précis et nuancés. Le relief apporté par les comparaisons entre les services et organismes publics de la Région wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles permet de mettre en perspective ressemblances et singularités. De même, pour la Région wallonne, l'observation de l'évolution des pratiques au cours du temps permet d'entrevoir certaines évolutions futures. Cette analyse sera publiée en mars 2015.

3.13.2. Prospective de la fonction publique

En 2014, l'IWEPS a entamé une réflexion prospective sur les futurs possibles de la fonction publique régionale wallonne (Service Public de Wallonie et Organismes d'Intérêt Public) à l'horizon 2030-2040. En effet, la fonction publique sera confrontée, à plus ou moins brève échéance, à de multiples pressions. Tout d'abord, sur le plan démographique, il s'agira d'anticiper les effets du vieillissement de la pyramide des âges du personnel employé dans l'administration. Les départs devront être compensés par l'engagement d'hommes et de femmes plus jeunes, dans

un contexte de vieillissement de la population dans son ensemble. Ensuite, les nouveaux transferts de compétences prévus par la sixième réforme de l'État créent une nécessité de recomposer l'organisation de l'administration régionale afin de lui permettre de mener au mieux ses nouvelles missions. Enfin, la modification de la loi de financement des Communautés et des Régions aura un impact significatif sur l'enveloppe budgétaire à disposition de la Région, et par là même sur la gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique wallonne.

Sous une autre perspective, ces contraintes peuvent être considérées comme des opportunités d'innovation et, plus largement, comme une occasion pour la fonction publique de réfléchir à son identité, à ses modes d'organisation et à la manière dont elle accomplit ses missions : comment le métier de fonctionnaire va-t-il se recomposer, à l'heure où la proportion de contractuels par rapport aux statutaires n'a jamais été aussi élevée ? De quel mode de

gestion peut-elle s'inspirer, alors qu'on note un relatif essoufflement des principes de la Nouvelle Gestion Publique ? Quelle sera la place des instruments de gouvernance digitale ? Comment la fonction publique réagira-t-elle à la concurrence de nouveaux offreurs de services au public ? Quels changements observe-t-on dans les attentes des usagers à l'égard de l'administration ?

Le projet d'initiative mené par l'IWEPS vise ainsi d'abord à identifier les tendances lourdes et les incertitudes qui pèseront sur la fonction publique régionale, envisagée comme un environnement en transformation. Sur la base des variables et composants de cette analyse prospective, l'objectif à moyen terme du projet est d'élaborer, avec les parties prenantes, des scénarios contrastés d'évolution qui permettent aux acteurs de l'administratif de se questionner sur leur avenir et d'adopter une attitude proactive face à ces changements.

3.14. GOUVERNANCE

L'année 2014 a vu la poursuite d'un projet de l'IWEPS portant sur l'analyse prospective de la politique scientifique dans le champ de la transition démographique en Wallonie et dans la fédération Wallonie-Bruxelles.

L'objet de ce projet est de développer une réflexion prospective afin d'anticiper les enjeux de demain et de mieux

répondre aux défis sociétaux notamment en ce qui concerne la problématique de la transition démographique.

Ce projet, réalisé en interne, a débuté en septembre 2013 et se terminera en mars 2015.

3.15. ENQUÊTE ISSP MODULES 2012 – 2013

Depuis 2006, l'IWEPS en partenariat avec le SVR – Studiedienst van de Vlaamse Regering (pour la partie néerlandophone) participe comme représentant belge au Programme international d'enquêtes en sciences sociales (ISSP).

La mission est de réaliser bisannuellement des enquêtes d'opinion sur des thèmes importants en sciences sociales afin de permettre des mises en perspective multiculturelles et multinationales des perceptions des citoyens belges et

wallons sur ces thèmes. Les données ainsi récoltées et fournies au réseau international permettent d'analyser, de comprendre et de comparer l'évolution des attitudes et comportements des citoyens face à des mutations sociales ou des questions d'organisation de la société.

Les données récoltées par enquête en 2013-2014 sont celles relatives aux modules 2012 « Identité nationale » et 2013 « Famille et rôles sociaux ».

The background image shows a person in a grey business suit, with their hand holding a glowing, metallic gear. The gear has a bright light source at its center, creating a lens flare effect. To the left, several other metallic gears of different sizes are visible, some in sharp focus and others blurred. A large, semi-transparent red circle is positioned in the center of the image, containing the chapter title in white text. The overall composition suggests themes of industry, technology, and collaboration.

Chapitre 4

SYNERGIES ET PARTENARIATS

4.1. COLLABORATIONS TRANSFRONTALIÈRES AVEC LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE LA PROSPECTIVE ET DE L'ÉVALUATION DU CONSEIL RÉGIONAL NORD-PAS-DE-CALAIS

Dans le cadre du projet des indicateurs complémentaires au PIB, une collaboration est mise en place avec la Direction du Développement durable, de la Prospective et de l'Évaluation du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais. Cette collaboration comprend deux axes principaux, (1) la réflexion autour d'un indicateur complémentaire au PIB comparable entre les deux régions, l'indice de situation

sociale, et (2) des échanges à travers la participation active, d'une part, de membres de l'IWEPS au forum hybride permanent sur les indicateurs de développement, et d'autre part, de membres de la Direction au comité des utilisateurs des indicateurs complémentaires au PIB pour la Wallonie.

4.2. SYNERGIES STATISTIQUES FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Suite au décret du 26 novembre 2009, portant assentiment de l'accord de coopération conclu le 8 octobre 2009 entre la Région wallonne (devenue Wallonie) et la Communauté française (devenue Fédération Wallonie-Bruxelles) dans le cadre du renforcement des synergies dans les matières statistiques, l'IWEPS est chargé, en collaboration étroite avec les services du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (MFWB) et l'ETNIC, de produire des analyses, des études et des collectes de données dans les domaines relevant des compétences de la Fédération.

L'objectif est de contribuer au pilotage des politiques en articulant les systèmes d'information, en harmonisant les concepts, les indicateurs et en organisant des récoltes de données de manière transversale aux découpages des compétences et des territoires. La coopération vise ainsi à réaliser des économies d'échelle et à ouvrir de nouveaux chantiers.

Dans le cadre de ce décret, l'IWEPS mobilise l'équivalent de deux temps pleins pour travailler dans les domaines relevant de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Plusieurs chercheurs de l'IWEPS contribuent à ce dispositif, soit de manière ponctuelle, soit de manière récurrente.

Le programme de travail élaboré en 2010 lors des pre-

mières réunions du Comité de coordination était composé de dix chantiers. Ce programme a été précisé lors des Comités de coordination suivants qui se sont réunis en 2012 et 2014. Les principales réalisations 2014 afférentes à ces dix chantiers sont décrites ci-dessous. Un groupe de travail Synergies Statistiques (GTSS) réunissant les trois institutions (MFWB, ETNIC, IWEPS) se réunit régulièrement pour piloter les différents projets. L'IWEPS participe également aux réunions du Comité statistique, du Comité de la Recherche et de la Task Force statistique du MFWB. Un certain nombre de travaux ont déjà été réalisés et répertoriés dans les précédents rapports d'activité de l'IWEPS. Le présent rapport ne concerne que les réalisations de 2014 et se rapporte dès lors à huit des dix chantiers du programme:

4.2.1. Données infrarégionales : disponibilités, besoins et réflexion méthodologique

En 2013, les travaux menés en collaboration avec l'observatoire de l'enseignement supérieur et le service du pilotage de l'enseignement du MFWB ont permis de produire des analyses cartographiques des d'indicateurs de l'enseignement par zone d'enseignement⁹. Une diminution du

⁹ http://www.enseignement.be/index.php?page=23827&do_id=10411&do_check=

personnel au sein du service de pilotage n'a pas permis de poursuivre les analyses en 2014.

4.2.2. Statistiques « Naissances-décès »

Dans le cadre du projet « Naissances-décès », des analyses des données relatives à la mortalité ont été réalisées par l'IWEPS à la demande de la FWB et avec la collaboration de la DG-Santé. Ces indicateurs ont été intégrés à la publication « La Fédération Wallonie-Bruxelles en chiffres 2014 ».

4.2.3. Tableau de bord de la santé

Dans le cadre du projet « Tableau de bord de la santé », un cahier « vieillissement » a été initié en 2013 dont la publication est parue en septembre 2014¹⁰. Cette publication est une initiative conjointe de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles dont la réalisation a été confiée au Panel Démographie familiale de l'ULg en association avec l'Observatoire liégeois Solidaris de la santé (Mutualité Solidaris). Le comité scientifique est composé des partenaires des synergies (FWB et IWEPS), mais aussi de l'OWS et de l'Observatoire de la santé et du social de Bruxelles. L'approche est à la fois qualitative et quantitative et la publication se présente sous forme de fiches autonomes qui traitent de thématiques telles que, par exemple, la prévention et les comportements favorables à la santé, la santé, la consommation en soins de santé, l'institutionnalisation, la pauvreté ou encore les inégalités sociales de santé pour une population de plus de 50 ans.

4.2.4. Statistiques sur l'éducation et la formation des adultes

Dans le cadre du projet « Statistiques sur l'éducation et la formation des adultes », l'IWEPS est notamment impliqué dans les collectes de données et les analyses produites par le comité de pilotage de l'alphabétisation mis en place par les autorités régionales et communautaires dans le cadre d'un accord de coopération.

Les travaux préparatoires à la production de statistiques harmonisées sur l'éducation et la formation des adultes

ont été poursuivis en 2014 avec les administrations en charge de l'enseignement de promotion sociale et de la formation en alternance dans le cadre notamment de la préparation des rapports à produire en 2015 lorsque les instances Bassins Enseignement qualifiant, Formation, Emploi seront mises en place.

4.2.5. Parcours études, formations, emplois : cadastre des sortants de l'enseignement

En mars 2014, un accord de coopération a été signé entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs. Un groupe de travail technique (provisoire) a été constitué et a entamé la préparation d'un document relatif aux bases de données et aux variables à réunir.

4.2.6. Parcours professionnels des enseignants du secondaire en début de carrière

Dans le cadre du projet « Parcours professionnel des enseignants du secondaire en début de carrière », l'IWEPS est intervenu au sein d'un groupe de travail avec l'ETNIC et le MFVB lors de la définition des objectifs du projet d'analyse des enseignants quittant l'enseignement. Ce projet qui est mené par le MFVB fait l'objet d'un marché public.

4.2.7. Comptabilité régionale : impact socio-économique du secteur culturel en Fédération Wallonie-Bruxelles

L'IWEPS participe aux réunions de travail de la fiche projet « Comptabilité régionale : impact socio-économique du secteur culturel en FWB », proposé par le service de l'Administrateur général de la culture et piloté par la Direction de la recherche. Dans le cadre de ce projet, l'IWEPS a réalisé des analyses sur la base des données de bilans de

¹⁰ <http://www.iweps.be/synergies-en-sante-cahier-bien-vieillir-preserver-lautonomie>

la BNB, de la TVA et de l'ONSS/INASTI relatives aux opérateurs subventionnés par la Fédération. Ces analyses ont fait l'objet de trois rapports de recherche qui ont été transmis à l'Administration générale de la culture du MFWB.

4.2.8. Les chiffres-clés de la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'IWEPS a participé à l'édition 2015 (à paraître) de « La Fédération Wallonie-Bruxelles en chiffres » qui couvre tous les domaines d'activité du Ministère : réalisation de nombreux indicateurs dans la partie 1 relative aux indicateurs généraux de cadrage, réalisation de mises en perspective de ces indicateurs généraux (sous forme d'encadrés) et relecture méthodologique de l'ensemble de la publication.

Dans cette nouvelle édition, l'IWEPS a rédigé la partie « zoom » qui est une analyse plus développée d'une trentaine de pages sur une thématique qui concerne les compétences de la FWB. La thématique de cette analyse varie d'une édition à l'autre. Pour l'édition 2015, le Zoom traitait des « Situations et trajectoires des jeunes : quelle diversité ? Quelle égalité ? ».

4.2.9. Autres activités

En dehors du programme de travail des 10 fiches, l'IWEPS participe également à différents comités et groupes de travail organisés par l'Observatoire des Politiques culturelles, l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, du service du pilotage de l'Enseignement, de l'Observatoire de l'enseignement supérieur et de la Direction des relations internationales. L'IWEPS a également développé des projets ne s'intégrant pas dans ces 10 fiches, mais qui concernent, au moins en partie, les compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les services concernés de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont alors intégrés aux projets.

Le poids économique des Industries culturelles et créatives (ICC) en FWB

A la suite d'une demande du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'IWEPS a mandaté une équipe de recherche de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) afin de réaliser une étude

pour évaluer le poids des ICC en Wallonie et à Bruxelles. Cette étude s'est terminée fin 2014 et la communication des résultats a été faite début 2015 (voir section 3.10 Economie).

Fonction publique

Dans le nouveau tableau de bord de la fonction publique, l'analyse couvre désormais les institutions wallonnes (Service public de la Wallonie et vingt OIP), mais aussi les institutions de la Fédération Wallonie-Bruxelles (voir section 3.12 Fonction publique).

APE Petite enfance

Dans le cadre de sa mission d'évaluation du Plan Marshall 2.Vert, l'IWEPS s'était penché, en 2013, sur le développement de nouvelles places d'accueil dans le secteur de l'enfance, et plus particulièrement, sur l'évaluation des aides à la promotion de l'emploi dans le secteur de l'enfance. Un article scientifique, visant à valoriser ces travaux, est en cours de finalisation. Il analyse le lien entre l'évolution de la disponibilité de places d'accueil et l'emploi des parents de jeunes enfants (voir section 3.4 Emploi et travail).

WalStat

'WalStat' (Wallonie Statistique) s'inscrit dans la mission scientifique transversale de l'IWEPS qui est de centraliser, stocker, élaborer, traiter et diffuser les statistiques sur la Région wallonne. Plusieurs indicateurs proviennent et sont mis à jour par le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (voir section 2.1 WalStat).

4.3. PARTICIPATION AU PROJET « SAMBA »

L'IWEPS a participé au traitement et à l'analyse de l'enquête de satisfaction, motivation et bien-être à l'administration (SAMBA) auprès des membres du personnel du Ministère de la Communauté française réalisée pour la deuxième fois à l'automne 2014. Les fichiers ont été réceptionnés en décembre et ont fait l'objet d'un premier

traitement de validation et d'analyse descriptive présenté lors d'un Comité d'accompagnement du projet en décembre. Les analyses statistiques feront l'objet de présentations aux Comité et Conseil de direction ainsi qu'aux partenaires sociaux et d'un rapport final de l'étude en 2015.

4.4. AUTRES PARTENARIATS

Par ailleurs, le processus de consolidation de la mission prospective de l'IWEPS s'est concrétisé par l'implication de l'Institut dans un travail de support méthodologique en matière de prospective dans plusieurs partenariats :

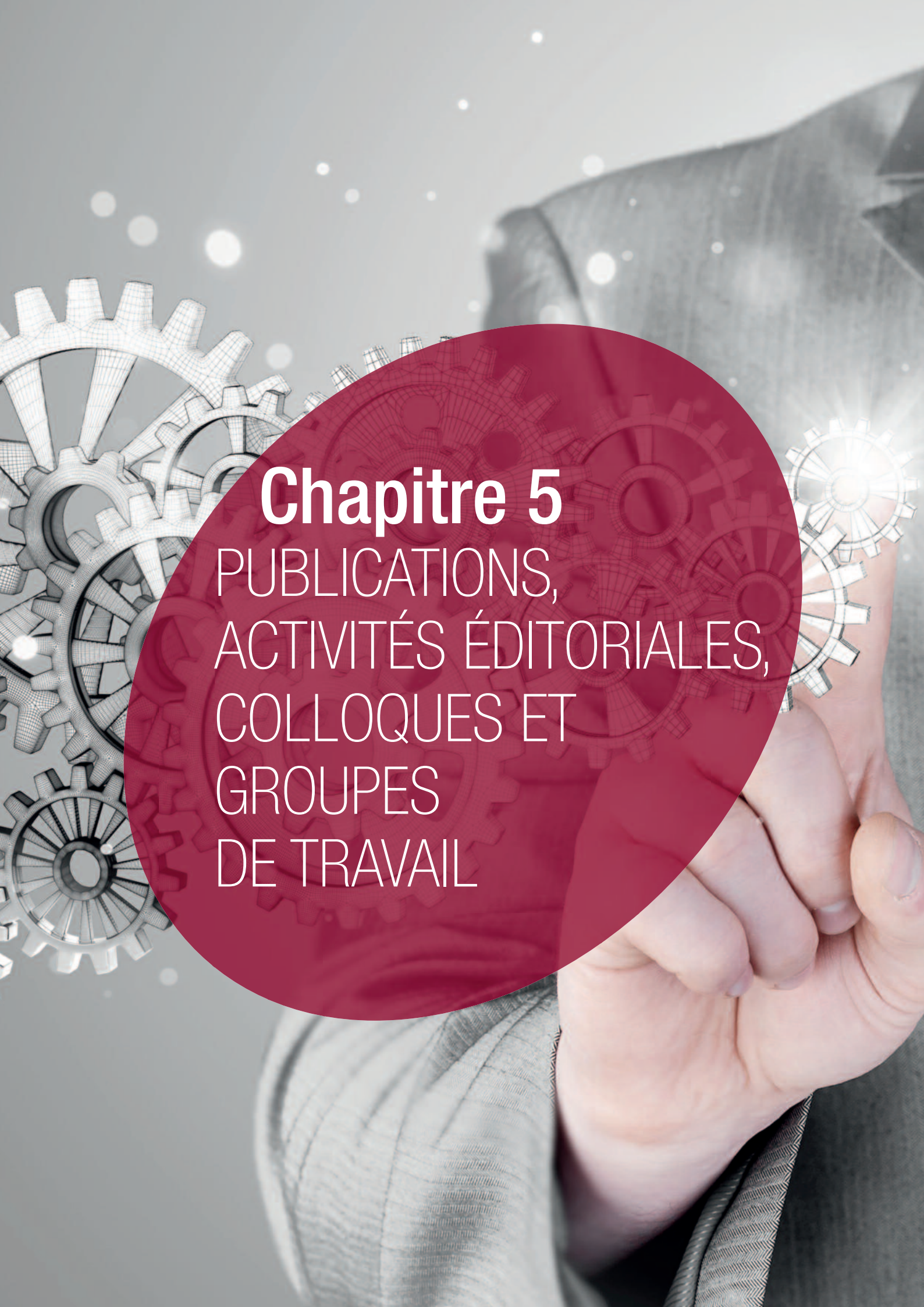
- accompagnement du projet « Territoire et énergie 2050 - CPDT » piloté par la DGO4 ;
- développement d'un partenariat avec le Département de l'Energie et du Bâtiment durable de la DGO4 en matière de prospective

Fin 2014, l'IWEPS s'est intégré à un nouveau réseau de chercheurs et de praticiens, le Prospective Lab, créé à l'initiative de l'association Futuribles International, de la chaire Prospective et Développement durable du CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers) et du Cercle des Entrepreneurs du Futur. L'initiative vise à co-crée une plateforme collaborative innovante réunissant les praticiens et acteurs de la prospective au niveau francophone.

Le Prospective Lab se veut non seulement un espace d'échanges, mais également un « foyer de renouvellement » des approches prospectives, tant au niveau des outils et méthodes que des concepts et des pratiques.

Sur la base d'une large consultation des parties prenantes, trois grands pôles d'ateliers ont été identifiés par les porteurs du projet : (1) méthodes et techniques ; (2) prospective et géographie ; (3) prospective, innovation, design et créativité. L'IWEPS entend s'inscrire, voire proposer un thème dans l'un des deux premiers pôles : défis d'une institutionnalisation de la prospective en Wallonie ; enjeux d'une diffusion d'une démarche prospective auprès d'acteurs publics.

Parallèlement à la publication de l'ouvrage « Construire les futurs » (cf. point 5), la mission de soutien méthodologique en prospective s'est également déployée par la participation à différents travaux de fin d'études universitaires, dont une thèse de doctorat, en lien étroit avec la prospective.

The background image shows a person in a grey suit jacket, with their hand holding a glowing, wireframe-style gear. The gear has a bright light source at its center, creating a lens flare effect. Overlaid on the left side of the image is a large, semi-transparent red circle. Inside this circle, the chapter title is written in white text. The text is centered and reads: 'Chapitre 5' in a large, bold font, followed by 'PUBLICATIONS, ACTIVITÉS ÉDITORIALES, COLLOQUES ET GROUPES DE TRAVAIL' in a smaller, all-caps font.

Chapitre 5

PUBLICATIONS,
ACTIVITÉS ÉDITORIALES,
COLLOQUES ET
GROUPES
DE TRAVAIL

5.1. PUBLICATIONS

5.1.1. Ouvrages

- Cardelli R., Thierry B. et Sébastien B. (Eds) (2014) *Le baromètre social de Wallonie: engagement, confiance, représentation et identité*. Louvain, Presses Universitaires de Louvain.
- Debuisson M., Régimes démographiques et structures socio-économiques. Les communautés villageoises de la province de Namur au cours de la première moitié du 19^e siècle, Peter Lang, Bern-Bruxelles, collection Population, Famille et Société / Population, Family, and Society, n°21 (à paraître).
- Guyot J.-L., Brunet S. (Eds) (2014), Construire les futurs. Contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective, Presses universitaires de Namur, Namur, 226 p.
- Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (2014) La Fédération Wallonie-Bruxelles en chiffres, Edition 2014. Bruxelles, Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Direction de la Recherche – Service de la coordination statistique, 244p.
- Ruyters C. (2014), Contribution à l'ouvrage « Evaluation du Plan de cohésion sociale 2009-2013 – Regards croisés et perspectives d'avenir », Namur, SPW Editions.
- Van Haeperen B., L'emploi public en Wallonie et Fédération Wallonie-Bruxelles, Les thématiques de l'IWEPS, Editions IWEPS, (à paraître).
- Conter B. et Muriel F. (2014) « Accueil de l'enfance et politique de l'emploi en Wallonie », in Lamotte B., Le Roy A., Massit C., Emmanuelle Puissant (Eds) *Innovations sociales, innovations économiques, XXXIV^e Journées de l'Association d'économie sociale*. Louvain-la-Neuve, Presses de l'UCL, Cahier hors série n°4 du CIRTES, pp. 401-416.
- Guyot J.-L. (2014), Temps de crise ou crise du temps ?, in Guyot J.-L., Brunet S. (Eds), Construire les futurs. Contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective, Presses universitaires de Namur, Namur, pp. 7-28
- Guyot J.-L., Rieppi S. (2014), La prospective en Wallonie : une lecture plurielle, in Guyot J.-L., Brunet S. (Eds), Construire les futurs. Contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective, Presses universitaires de Namur, Namur, pp. 55-84
- Guyot J.-L., Petit Jean M. (2014), Un espace de pertinence de la prospective pour l'action publique : le développement durable, in Guyot J.-L., Brunet S. (Eds), Construire les futurs. Contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective, Presses universitaires de Namur, Namur, pp. 181-214
- Mosty M. (2014) « Les Wallons face au PM2.5 » in Cardelli R., Bornand T. et Brunet S. (Eds) « Le baromètre social de Wallonie: engagement, confiance, représentation et identité. » Louvain, Presses Universitaires de Louvain.

5.1.2. Chapitres d'ouvrages

- Brunet S. (2014), Conclusion, in Cardelli R., Bornand T., Brunet S. (Eds), Le baromètre social de la Wallonie. Engagement, confiance, représentation et identité, PUL.
- Brunet S. (2014), Des nœuds du politique et de la prospective, in Guyot J.-L., Brunet S. (Eds), Construire les futurs. Contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective, Presses universitaires de Namur, Namur.
- Cardelli R., Bornand T. (2014), « Sentiment d'impuissance et engagement : quelle articulation ? », in Cardelli R., Bornand T., Brunet S. (Eds), Le baromètre social de la Wallonie. Engagement, confiance, représentation et identité, PUL.
- Van Haeperen B. (2014), Métiers en pénurie et adéquation formation-emploi. Regard sur la situation en Wallonie, in Touzri A. (Ed) Emploi et formation : quelles articulations, Actes de l'Université ouverte.
- Van Haeperen B. (2014), Des théories économiques aux politiques d'emploi, in Taskin L. et al. (Eds) Transformations du travail : regards multidisciplinaires, Cahiers du CIRTES n° 8, mai 2014.
- Debuisson M. (2014), « Les régimes démographiques dans la province de Namur au cours de la première moitié du 19^e siècle (1815-1856) », in Espace Populations

5.1.3. Articles scientifiques dans des revues internationales

Sociétés, 2014/1, Lille, p. 1 à 26.

5.1.4. Articles scientifiques dans des revues nationales

- Conter B. et Berthet T. (coord.), « Les politiques sociales entre inertie et réinstitutionnalisation », *Dynamiques régionales*, n°2, à paraître.
- Conter B., Demertzis V., Martinez E. (2014) « La conflictualité sociale interprofessionnelle en 2013 », dans GRACOS, « Grève et conflictualité sociale en 2013 », *Courrier hebdomadaire du CRISP* n°2208-2209.
- Laviolette C. (2014) « Construction identitaire en contexte de déliaison sociale » in *L'Observatoire*, n°81/2014, novembre, pp. 8-12.
- Laviolette C. (2014) « Le récit de vie, outil de recherche, de construction identitaire, de créations de liens... », Interview par Colette Declercq, in *L'Observatoire*, n°81/2014, novembre, pp. 61-63.
- Meunier O., Mosty M. et Van Haeperen B. (2014) « Les aides à l'investissement dans les zones franches wallonnes : enseignements d'une évaluation », *Reflets et Perspectives de la vie économique*, Tome LIII, n°2, pp. 57-73.

5.1.5. Working Papers de l'IWEPS

- Bourguignon M., Eggerickx T. et Sanderson J.-P. (2014), « Vieillesse démographique, offre et demande de services en Wallonie », *Working Paper de l'IWEPS*, n°17, novembre.
- Charlier J. et Reginster I. (2014) « Estimation des processus de reconstruction de la ville sur la ville en Wallonie - Quels apports de la statistique « permis de bâtir » ? », *Working Paper de l'IWEPS*, n°18, novembre.
- Ghaye B., Talbot B. et Reginster I. (2014) « Développement d'indicateurs locaux illustrant des défis liés à l'enseignement secondaire en Fédération Wallonie-Bruxelles », *Working Paper de l'IWEPS*, n°15, janvier.

5.1.6. Publications récurrentes de l'IWEPS

5.1.6.1. Note mensuelle de conjoncture wallonne

Cette brochure électronique qui présente en huit pages les principaux indicateurs conjoncturels commentés a été publiée chaque mois.

5.1.7.2. Séries statistiques du marché de l'emploi en Wallonie

Cette brochure reprend les statistiques mensuelles du chômage, établies à partir des données de la STAT92 du FOREM et les données annuelles du marché du travail, calculées sur la base des données de l'ICN, de l'ONSS, de l'INASTI et de l'Enquête sur les forces de travail, ainsi que les chiffres des bénéficiaires du revenu d'intégration. Cette publication d'une trentaine de pages a été mensuellement remise à jour et mise à disposition sur le site internet de l'IWEPS.

5.1.6.3. Tendances économiques – Analyses et prévisions conjoncturelles

L'analyse conjoncturelle publiée deux fois par an couvre l'ensemble des pays et des secteurs de l'économie mondiale qui, par effets imbriqués, influencent la conjoncture belge et wallonne.

En mars et octobre 2014, l'IWEPS a publié deux numéros (46 et 47) de *Tendances économiques*, à raison de 2 000 exemplaires.

5.1.6.4. Dynamiques régionales

En 2013, l'IWEPS a lancé un projet de nouvelle revue : *Dynamiques régionales*. Avec cette revue, l'Institut poursuit l'ambition de donner davantage de visibilité aux travaux scientifiques susceptibles de contribuer au débat public et à la conduite de la politique régionale. La particularité de cette revue est d'être interdisciplinaire, c'est-à-dire d'approcher sous divers angles de vue des problématiques de portée régionale. A cet effet, *Dynamiques régionales* ouvre ses pages à des contributions de diverses natures réalisées tant en dehors qu'au sein de l'IWEPS, en veillant à les rendre accessibles à un public non spécialisé.

Dynamiques régionales est une publication électronique. Tous les numéros de la revue sont accessibles gratuite-

ment sur le site internet au format pdf. La périodicité est semestrielle.

L'année 2014 a été consacrée à l'élaboration du premier numéro, publié en septembre 2014, et à la préparation du deuxième. Le premier numéro, coordonné par Béatrice Van Haeperen et Marc Zune, porte sur « L'enseignement, la formation et l'emploi au cœur du redéploiement régional ». Le deuxième numéro, coordonné par Bernard Conter et Thierry Berthet, est consacré au thème de l'euro-péanisation des politiques sociales : « Les politiques sociales entre inertie et réinstitutionnalisation ». Il paraîtra au printemps 2015.

- Mosty M. (2014) « Le Plan Langues pour les demandeurs d'emploi, une porte d'entrée vers l'emploi ? » in Van Haeperen B., Zune M. (Coord.) « L'enseignement, la formation et l'emploi au cœur du redéploiement régional », Dynamiques régionales n°1, IWEPS.

Van Haeperen B., Zune M. (2014), L'enseignement, la formation et l'emploi au cœur du redéploiement régional : Coordination et introduction, Dynamiques régionales n° 1, IWEPS

5.1.7. Rapports de recherche

- Beer A., C. Thredgold, S. Horn et J. Charlier (2014) Public housing stock transfer - impacts and implications for local government, final report for LGA, CHURP-University of Adelaide, May. <http://www.lga.sa.gov.au/web-data/resources/files/2013.37%20-%20Public%20housing%20stock%20transfer%20Final%20Report%2024%20June.pdf>
- Brunet S., Lefèvre M. et Vanderkelen F., Evaluation du PM2.Vert : évaluation globale, *Rapport de recherche de l'IWEPS*, N° 12, mars.
- Bruno N., Giarracca F., Lacave M., Reid A., Zaparucha E. (Technopolis Group) Knecht F. (Erdyn), Lefèvre M., Louis V., Vanderkelen F. (IWEPS) (2014), Evaluation de Plan Marshall 2.Vert - Evaluation thématique n°1: Pôles de compétitivité, *Rapport de recherche de l'IWEPS*, N° 7, février.
- Caruso F., Charlier J., Juprelle J., Reginster I., Orfinger C., Bruers S., et Martin C. (2014) « Indicateurs complémentaires au PIB: L'empreinte écologique et la biocapacité de la Wallonie », *Rapport de recherche de l'IWEPS*,

mai.

- Fonder M., Mosty M. (2014) « Evaluation thématique du PM2.V relative aux formations qualifiantes », *Rapport de recherche de l'IWEPS* n°9, mars.
- Manigart S., Collewaert V., Standaert T., Devigne D., (Vlerick Business School), Louis V., Meunier O., (IWEPS) (2014), Evaluation de Plan Marshall 2.Vert - Evaluation thématique n°4 : Revue de la littérature relative au financement des jeunes entreprises innovantes, *Rapport de recherche de l'IWEPS*, N° 10, Mars.
- Meunier O. (2014), Evaluation de Plan Marshall 2.Vert - Evaluation thématique n°6 : Soutien à l'investissement dans les zones franches urbaines et rurales, *Rapport de recherche de l'IWEPS*, N°9.
- Reginster I. et Ruyters C. (2014) « Indicateurs complémentaires au PIB: L'indice de situation sociale (ISS) (1er exercice) », *Rapport de recherche de l'IWEPS*, mai.
- Rieppi S, Guyot J.-L. (2014), La politique scientifique en Wallonie en matière de vieillissement : une analyse « SWOT », Institut wallon d'évaluation, de prospective et de la statistique, Namur, publication en ligne, 30 p.
- Ruyters C., Reginster I., Vanden Dooren L., Charlier J. (2014) Indicateurs complémentaires au PIB : l'indice des conditions de bien-être en Wallonie (1er exercice), *Rapport de recherche de l'IWEPS*, mai.
- Scourneau V., Lefèvre M., Vanderkelen F. (2014) « Evaluation du Plan Marshall2.Vert, Evaluation thématique n°3 : Première Alliance emploi-environnement », *Rapport de recherche de l'IWEPS* n°11.
- Technopolis Group, Erdyn et IWEPS (2014), Rapports d'évaluation individuels des six pôles de compétitivité (Biowin, Greenwin, Logistics in Wallonia, Mecatech, Skywin, Wagrallim), Rapports de recherche de l'IWEPS, non publiés (rapports confidentiels – remis en janvier 2014 au Gouvernement wallon et aux pôles de compétitivité).

5.1.8. Notes de travail

- Charlier J. (2014), Note de synthèse sur les perspectives logements pour la mission structurelle de l'OCDE sur l'immobilier (12-16 mai 2014).
- Charlier J. (2014), Note méthodologique sur l'indicateur «Terrains non urbanisés en zones urbanisables»,

http://www.iweeps.be/sites/default/files/notemethodo_tnu_versiondec2014_0.pdf.

- Charlier J. (2014), Note méthodologique sur l'utilisation des données cadastrales pour caractériser l'occupation/utilisation du sol wallon http://www.iweeps.be/sites/default/files/140827_noteocupsolcadastre_wallonie_0.pdf.

- Juprelle J. (2014), Avis officiel de l'IWEPS portant sur l'étude « Plan régional de Mobilité durable » réalisée sous l'impulsion du ministre P. Henry et de la DGO2, décembre 2014.
- Vander Stricht V. (2014), Le rapport analytique et prospectif des bassins EFE : méthodologie et contenu.

5.2. ACTIVITÉS ÉDITORIALES (COMITÉS SCIENTIFIQUES DE REVUES, DIRECTION DE COLLECTIONS SCIENTIFIQUES, CONSEIL ÉDITORIAL...)

Les membres de l'IWEPS siègent au comité de rédaction de Belgeo.

Béatrice Van Haepere est membre du comité de rédaction de la revue *Reflets et perspectives de la vie économique* et rédactrice en chef de *Dynamiques régionales*.

Jean-Luc Guyot est membre du Comité d'orientation de la revue *L'EXPANSION Entrepreneuriat*, revue professionnelle dans le domaine de l'entrepreneuriat éditée par le groupe L'Express-Roularta-l'Expansion.

Annick Vandenhooft est membre du comité éditorial du *Science Publishing Group System* pour les journaux « *International Journal of Nutrition and Food Sciences* » et « *Clinical Medicine Research* ».

Marc Debuissou est membre du comité de rédaction de la collection française *Dynamiques des populations locales*

qui publie notamment les *Cahiers de démographie locale* aux éditions NEOTHEQUE.

Sébastien Brunet est :

- co-Directeur (avec Quentin Michel) de la Collection *Non-Prolifération* aux éditions Peter Lang Publications, Bruxelles ;
- Membre du comité scientifique de la revue en ligne *Fédéralisme et Régionalisme* de l'Université de Liège ;
- Co-Directeur (avec Min Reuchamps) de la Collection *Méthodes participatives appliquées – Applied Participative Methods* aux éditions Peter Lang Publications, Bruxelles ;
- Membre du comité de rédaction de la revue *Administration Publique*.

5.3. COLLOQUES

5.3.1. Organisation de conférences, colloques et séminaires

- Debuissou M., Organisation d'une Journée scientifique le 27 mars 2014 sur « Guerre et démographie » à la Fondation Universitaire à Bruxelles, sous l'égide de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB) et de la Vereniging voor demografie (VVD).
- Debuissou M., Organisation et remise du « Prix Verhulst

2013 » sous l'égide de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB) et de la Vereniging voor Demografie (VVD), prix récompensant le meilleur mémoire belge dans le domaine de l'étude scientifique des populations. Fondation universitaire, le 27 mars 2014.

- Debuissou M., Organisation d'une Journée scientifique le 28 novembre 2014 sur « Demographic Dynamics in Brussels. Particularities, challenges and international

comparisons » au Palais des Académies à Bruxelles, sous l'égide de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB) et de la Vereniging voor demografie (VVD), de l'IBSA et de Brussels Studies Institute (BSI).

- Reginster I, Ryuters C., Organisation de la 6^e Conférence méthodologique de l'IWEPS « Indicateurs complémentaires au PIB: outils de connaissance et d'action pour le progrès sociétal » en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan, 12 décembre 2014 Namur.
- Verschuere F., Organisation d'un Workshop « Outils d'évaluation ex ante des effets des politiques publiques », le 24 juin 2014, Namur.

5.3.2. Contribution à des conférences, colloques et séminaires et activités de vulgarisation

- Bastyns C., Godenir A., Mainguet C. « Institutionnalisation de l'alphabétisation en Belgique francophone : en quoi les politiques de l'emploi et la référence à l'employabilité ont-elles modifié le champ ? » Intervention le 10 avril 2014 Sixième congrès de l'Association belge francophone de science politique (ABSP): « Politiques de crise, crises du politique », section Crises et réinstitutionnalisation des politiques sociales ULg.
- Brunet S., Lefèvre M., Louis V., Vanderkelen F. : présentation, avec la collaboration des équipes de Technopolis Group et Erdyn, du rapport de l'évaluation thématique PM2.V « pôles de compétitivité » et des six rapports d'évaluation individuels des pôles de compétitivité aux cellules opérationnelles des pôles de compétitivité, 11 mars 2014.
- Brunet S., Lefèvre M., Louis V., Vanderkelen F. : présentation du rapport de l'évaluation thématique PM2.V « pôles de compétitivité » à la Commission de « l'économie, des investissements, des politiques industrielles et sectorielles, du tourisme et du commerce extérieur » du Conseil économique et social de Wallonie (CESW) 17 mars 2014.
- Brunet S., Lefèvre M., Louis V., Vanderkelen F. : présentation des rapports des évaluations thématiques « pôles de compétitivité » et « programmes mobilisateurs » au Conseil wallon de la Politique scientifique (CPS), 25 avril

2014.

- Cardelli R., Vandenhoof A., Présentation des données de l'enquête SHARE. « Share : enquête sur le vieillissement, la santé et la retraite en Europe » Midis-santé. DGO5 et Observatoire wallon de la Santé (OWS)-., OWS, 24 juin 2014.
- Caruso F, Louis V., Meunier O., Van Haeperen B., Vercheren F., Workshop sur les outils d'évaluation ex ante des effets des politiques publiques organisé par l'IWEPS et le laboratoire EQUIPPE de Lille – 24 juin 2014 à Namur.
- Charlier J. : Préparation réponses à interview sur les villes nouvelles par RTL-TV (31 mars 2014).
- Charlier J. : Interview sur les villes nouvelles dans Trends Tendence (6 mars 2014).
- Charlier J. : Audition au parlement wallon le 23/01/2014 dans le cadre d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement wallon à lancer un programme exceptionnel de création et d'entretien de logements. Présentation conjointe avec Anne Deprez et Frédéric Caruso. Notre présentation mettait l'accent sur les besoins futurs en matière quantitative de logements et terrains pour l'habitat.
- Conter B., 2014, "The activation turn in Wallonia. European. Toward a paradigm shift of the Child care policy", Communication à la Conference on integrated activation policies. Cross-sectorial policies in practice, Bordeaux 13 mai.
- Conter B., Fonder M., 2014, « Accueil de l'enfance et politique de l'emploi en Wallonie », Communication aux Journées de l'Association d'économie sociale, Grenoble, 10 septembre.
- Conter B., Berthet T., 2014, coordination de la Section thématique « ré-institutionnalisation des politiques sociales » du colloque de l'Association belge de science politique, Liège, avril.
- Conter B., Participation au débat « European youth and employment. How should we organise ourselves ? », Cafababel Brussels, 2 décembre 2014.
- Conter B., participation à la soirée débat : « Emploi des jeunes », Conseil de la Jeunesse, 10 novembre.
- Conter B., animation et synthèse de la table ronde sur les politiques de l'emploi, Journée d'étude de la FEBISP,

Emploi et économie : quelle économie pour quel emploi ?, 16 octobre.

- Conter B., Politiques de l'emploi : comment lire les évolutions récentes ? , Journée de réflexion de la COBEFF (Coordination bruxelloise pour l'emploi et la formation des femmes, 16 décembre.
- Conter B., « De l'Etat Providence à l'Etat Social actif : recontextualisation historique et liens avec les politiques sociales européennes », journée de formation du Personnel de Lire et écrire, 8 mai.
- Laviolette C. : « Le travail en marge de l'emploi » Colloque CIRTES- UCL – Charleroi, 16/01/2014 : Co-animation de l'atelier « la relation au temps comme compétence stimulée dans les pratiques d'accompagnement vers l'emploi. »
- Laviolette C. : « Déliaison dangereuse ? Ces forces qui nous lient et nous délient. » Colloque organisé par la Province du BW et le centre de santé mentale de Jodoigne, Domaine Provincial d'Hélécine le 1/04/2014 : Communication en plénière : « Construction de sens et de lien. Regard croisé entre travail de terrain et de recherche ».
- Reginster I. Comité économique et social européen, Bruxelles : LET'S TALK HAPPINESS Beyond GDP, Présentation de l'expérience wallonne (Belgique) dans la session « How to build indicators beyond GDP: strengths and weaknesses of statistics: The witnesses to national (regional) experience » 10/6/2014.
- Reginster I., 27th Session of the Working Party Territorial Indicators OCDE Paris: déléguée belge (Wallonie), participation active 25/11/2014.
- Ruyters C., Demi-journée de réflexions sur « La participation citoyenne : comment participer et faire participer ? », organisée en collaboration avec ISPOLE (UCL), SPIRAL (ULg) et la Maison des Sciences de l'Homme, Centre culturel de Chênée, 1er octobre 2014 – intervention pour les conclusions (diaporama de présentation disponible).
- Reginster I., Ruyters C. How's Life in Your Region? Measuring Well-being for Policy Marking, Workshop OCDE Paris : déléguée belge (Wallonie) participation active, 25/11/2014.
- Reginster I., Ruyters C., co-organisation et présentation dans la session 2 : « Processus et mise en œuvre en Wallonie et au niveau fédéral: Mesure du progrès sociétal en Wallonie, cadre conceptuel et méthodologique des indicateurs complémentaires au PIB : premiers résultats », Sixième Conférence méthodologique de l'IWEPS en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan : «Des indicateurs complémentaires au PIB, outils de connaissance et d'action pour le progrès sociétal», 12/12/2014.
- Reginster .I., Ruyters C., Interview dans Alterechos N°384 , 16 juin 2014.
- Reginster I., Ruyters C., «Le projet indicateurs complémentaires au PIB en Wallonie», présentation aux Rencontre des 15 communes pilotes du projet «bien-être concerté», 22/05/2014.
- Reginster I, Ruyters C. ,»Les indicateurs complémentaires au PIB pour la Wallonie, quels objectifs? Quels usages? présentation à la 2e rencontre du Forum hybride permanent du Nord Pas de Calais, Lille, 27/05/2014.
- Reginster I., Ruyters C., «Les indicateurs complémentaires au PIB pour la Wallonie, quels objectifs? Quels usages? Midi du SPEP, Bruxelles, 18/06/2014.
- Reginster I., suivi des travaux sur le développement territorial de la CPDT : présidente d'un CA, membre du CA du Centre de Ressources.
- Scourneau V., Valorisation du rapport d'évaluation de la 1re AEE : Interview et publication d'un article dans l'édition de décembre 2014/janvier 2015 du magazine périodique de la Confédération Construction.
- Scourneau V., Présentation des résultats du rapport d'évaluation de la 1re AEE au Conseil d'Administration de la Confédération Construction.
- Van Haeperen B. (2014), Colloque « *Quantification des politiques versus démocratisation de la mesure* », Ulg, 2-3 juin 2014 : communication « des indicateurs pour observer et évaluer ».

5.4. PARTICIPATION À DES RÉSEAUX ET GROUPES DE TRAVAIL

5.4.1 Réseaux et groupes de travail scientifiques

- ASHIVIF (participation aux séminaires de l'Association des Histoires de Vie en Formation) Paris
- Association belge de science politique, Groupe de travail Question sociale (QS).
- Association internationale des sociologues de langue française
- Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité-ULg
- Cirtes UCL (Centre de recherche « Travail – Etat – Société »).
- Comité d'accompagnement de la recherche « Emploi-Pauvreté : EMPOV » du Service public de programmation de la Politique scientifique fédérale
- Comité de pilotage scientifique du CEFIP (Centre de connaissances du financement des PME)
- Comité des experts du Baromètre de la diversité dans le logement, organisé par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.
- Conseil scientifique du Centre d'Epidémiologie Périnatale (CEpiP).
- CRIDIS UCL (Centre de recherche « Développement – Institutions – Subjectivité »)
- FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) et FAIR Wallonie-Bruxelles (Forum pour d'autres indicateurs de richesse)
- GEP (Groupe d'échange et de pratiques sur les histoires de vie) de l'Association Internationale des Histoires de Vie en Formation (ASHIVIF) Paris
- Groupe de recherche et d'analyse des conflits sociaux (GRACOS)
- PEKEA (*Political and Ethical Knowledge on Economic Activities*)
- Réseau ISSP
- Réseau « Démographie et territoires »
- Société belge de Statistique
- Société démographique francophone de Belgique
- Société française de l'Evaluation
- Société wallonne d'Evaluation et de Prospective

5.4.2 Réseaux et groupes de travail mixtes (scientifiques, administratifs, société civile)

- Comité d'accompagnement de l'étude « Bilans énergétiques la Région wallonne » SPW-DGO4
- Comité d'Accompagnement de l'étude de faisabilité d'un modèle régional de diagnostic prospectif de la demande de transport en Wallonie commandité par la DGO2 à la demande du Ministre de la mobilité
- Comité d'Accompagnement de l'étude du Plan Régional de Mobilité Durable commandité par la DGO2 à la demande du Ministre de la mobilité
- Comité d'accompagnement et Comité scientifique de l'Observatoire des Politiques culturelles (OPC), Fédération Wallonie-Bruxelles
- Comité d'accompagnement des études menées par les universités dans le cadre du projet INES OCDE (publication de Regards sur l'Education) (Direction des relations internationales, Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles)
- Comité d'accompagnement de l'étude « Calculs d'indicateurs de flux de matières en Wallonie », initié par le SPW - DGO3
- Comité d'accompagnement du projet « Communes Wallonie cyclable »
- Comité d'accompagnement de l'étude « Evaluation des Plans de mobilité », DGO2
- Comité d'accompagnement des études réalisées dans le cadre du « Plan Wallonie cyclable et Communes pilotes Wallonie cyclable » menées par les DGO1, DGO2 et cabinet mobilité : Etude « Observatoire informatisé du vélo », Etude « impact économique du vélo en Wallonie ».
- Comité d'accompagnement - Etude de faisabilité d'un modèle régional de diagnostic prospectif de la demande de transport en Wallonie, menée par la DGO2.
- Comité d'accompagnement de la recherche « Non recours aux droits et aux services d'éducation et de formation des jeunes âgés de 15 à 24 ans en FWB : Réalités et leviers » de l'OEJAJ.
- Comité de pilotage du Centre d'appui de lutte contre les violences entre partenaires.

- Comité d'accompagnement de EMPOV (recherche du SPF Politique scientifique)
- comité de pilotage du Centre d'appui de lutte contre les violences entre partenaires. DGO5
- Comité d'accompagnement et Comité scientifique de l'Observatoire des Politiques culturelles (OPC)
- Comité d'accompagnement de l'enquête SAMBA, Ministère de la FWB
- Comité d'accompagnement de l'Enquête Qualité de l'habitat en Wallonie, organisé par la DGO4
- Comité d'accompagnement du projet « Prospective recherche verte » lancé par le Cabinet du Ministre Nollet
- Comité d'accompagnement du projet « Prospective sectorielle et chaînes de valeurs » lancé par le Cabinet du Ministre Marcourt et piloté par la DGO6
- Comité d'accompagnement du projet « Territoire et énergie 2050 - CPDT » piloté par la DGO4
- Comité d'accompagnement du projet « Structure territoriale et chaînes d'activités - articuler mixité, densité et accessibilité » - CPDT »
- Groupe de travail pour délimiter les demandes des administrations dans le cadre de la programmation à venir des nouveaux thèmes de recherches de la CPDT.
- Comité d'accompagnement de l'étude de faisabilité d'un modèle régional de diagnostic prospectif de la demande de transport en Wallonie, menée par la DGO2.
- Comité d'accompagnement de l'étude relative à relative à l'estimation des économies financières et environnementales liées utilisation plus efficace des ressources naturelles en Wallonie (étude commanditée par la Direction de l'état de l'environnement (SPW-DGO3)).
- Groupe de travail OCDE : « *Working Party on Territorial Indicators* » (WPTI), correspondants statistiques de l'OCDE pour les données territoriales wallonnes et belges, veille en données et indicateurs territoriaux «au sens large».
- CSO (Comité de suivi et d'orientation) de la mesure «indicateurs complémentaires au PIB pour la Wallonie» du Plan Marshall 2.vert.
- Comité d'accompagnement de la recherche SIGENSA (SPW DGO3- ISSEP). (projet visant la cartographie de la multi-exposition aux pollutions environnementales (et notamment la pollution des sols))
- Groupes de travail du Comité de coordination statistique pour la réalisation du programme statistique 2013
- Comité d'accompagnement de l'étude « Elaboration d'indicateurs de développement de l'accueil et de l'éducation des enfants de 0 à 3 ans », OEJAJ, Ministère de la FWB.
- Comité de pilotage de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi.
- Comité de suivi de l'évaluation gouvernance de l'Alliance emploi-environnement
- Comité de pilotage du Small Business Act Wallon
- Comité de suivi de l'Alliance emploi-environnement
- Comité de suivi opérationnel « Indicateurs complémentaires au PIB »
- Comité des utilisateurs dans le cadre des « Indicateurs complémentaires au PIB »
- Comité technique de la Sowaccess
- Comité technique portant sur la réalisation de l'enquête BELDAM 2015 (enquête nationale sur la mobilité des Belges) en partenariat avec la PSF et le SPFMT.
- Commission régionale Vélo
- Conseil supérieur de la statistique et Bureau du Conseil supérieur de la statistique
- Conseil supérieur de la Statistique, Groupe de travail CSS - Statistiques du Transport routier de Marchandises
- CPDT, via une participation aux Comités d'accompagnement des thèmes Implantations commerciales, politique foncière, Etat du territoire wallon, Projets d'agglomération, structure territoriale et mobilité etc. participation aux CAs, CPs
- Groupe de travail Indicateurs du PAN Inclusion sociale, SPF Sécurité sociale
- Groupe de travail OCDE : Working Party on Territorial Indicators (WPTI), correspondants statistiques de l'OCDE pour les données territoriales wallonnes et belges
- Groupe de travail « Harmonisation de la collecte des données issues des services partenaires des Relais sociaux de Wallonie », organisé par l'IWEPS

- Groupe de travail au niveau des indicateurs de mobilité du tableau de bord de l'environnement wallon
- Groupe transversal SPW et administrations sur le thème du transport
- Groupe de travail du plan « Wallonie cyclable », Interca-binet et Commission régionale vélo, DGO1 et DGO2
- Groupe de travail entre la BNB et les services d'études régionaux (IBSA, SVR et IWEPS), pour le développement des statistiques économiques régionales
- Groupe de travail du Bureau fédéral du Plan, en asso-ciation avec les offices statistiques régionaux (IBSA, SVR, IWEPS) relatifs au développement de modèle de prévision économique régional à moyen terme HERM-REG
- Groupe de travail du Bureau fédéral du Plan, en asso-ciation avec les offices statistiques régionaux (IBSA, SVR, IWEPS et démographes académiques) relatifs aux perspectives de population et de ménages
- Groupe de travail sur les synergies statistiques (GTSS), en association avec le Ministère de la Fédération Wallo-nie-Bruxelles, l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) et l'IWEPS.
- Comité de la Recherche du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Task Force statistique du Ministère de la Fédération Wal-lonie-Bruxelles
- Comité Statistique du Ministère de la Fédération Wallo-nie-Bruxelles
- Groupe d'utilisateurs du Datawarehouse « Marché du Travail et Protection Sociale» de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale
- Groupe de travail « Genre et statistiques », mis sur pied en 2012 par la DGSIE et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes
- Plateforme d'Intelligence Territoriale Wallonne –DGO4, Institut Destrée
- Transeo (European association for SME transfer)
- Comité Stratégique de la Géomatique
- Comité d'accompagnement de l'étude « NEET », OEJAJ, Ministère de la FWB
- Comité transversal d'encadrement de l'évaluation du Plan Marshall 2.Vert (organisé par l'IWEPS)
- Groupe de travail des techniciens « statistiques » de l'ONEM
- Groupe de travail d'harmonisation des estimations de population active, SPF Emploi, Travail et Concertation sociale
- Werkgroep Datamanagement organisé par de « Vlaamse overheid - Departement Werk en Sociale Eco-nomie - Afdeling Beleid »
- Comité de suivi méthodologique des travaux d'évalua-tion du New Deal bruxellois
- Comité d'accompagnement du projet LFS&Time, Belspo
- Comité transversal d'encadrement de l'évaluation du PM2.Vert.
- Comité d'accompagnement du projet « PREVIEW ».
- Comité d'accompagnement de la recherche « Approche structurelle de la lutte contre l'appauvrissement : le cas des familles monoparentales », Fondation Roi Baudouin, Bruxelles.
- Groupe de travail « Attractivité des études et métiers scientifiques et techniques », mis en place par le Conseil wallon de la politique scientifique.
- Chambre de concertation « agences de placement »
- Comité d'accompagnement interdépartemental du Plan HP
- Comité de pilotage de l'alphabétisation (Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Service public de Wallo-nie, Cocof...)
- Comité technique d'Evaluation du FSE
- Commission Chèques Formation et Chèques formation à la création d'entreprises
- Commission consultative et d'agrément des centres de validation des compétences
- Refernet Belgium, réseau belge piloté par le CEDEFOP qui porte sur les politiques d'enseignement et de forma-tion professionnels (Vocational Education and Training)
- Communication publique Wallonie - Bruxelles
- Conseil de l'Education et de la Formation, Chambre de la Formation et Chambre de l'Enseignement (Ministère

de la Fédération Wallonie-Bruxelles)

- Commission Consultative Formation, Emploi et Enseignement (CCFEE, COCOF)
- Groupe de travail Indicateurs du dispositif Certification par Unités (CPU)
- Groupe de travail Indicateurs Droits de l'enfant, conjoints à la Wallonie et à la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Groupe de travail « Attractivité des études et métiers scientifiques et techniques », mis en place par le Conseil wallon de la politique scientifique
- Groupe de travail Education Formation 2020 (Direction des Relations internationales du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles)
- Groupe de travail intercabinet Cohésion sociale (Gouvernement wallon)
- Groupe de travail pour la rédaction des « atlas transfrontaliers »
- Groupe de travail « Observatoire des espaces transfrontaliers » (piloté par la DATAR et la DGO4 du SPW)
- Groupe de travail des statisticiens de la Grande Région
- Groupe des conjoncturistes de la Grande Région
- Groupe des utilisateurs de l'EFT (DGSIE), en particulier mesure du niveau de diplôme (+ adaptation à la nouvelle classification internationale)
- Groupe de travail Cadastre des sortants, Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Groupe de travail du CSEF de Liège pour réaliser une cartographie de l'offre de formation et d'insertion sur le territoire du CSEF de Liège
- Groupe de travail DGSIE/FWB/ETNIC/IWEPS pour la mise en place d'outil Métadonnées
- Réseau Refernet Belgium (projet CEDEFOP)
- Groupe « inter-observatoires de la santé en Wallonie »
- Groupe Commu SPW-OIP
- Groupe de travail Pilotage de l'alternance (ALTIS)
- Observatoire wallon de l'emploi
- Comité de suivi de l'évaluation des résultats atteints par la politique des pôles de compétitivité (organisé par l'IWEPS)
- Comité de pilotage du marché public « parcours usagers » d'Easi-Wal
- Membre du comité de coordination du parcours d'accueil des primo-arrivants.
- Chambre de concertation « agences privées de placement ».
- Comité de pilotage du projet « cadastre du non-marchand ».
- Comité de suivi du volet santé de la définition des indicateurs par la Commission Nationale aux Droits de l'Enfant.

The background image shows a person in a grey suit jacket, with their hand holding a glowing, metallic gear. The gear has a bright light source at its center, creating a lens flare effect. To the left, there are several other gears of different sizes, some of which are rendered in a wireframe style. A large, semi-transparent red circle is positioned in the center of the image, containing the chapter title and subtitle in white text.

Chapitre 6

ACTIVITÉS
D'ENSEIGNEMENT
ET D'ENCADREMENT
ACADÉMIQUE

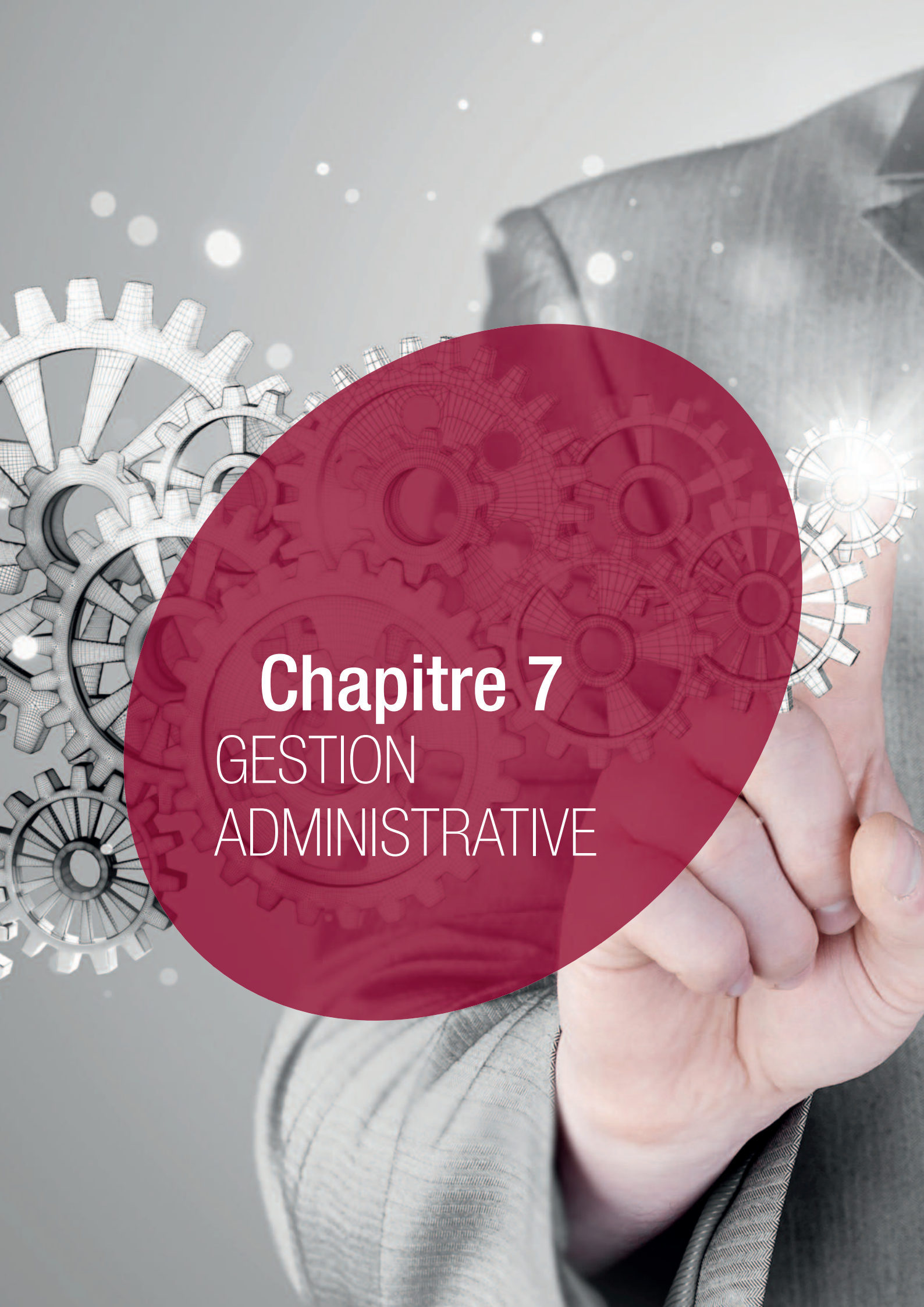
- Sébastien Brunet est professeur à temps partiel à la Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie à l'Université de Liège où il enseigne un cours de « Méthodologie de la prospective et de l'analyse stratégique ».

Sébastien Brunet et Jean-Luc Guyot ont participé à l'élaboration et la mise en place d'un certificat interuniversitaire en prospective, en partenariat avec l'UCL et l'ULg. Ils ont pris en charge la conception et organisation des modules 1 (Introduction aux concepts de base), 2 (Méthodes de la prospective), 3 (Les champs de pratique de la prospective) et 4 (Séminaire d'intégration).

- Bernard Conter intervient dans le cadre du cours « Politique sociale européenne : une introduction », exposé à la Haute école Condorcet, Marcinelle, avril 2014 et du cours « Stratégie européenne pour l'emploi : des clés de lecture théoriques », master de sociologie du travail (Prof. JF Orianne), Université de Liège, 14 mars. Il a encadré le stage à l'IWEPS de M. Van Bielen, stage dans le cadre du Master en sciences politiques, UCL, mai.
- Jean-Luc Guyot est professeur à l'UCL. Il y enseigne les méthodes et techniques de la recherche en sciences sociales, la statistique et l'analyse socioéconomique du champ de la formation. Dans le cadre de ses enseignements, il encadre plusieurs mémoires et est membre du comité d'accompagnement de deux doctorats, l'un en sociologie, l'autre en sciences politiques.
- Catherine Laviolette anime le Séminaire méthodologique sur les récits de vie avec un groupe d'étudiant de la Fopes et de la Fopa – UCL, suit des mémoires d'étudiants de l'UCL et des FUSL et est membre du comité d'accompagnement d'une thèse de doctorat UCL-U Genève.
- Muriel Fonder donne un cours à la FOPES (UCL) « Conception et évaluation économique de politiques et de projets » et encadre des mémoires.
- Martine Lefèvre a encadré deux stagiaires, l'un étudiant en « Evaluation et suivi des politiques publiques » à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon et l'autre étudiant en Master en Administration publique à l'UCL (management et évaluation des politiques publiques), Louvain-la-

Neuve.

- Isabelle Reginster est membre du comité de thèse de Zoé Lejeune (IWEPS/ULg).
- Christine Ruyters intervient dans le cadre du cours d'Evolution des pratiques d'intervention sociale (EPIS) du Master en 'Ingénierie et Action sociales' (MIAS), Haute Ecole de la Province de Liège et HELMO Liège, 27 février 2014 (présentation power point disponible : « De l'apport de la statistique à la décision politique et à l'action publique »).
- Annick Vandenhooft est professeure invitée à l'Institut Paul Lambin. Elle y donne un cours d'épidémiologie nutritionnelle aux étudiants en diététique et un séminaire d'introduction à l'épidémiologie aux étudiants en biologie médicale. Elle suit un mémoire de l'ULg (Ecole de Santé publique).
- Françoise Vanderkelen a suivi une stagiaire étudiante en Sciences mathématiques aux FUNDP, Namur.
- Béatrice Van Haeperen est professeure à l'UCL. Elle dispense des cours d'économie du travail (Institut des sciences du travail) et de « conception et évaluation économique de politiques et de projets » (FOPES) et elle encadre des mémoires d'étudiants. Elle intervient sur *l'institutionnalisation de l'évaluation en Wallonie*, dans le cadre du Certificat en évaluation des politiques publiques, 14 mars 2014.
- Valérie Vander Stricht a encadré le stage (20 janvier 2014 au 7 février 2014 inclus) de Carol-Ann Schmidt, étudiante en mathématique. Le stage s'est clôturé par un rapport de 7 pages que Carol-Ann a présenté le 6 février 2014 aux chercheurs de l'IWEPS : « Analyse multivariée de la situation des jeunes sur le marché du travail par commune sur la base des Comptes de l'emploi wallon ».
- Frédéric Vesentini est chargé de cours invité à l'Université catholique de Louvain, où il a en charge le cours de « Statistiques et méthodes informatiques en criminologie ». Il intervient également dans diverses formations méthodologiques en sciences sociales, notamment dans l'Atelier méthodologique de la recherche à Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Versailles-Saint-Quentin (F).

The background image shows a person in a grey suit jacket, with their hand visible holding a small, glowing, metallic gear. The gear has a bright light source at its center, creating a lens flare effect. A large, semi-transparent red circle is positioned in the center of the frame, partially obscuring the person's hand and the gear. Inside this red circle, the chapter title is written in white text. The overall aesthetic is professional and modern, with a focus on mechanical and administrative themes.

Chapitre 7

GESTION
ADMINISTRATIVE

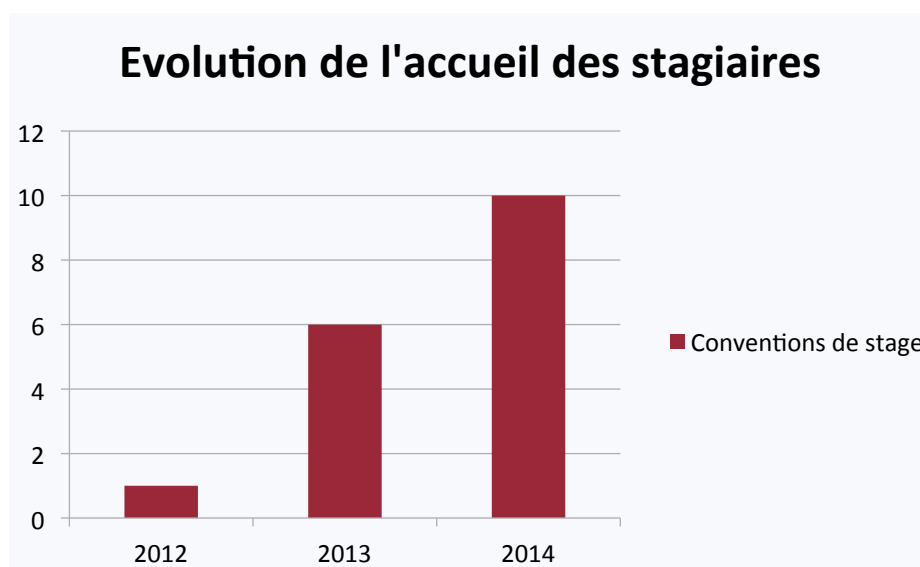
7.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

La Cellule des Ressources Humaines a pour objectif, en tenant compte des missions de l'Institut, des différents projets qui y sont conduits et des contraintes de fonctionnement, de créer un environnement de travail agréable tout en développant le potentiel humain des collaborateurs.

En 2014 les activités se sont centrées principalement sur l'organisation de six procédures d'engagement. L'encadrement d'étudiants stagiaires s'est nettement développé

et les initiatives entreprises en 2013 ont été poursuivies.

En matière de formation, dans l'attente du développement d'un plan de formation conforme à la réorganisation de l'Institut, les membres du personnel ont suivi principalement les modules proposés par le SPW jusqu'au transfert vers l'Ecole d'Administration Publique. En outre, pour répondre aux demandes spécifiques, l'institution a pris en charge des formations externes au SPW.



7.2. MARCHÉS PUBLICS

En 2014, 10 nouvelles procédures de marchés publics ont été initiées.

Ces procédures concernent toutes des prestations de services et se répartissent comme suit :

- appel d'offres ouvert : 1
- procédure négociée sans publicité : 9

7.3. BIBLIOTHÈQUE

Les activités de gestion de la bibliothèque et d'appui aux utilisateurs ont été poursuivies en 2014. Fin 2014, la bibliothèque compte près de 4 950 ouvrages répertoriés ; plus de 200 abonnements sont en cours. La gestion de la bibliothèque est dorénavant assurée par le Comité de gestion de la bibliothèque, composé de l'Administrateur général, de la responsable de la bibliothèque et de plusieurs chargés de recherche de disciplines variées.

L'appui aux utilisateurs a principalement consisté en des collaborations logistiques, ponctuelles ou régulières, aux missions du service :

- mise à jour de la base de données documentaire de la bibliothèque : dépouillement, encodage et classement

des revues et ouvrages entrants et sélection thématique en fonction des recherches en cours ;

- recherche de documentations nécessaires pour les membres de l'Institut ;
- gestion des commandes d'ouvrages (commande - réception - distribution) ;
- échanges avec différents centres de documentation ;
- gestion et expédition des demandes de publication de l'IWEPS via le « Téléphone vert », la librairie du SPW, le site internet de l'Institut, les demandes par téléphone et par courriel.

7.4. INFORMATIQUE

Les activités de la cellule informatique de l'année 2014 se sont concentrées sur les projets suivants :

- WalStat, le portail dédié des statistiques locales avec cartographie, graphiques... Trois versions développées en 2014.
- DAC: une webapp pour gérer la demande d'accès aux données confidentielles.
- Bons de commande: développement d'une webapp.
- Catalogue des sources: développement d'une webapp.

- Extension d'intradata pour gérer les projets, et les espaces de directions/cellules.
- Migration de Oracle vers PostgreSQL.
- Réintégration du serveur Web en nos locaux.
- Migration Antivirus de Eset vers Bitdefender.
- Abandon progressif des serveurs Windows 2003
- Outre ces projets spécifiques, la cellule TIC assure les activités quotidiennes et de maintenance qu'une telle équipe doit gérer.

7.5 COMMUNICATION

En 2014, les actions ont été poursuivies, dont les objectifs sont de faire connaître les activités de l'institution, assurer la visibilité, asseoir la légitimité et la crédibilité de l'institution et diffuser les productions de l'Institut. Les publics cibles sont repris comme suit : Gouvernement et Parlement wallons, Administration wallonne, Organismes d'intérêt public (OIP) et Partenaires sociaux, Communauté scientifique (universités, institutions de recherche belges et étrangères), Personnel, Décideurs socio-économiques, Mandataires locaux, Presse et Citoyens.

7.5.1 Les publications

Concernant les publications (voir 5. pour plus de détails), l'année 2014 a vu la parution de trois *Working Papers*, douze Notes mensuelles de conjoncture wallonne, douze numéros des Séries statistiques du marché de l'emploi en Wallonie, deux éditions de Tendances économiques, sept rapports de recherche (en majorité consacrés à l'évaluation du Plan Marshall 2.Vert), le premier numéro de Dynamiques régionales et trois rapports sur les indicateurs complémentaires au PIB.

7.5.2 Les événements

En 2014, deux événements ont été organisés.

- Workshop « Outils d'évaluation *ex ante* des effets des politiques publiques », le 24/06/2014

Au cours des deux dernières décennies, l'évaluation scientifique des politiques publiques s'est peu à peu imposée en Europe comme une étape incontournable dans le processus de prise de décision. Deux approches sont souvent distinguées. Une évaluation de type *ex post* vise à déterminer dans quelle mesure une politique a atteint les objectifs fixés. Une évaluation de type *ex ante* cherche quant à elle à estimer les effets attendus de scénarios alternatifs dans l'action publique et, placée à un niveau agrégé, à éclairer les décideurs sur la cohérence du *policy-mix* envisagé. Son objectif principal est de rationaliser l'intervention publique et d'en améliorer son efficacité.

C'est précisément cette seconde approche qui a constitué le fil conducteur de ce workshop. Il a insisté plus précisé-

ment sur les avantages de disposer d'outils et de modèles mathématiques lorsqu'une nouvelle politique ou une modification de celle-ci est mise à l'agenda. Comment conçoit-on un tel outil d'évaluation ? Quelles sont les données nécessaires ? Quels types de résultats et d'interprétations peut-on en tirer ? Quelles sont les pistes de recherche au niveau régional ? Organisé conjointement par l'IWEPS et le laboratoire EQUIPPE de Lille, dont les membres partageront leurs travaux, ce workshop s'inscrivait dans une dynamique cherchant à instaurer une véritable culture de l'évaluation en Wallonie. Il s'adressait plus particulièrement aux chercheurs, doctorants, décideurs publics et privés, fonctionnaires sensibles aux thématiques de la formalisation, de l'anticipation et de l'évaluation.

Ont ainsi présenté leurs travaux Hubert Jayet, Jérôme Foncel, Moez Kilani, Thomas Baudin, Jean-Philippe Garnier et Fredo Jean-Baptiste du laboratoire EQUIPPE de l'Université Lille 3 et Frédéric Verschuere de l'IWEPS.

Le Workshop a rassemblé plus de 50 personnes.



- 6e Conférence méthodologique « Des indicateurs complémentaires au PIB : Outils de connaissance et d'action pour le progrès sociétal », le 12/12/2014

Dans les débats « Au-delà du PIB » qui mobilisent les institutions scientifiques publiques, l'IWEPS pour la Wallonie et le Bureau fédéral du Plan pour la Belgique ont été désignés par leur gouvernement respectif pour élaborer des indicateurs complémentaires au PIB. Ces mêmes gouvernements se sont également engagés à développer et suivre, à l'aide d'indicateurs, des Stratégies de Développement durable. Afin de mener à bien leurs missions, les experts scientifiques publics mobilisés sont donc en quête de balises pour guider la conception de ces indicateurs et les relier aux actions pour le progrès sociétal. Organisée en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan et en présence de son Commissaire, Philippe Donnay, cette conférence entendait partager les expériences et les savoirs sur cette matière. Elle était composée de trois sessions. La première session portait sur la connaissance et l'action à différents niveaux de pouvoir. Sont intervenus Claire Plateau (INSEE France), Rutger Hoekstra (Statistiques Pays-Bas), Pierre-Jean Lorens et Stéphane Humbert (Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, France), Lidia Bratanova (UNECE) et Fabrice Murtin (OCDE). La seconde



session était consacrée au processus et à la mise en œuvre des décisions politiques pionnières prises en Wallonie et au niveau fédéral belge concernant la réalisation de ces indicateurs de progrès sociétal. Ont fait part de leurs expériences Sébastien Brunet (IWEPS) et Natacha Zuinen (SPW-SG), Isabelle Reginster et Christine Ruyters (IWEPS), Gilles Bertrand et Fanny Heylen (SPW-SG), Nadine Gouzée et Patricia Delbaere (BFP) et Guy Vandille (BFP). La troisième session donnait la parole à la société civile sur le rôle des indicateurs pour mesurer les progrès de notre société dans une vision de développement durable. Animée par Michel Visart (RTBF), la table ronde a rassemblé les opinions de Antoinette Brouyaux (Associations 21), Sabine Denis ((Business and Society Belgium), Christine Mahy (Réseaux wallon et belge de lutte contre la pauvreté) et Leida Rijnhout (European Environmental Bureau). Plus de 230 personnes ont assisté à la Conférence au Palais des Congrès de Namur.



7.5.3 Le site internet

Concernant le site internet, la mission dévolue à la cellule communication réside en la mise à jour du site dans les volets Publications et institutionnel. De plus, pour annoncer les nouveautés du site internet, des newsletters sont régulièrement envoyées à plus de 4 000 correspondants. Elles ont été au nombre de 10 en 2014.

7.5.4 La presse

La Cellule Communication est chargée des relations avec la presse, qui se traduisent par l'envoi de communiqués, l'organisation de conférences de presse, la diffusion des publications, ainsi que les réponses aux demandes ponctuelles des journalistes par rapport aux sujets d'actualité.

En 2014, 11 communiqués de presse ont été envoyés et ont généré des articles dans les principaux quotidiens francophones et sur les ondes. Près de 50 articles sont parus dans la presse francophone, tant écrite que radio et/ou télé. Ceux-ci traitaient des informations suivantes :

- 09/01/2014 : Développement d'indicateurs locaux illustrant des défis liés à l'enseignement secondaire en Fédération Wallonie-Bruxelles
- 27/03/2014 : Evaluations thématiques du Plan Marshall 2.Vert
- 14/04/2014 : Prévision: croissance wallonne de 1,6% pour 2014
- 12/05/2014 : Indicateurs complémentaires au PIB
- 17/06/2014 : WalStat, portail de statistiques locales
- 09/07/2014 : Nouvelles perspectives économiques régionales 2014-2019
- 12/09/2014 : Semaine de la mobilité
- 18/09/2014 : Cahier Bien vieillir
- 23/10/2014 : 1,3% de croissance en Wallonie en 2015
- 10/11/2014 : Conférence de l'IWEPS 12/12/2014: Indicateurs complémentaires au PIB
- 02/12/2014 : Statistiques de la Grande Région

ANNEXE 1 : DOMAINES D'ACTIVITÉ DES CHARGÉS DE RECHERCHE OCCUPÉS À L'IWEPS EN 2014

- Caroline ALBESSART : économie, entreprises, énergies renouvelables, balance énergétique
- Thierry BORNAND : Synergies Wallonie – Fédération Wallonie-Bruxelles, enquête Baromètre social de la Wallonie
- Rébecca CARDELLI : enquête Baromètre social de la Wallonie, genre et discriminations
- Frédéric CARUSO : économie, Europe 2020, conjoncture, comptabilité régionale, revenus des ménages, macroéconomie, prévisions/projections économiques
- Julien CHARLIER : aménagement du territoire, développement territorial, SIG et cartographie, urbain/rural, CPDT, développement durable
- Frédéric CLAISSE : prospective, méthode quantitative, fonction publique, gouvernance
- Olivier COLICIS : bien-être, cohésion sociale
- Bernard CONTER : politiques de l'emploi, stratégie européenne pour l'emploi, dimension européenne des politiques, flexicurité, concertation sociale, syndicalisme, histoire de la sécurité sociale et de l'Etat providence
- Marc DEBUISSON : population-ménage, conjoncture économique, démographie, statistiques des recensements de population
- Anne DEPREZ : sans-abris et sans-abrisme, relais sociaux, grande précarité ou exclusion sociale, problèmes sociaux de logement, expulsions domiciliaires
- Claire DUJARDIN : Synergies Wallonie - Fédération Wallonie-Bruxelles, évaluation Plan Marshall 2.Vert
- Jean-Paul DUPREZ : économie, transfrontalier (Grande Région, Nord Pas-de-Calais...), analyses locales, entreprises (démographie, répertoires...), données communales, bassins (emploi, scolaires, résidentiels...), programmation SAS
- Muriel FONDER : évaluation Plan Marshall 2.Vert (capital humain), évaluation des politiques d'emploi, évaluation des politiques de formation, statistiques du chômage
- Jean-Luc GUYOT : prospective, reprenariat, méthodologie
- Julien JUPRELLE : mobilité, transports, logistique, développement durable, impacts environnementaux et énergétiques, Europe 2020, indicateurs complémentaires au PIB
- Stephania LA ROCCA : bases de références, commande de données individuelles (DGSIE) avec gestion confidentielle en interne, centralisation données SPW, taxinomie de l'IWEPS, métadonnées, inventaire données
- Catherine LAVIOLETTE : capital social, indicateurs bien-être, méthodologie qualitative
- Martine LEFEVRE : évaluation des politiques publiques, recherche et développement, Europe 2020, Plan Marshall 2.Vert, recherche et innovation, accompagnement des entreprises, politique industrielle
- Virginie LOUIS : évaluation des politiques publiques, Plan Marshall 2.Vert, recherche et innovation, réseaux d'entreprises (pôles de compétitivité et clusters), financement des entreprises (capital-risque)
- Christine MAINGUET : éducation, formation, Europe 2020, cohésion sociale, synergies Wallonie – Fédération Wallonie-Bruxelles
- Abdeslam MARFOUK : économie, immigration, discrimination sur le marché de l'emploi
- Amandine MASUY : statistiques administratives infra-régionales, WalStat, vieillissement
- Olivier MEUNIER : économie (macro), modélisation économique (Hermreg, Remi), comptabilité régionale
- Mathieu MOSTY : évaluation Plan Marshall 2.Vert, évaluation de politiques d'emploi, évaluation des politiques de formation, évaluation des structures organisationnelles-réseau, fonction publique
- Régine PAQUE : économie, finances publiques, conjoncture et prévisions économiques, budgets de la Région wallonne, macro-économie
- Isabelle REGINSTER : territoire (observation, évaluation et perspective), indicateurs complémentaires au PIB, analyse spatiale de données de l'enseignement
- Stéphane RIEPPI : sociologie de la recherche scientifique
- Christine RUYTERS : plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie, indicateurs de bien-être, indicateurs complémentaires au PIB, indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF), forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR France et FAIR Wallonie-Bruxelles), Conseil de l'Europe

- Vincent SCOURNEAU : macroéconomie, compétitivité, analyses conjoncturelles
- Yves TILMAN : économie, modélisation, comptabilité régionale et nationale
- Annick VANDENHOOF : santé et vieillissement, biostatistique
- Françoise VANDERKELEN : bases de références, enquêtes et informatique (métadonnées, confidentialité), statistique-méthodologie, Data Warehouse
- Laurence VANDEN DOOREN : comptes de l'emploi wallon, indicateurs de bien-être en Wallonie, indicateurs communaux de niveaux de vie (WalStat)
- Valérie VANDER STRICHT : emploi, Europe 2020, chômage, population active, données communales emploi-chômage, emploi des jeunes, évolution conjoncturelle de l'emploi
- Béatrice VAN HAEPEREN : emploi, évaluation de politiques, fonction publique, économie sociale/emploi non-marchand, simplification administrative
- Frédéric VERSCHUEREN : économie, modélisation économique, projet Preview, évaluation ex-ante des politiques publiques, économétrie, bourses doctorales IPRA

ANNEXE 2 : LISTE DES ABRÉVIATIONS

APE	Aide à la promotion de l'emploi
ASE	Agence de stimulation économique
AWIPH	Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées
BCE	Banque carrefour des entreprises
BCSS	Banque carrefour de la sécurité sociale
BELDAM	Enquête déplacement auprès des ménages belges
BNB	Banque nationale de Belgique
BFP	Bureau fédéral du Plan
CCFEE	Commission consultative formation emploi enseignement, Bruxelles
CERPE-UNamur	Centre de recherches en économie régionale et politique économique de l'Université de Namur
CEPS-Instead	Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques / International Networks for Studies in Technology, Environment, Alternatives, Development (Luxembourg)
CESW	Conseil économique et social de la Wallonie
CGET	Commissariat général à l'égalité des territoires
CIFOP	Centre universitaire de formation permanente
CPDT	Conférence permanente du développement territorial
CPVP	Commission de protection de la vie privée
CPU	Certification par unité
CSh	Cahier spécial des charges
CSEF	Comité subrégional de l'emploi et de la formation
CUNIC	Centre universitaire de Charleroi
CWAPE	Commission wallonne pour l'énergie
CWEHF	Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes
CWEPS	Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique
DAU	Division de l'aménagement et de l'urbanisme – DGO4
DGO2	Direction générale opérationnelle mobilité et voies hydrauliques
DGO3	Direction générale opérationnelle agriculture, ressources naturelles et environnement
DGO4	Direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie
DGO5	Direction générale opérationnelle pouvoirs locaux, action sociale et santé
DGO6	Direction générale opérationnelle économie, emploi et recherche
DGSIE	Direction générale statistique et information économique du SPF Economie
DiCS	Direction interdépartementale de la cohésion sociale
DIIS	Dispositif intégré d'insertion socio-professionnelle
DPR	Déclaration de politique régionale
EFE	Enseignement qualifiant – Formation – Emploi
EFT	Enquête sur les forces de travail
ENTI	European Network of Territorial Intelligence

ETNIC	Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication (Communauté française)
ETP	Equivalent temps plein
EUROCAT	European surveillance of congenital anomalies
FOREM	Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi
FSE	Fonds social européen
GEDAP-UCL	Groupe d'étude de démographie appliquée – Université catholique de Louvain
GRT	Groupe de recherche sur les transports (UNamur)
GTSS	Groupe de travail sur les synergies statistiques
GW	Gouvernement wallon
IBSA	Institut bruxellois de statistique et d'analyse
ICEDD	Institut de conseils et d'études en développement durable
ICN	Institut national des comptes nationaux
IFAPME	Institut wallon de formation en alternance des indépendants et petites et moyennes entreprises
IGSS	Inspection générale de la sécurité sociale (Grand-Duché de Luxembourg)
INASTI	Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques, France
IPG	Institut de physiologie et de génétique
IPP	Impôt des personnes physiques
IPRA	IWEPS PhD Research Activity
IRES-UCL	Institut de recherches économiques et sociales – Université catholique de Louvain
ISADF	Indice synthétique d'accès aux droits fondamentaux
ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des ménages
ISCO	International Standard Classification of Occupations
ISSP	International social survey programme
IUIL	Institut universitaire international du Luxembourg
IWEPS	Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique
LENTIC – ULg	Laboratoire d'études sur les nouvelles technologies, l'innovation et le changement – Université de Liège
MFWB	Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
MOT	Mission opérationnelle transfrontalière
MRS	Maison de repos et de soins
NPDC	Nord-Pas-de-Calais
NUTS	Nomenclature des unités territoriales statistiques
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques, Paris
ODT	Observatoire du développement territorial
OIE	Observatoire interrégional du marché de l'emploi de la Grande Région

OIP	Organisme d'intérêt public
ONEM	Office national de l'emploi et du travail
ONSS	Office national de sécurité sociale
ONSSAPL	Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales
OWS	Observatoire wallon de la santé
PAN	Plan d'action national
PAP	Plan d'actions prioritaires
PCM	Plans communaux de mobilité
PCS	Plan de cohésion sociale
PDA	Plan de déplacements des administrations
PDE	Plan de déplacements d'entreprises
PDS	Plan de déplacements scolaires
PEKEA	Political and Ethical Knowledge on Economic Activities
PIAAC	Programme for the International Assessment of Adult Competencies
PME	Petites et moyennes entreprises
PMT	Politiques du marché du travail
PNR	Programme national de réforme
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PST2	Plan stratégique transversal 2
PST3	Plan stratégique transversal 3
PUM	Plan urbain de mobilité
REF	Réseau Recherche Education Formation
RRB	Revenu régional brut
RW	Région wallonne
RWLP	Réseau wallon de lutte contre la pauvreté
SDER	Schéma de développement de l'espace régional
SDFB	Société de démographie francophone de Belgique
SGBD	Système de gestion des bases de données
SHARE	Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe
SILC	Survey on Income and Living Conditions, enquête européenne (EUROSTAT)
SNCB	Société nationale des chemins de fer belges
SPF	Service public fédéral
SPF MT	Service public fédéral Mobilité et transports
SPI+	Agence de développement économique de la Province de Liège
SPW	Service public de Wallonie
Steunpunt WSE	Steunpunt Werk en social economie
SVR	Studiedienst van de Vlaamse Regering

SWEP	Société wallonne de l'évaluation et de la prospective
TEF-ULB	Point d'appui Travail Emploi Formation – Université libre de Bruxelles
UE2020	Stratégie européenne 2020
UVCW	Union des villes et communes de Wallonie
VET	Vocational Education and Training
VPN	Virtual Private Network
WBI	Wallonie Bruxelles international



Wallonie



*INSTITUT WALLON
DE L'ÉVALUATION,
DE LA PROSPECTIVE
ET DE LA STATISTIQUE*

Route de Louvain-la-Neuve, 2
5001 BELGRADE (NAMUR)

Tél. 32 (0)81 46 84 11

Fax 32 (0)81 46 84 12

<http://www.iweps.be>

info@iweps.be